

LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI  
ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS  
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

SOUS LA PRÉSIDENCE DE  
L'HONORABLE FRANCE CHARBONNEAU, J.C.S., présidente  
M. RENAUD LACHANCE, commissaire

AUDIENCE TENUE AU  
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST  
MONTRÉAL (QUÉBEC)

LE 17 OCTOBRE 2013

VOLUME 130

**ODETTE GAGNON et DANIELLE BERGERON**  
**Sténographes officielles**

RIOPEL GAGNON LAROSE & ASSOCIÉS  
215, rue St-Jacques, Bureau 110  
Montréal (Québec) H2Y 1M6

COMPARUTIONS

POUR LA COMMISSION :

Me DENIS GALLANT,  
Me KEITH RITI

INTERVENANTS :

Me PIERRE HAMEL et Me MÉLISSA CHARLES pour  
l'Association de la construction du Québec  
Me DENIS HOULE et Me SIMON LAPLANTE pour  
l'Association des constructeurs de routes et grands  
travaux du Québec  
Me GASTON GAUTHIER pour le Barreau du Québec  
Me BENOIT BOUCHER pour le Procureur général du  
Québec  
Me MAUDE LYONNAIS BOURQUE pour la FTQ Construction  
Me PIERRE POULIN pour le Directeur des poursuites  
criminelles et pénales  
Me LAURENT THEMENS et Me GUILLAUME LEMIRE pour le  
Fonds de solidarité

---

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
LISTE DES PIÈCES	4
PRÉLIMINAIRES	6
 BENOIT RINGUETTE	
INTERROGÉ PAR Me DENIS GALLANT	9
CONTRE-INTERROGÉ PAR Me BENOIT BOUCHER	120
RÉINTERROGÉ PAR Me DENIS GALLANT	125
 ANDRÉ ANTOINE	
INTERROGÉ PAR Me DENIS GALLANT	129
CONTRE-INTERROGÉ PAR Me PIERRE HAMEL	221
 FRANÇOIS CRÊTE	
INTERROGÉ PAR Me DENIS GALLANT	237
INTERROGÉ PAR M. RENAUD LACHANCE, commissaire	288
INTERROGÉ PAR LA PRÉSIDENTE	292

---

LISTE DES PIÈCES

	PAGE
97P-872 :      Offre d'achat d'actifs de l'entreprise ECN terrain inc. le 13 juin 2008	19
97P-873 :      REQ 6882820 Canada inc., REQ 9183-5371 Québec inc., REQ 6882811 Canada Inc., en liasse	42
97P-874 :      Avis d'infraction d'Énergie Carboneutre du 26 novembre 2008 - Réception de sols contaminés au centre de traitement de sols contaminés Énergie Carboneutre situé au 8770, Place Marien à Montréal-Est	60
97P-875 :      Certificat d'autorisation d'Énergie Carboneutre du 25 mai 2010 - Traitement de sols contaminés	70
97P-876 :      Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés au 1er octobre 2013	121

98P-877 :	Carte d'affaires de Domenic Arcuri - SICN	157
98P-878 :	Carte d'affaires de Raynald Desjardins - SICN	158
98P-879 :	Courriel de Brigitte Bérubé du 10 août 2009-Urgent : ECN - Rencontre à organiser	173

---

1 L'AN DEUX MILLE TREIZE, ce dix-septième (17e) jour  
2 du mois d'octobre,

3

4 PRÉLIMINAIRES

5

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Bonjour, Monsieur Ringuette.

8 M. BENOIT RINGUETTE :

9 Bon matin.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Est-ce qu'on a... est-ce que les avocats peuvent  
12 s'identifier, s'il vous plaît?

13 Me DENIS GALLANT :

14 Denis Gallant pour la Commission. Bon matin.

15 Bonjour.

16 Me KEITH RITI :

17 Keith Riti pour la Commission.

18 Me PIERRE HAMEL :

19 Bonjour. Pierre Hamel pour l'Association de la  
20 construction du Québec.

21 Me MÉLISSA CHARLES :

22 Bonjour. Mélissa Charles pour l'Association de la  
23 construction du Québec.

24 Me DENIS HOULE :

25 Bonjour. Denis Houle pour l'Association des

1           constructeurs de routes et grands travaux du  
2           Québec.

3           Me SIMON LAPLANTE :

4           Bonjour à vous. Simon Laplante pour l'Association  
5           des constructeurs de routes et grands travaux du  
6           Québec.

7           Me GASTON GAUTHIER :

8           Bonjour. Gaston Gauthier pour le Barreau du Québec.

9           Me BENOIT BOUCHER :

10          Benoit Boucher pour le Procureur général du Québec.

11          LA PRÉSIDENTE :

12          Juste à temps.

13          Me BENOIT BOUCHER :

14          Juste à temps.

15          Me MAUDE LYONNAIS BOURQUE :

16          Maude Lyonnais Bourque pour la FTQ Construction.

17          Me PIERRE POULIN :

18          Bonjour. Pierre Poulin pour le Directeur des  
19          poursuites criminelles et pénales.

20          Me LAURENT THEMENS :

21          Bonjour. Laurent Themens pour le Fonds de  
22          solidarité.

23          Me GUILLAUME LEMIRE :

24          Bonjour. Guillaume Lemire pour le Fonds de  
25          solidarité.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Oui. Maître Gallant, alors, Monsieur Ringuette.

3 LA GREFFIÈRE :

4 Pourriez-vous vous lever pour l'assermentation.

5

6

---

7



1 L'AN DEUX MILLE TREIZE, ce dix-septième (17e) jour  
2 du mois d'octobre,

3  
4 A COMPARU :

5  
6 BENOIT RINGUETTE,

7  
8 LEQUEL, affirme solennellement ce qui suit :

9  
10 (09:31:11)

11 INTERROGÉ PAR Me DENIS GALLANT :

12 Q. **[1]** Bon matin. Bon matin, Monsieur Ringuette.

13 R. Bon matin.

14 Q. **[2]** Alors, dans la... pour faire suite sur ce qu'on  
15 s'est quitté hier, alors à partir de deux mille  
16 huit (2008), monsieur Arcuri et monsieur Desjardins  
17 vont prendre les rênes de la compagnie Énergie  
18 Carboneutre via leur propre société qui est la  
19 Société internationale Carboneutre.

20 R. Exact.

21 Q. **[3]** Parfait. Et ce qu'on comprend, c'est que c'est  
22 cette compagnie-là, Société internationale  
23 Carboneutre, comme vous avez expliqué et le  
24 document qu'on a déposé hier - peut-être... peut-  
25 être y faire référence, Madame Blanchette, alors

1           qui était à l'onglet 8 qu'on a coté sous la cote  
2           869. Alors, ce document-là, ce qui faisait en  
3           sorte, ce que vous avez expliqué, c'était monsieur  
4           Arcuri se réservait le droit de gérer la compagnie,  
5           mais de regarder là avant de l'acheter  
6           définitivement, exact?

7           R. Exact.

8           Q. **[4]** Et ce qui faisait en sorte qu'à ce moment-là  
9           les... les dirigeants de cette compagnie-là étaient  
10          monsieur Arcuri, comme vous avez dit hier, qui  
11          était essentiellement quasiment à tous les jours  
12          sur Place Marien. Monsieur Desjardins?

13          R. Il est arrivé un peu après, oui.

14          Q. **[5]** O.K. Je vous ai posé des questions sur Joe  
15          Bertolo. Bertolo, est-ce que... est-ce qu'il a pris  
16          part à l'administration de la compagnie  
17          Carboneutre?

18          R. Je ne l'ai jamais vu, je l'ai vu une fois ou deux  
19          au début.

20          Q. **[6]** Son nom était sur le papier.

21          R. Oui, mais même le papier, je l'avais pas vu, je  
22          l'ai vu ici.

23          Q. **[7]** O.K.

24          R. Donc, Joe, il m'a été présenté au début par  
25          monsieur Desjardins comme étant son... son homme de

1           confiance.

2       Q. **[8]** Parfait. Ensuite de ça, à ce moment-là, quand  
3           monsieur... et monsieur Arcuri et monsieur  
4           Desjardins vont prendre le contrôle de la  
5           compagnie. Qu'est-ce qui arrive avec monsieur  
6           Thériault?

7       R. Thériault est toujours là, il est toujours... c'est  
8           lui qui s'occupe bien souvent du lien avec Arcuri  
9           au niveau administratif pour les anciennes dettes  
10          que Arcuri a commencé à payer, il a réglé des  
11          choses. Donc, il avait investi de l'argent assez  
12          rapidement pour payer... ça, c'est Yves Thériault  
13          qui s'en occupait avec Marlène.

14      Q. **[9]** O.K. Mais, dans la compagnie en tant que telle  
15          là, pour... pour voir là à faire de la  
16          décontamination là, ça a été mis sur pied, cette  
17          compagnie-là, pour faire de la décontamination.  
18          Est-ce que monsieur Thériault avait un rôle à jouer  
19          à ce moment-là?

20      R. Yves était toujours en train d'essayer d'aller  
21          chercher des soldes des contracteurs, donc il  
22          amenait des soldes. Mais, pour ce qui est des  
23          opérations sur le site, non, Yves n'était pas là.

24      Q. **[10]** Yves n'était pas là.

25      R. Non, mais il suivait, par contre, lorsqu'on faisait

1 des... des rencontres au ministère de  
2 l'Environnement, il était toujours présent. En  
3 termes opérations physiques sur le terrain, il  
4 n'était pas là.

5 Q. **[11]** O.K. L'hiver deux mille huit (2008), l'été  
6 deux mille huit (2008) ou l'année deux mille huit  
7 (2008) en tant que telle, peut-être juste nous  
8 donner les rôles de chacun. Vous avez... vous nous  
9 avez parlé de monsieur Yves Thériault. Monsieur  
10 Desjardins, vous allez le côtoyer... vous allez le  
11 côtoyer à plusieurs reprises?

12 R. Au début, en mars, mais après il disparaît, on ne  
13 le voit plus.

14 Q. **[12]** O.K. Il y a trois adresses physiques, il y a  
15 sur Place Marien.

16 R. Hum, hum.

17 Q. **[13]** La bâtisse va être construite, les cuves pour  
18 procéder à la décontamination vont être également  
19 construites. Il va y en avoir là graduellement  
20 jusqu'à un maximum, vous l'avez dit hier, de...

21 R. Dix-huit (18).

22 Q. **[14]** De dix-huit (18) cuves. L'outillage, et  
23 caetera. Est-ce qu'on dit que, dans l'année deux  
24 mille huit (2008), avec l'arrivée de monsieur  
25 Arcuri, Carboneutre prend son envol là?

1 R. Ah! Tout à fait. En fin de compte, lorsqu'Arcuri  
2 arrive, il injecte le montant d'argent nécessaire  
3 pour pouvoir démarrer les opérations à grande  
4 échelle, c'est-à-dire terminer les cuves, déboguer  
5 parce que ce genre de système-là nécessite des  
6 essais/erreurs au début pour régler les petits  
7 problèmes de tous les jours, ce qui a été fait en  
8 février, mars, avril. En début mai, on était  
9 opérationnel à cent pour cent (100 %), donc on  
10 traitait toutes les cuves.

11 Q. **[15]** Parfait. D'autres employés?

12 R. Il y avait une technicienne qui s'occupait de  
13 l'entrée des sols avec une aide-technicienne.  
14 Arcuri ou, je pense, Raynald Desjardins a placé un  
15 contremaître qui était une personne qui connaissait  
16 Chagnon, Éric Chagnon. D'autres personnes après,  
17 c'étaient les opérateurs des équipements qui  
18 étaient engagés par Yves Thériault sous sa  
19 compagnie à numéro.

20 Q. **[16]** Donc, Yves Thériault facturait...

21 R. À Dominique Arcuri à SICN, la pelle, le chargeur ou  
22 des choses comme ça, les opérations physiques.

23 Q. **[17]** Outre vous qui étiez à salaire, est-ce qu'on  
24 peut parler que la majorité des gens étaient payés  
25 de compagnie à compagnie? Vous avez parlé de

1 Marlène Girard hier et de sa compagnie Connexion.

2 R. Moi, j'étais pas à salaire, j'ai été à salaire  
3 seulement qu'en juillet, donc...

4 Q. **[18]** Juillet deux mille huit (2008)?

5 R. Oui. Donc, j'étais encore sous ECN, parce que comme  
6 c'était un due diligence, on s'attendait à être  
7 payé rapidement, donc, pour moi c'était, O.K., on  
8 met le système à jour, on te part le système,  
9 prends les clés, puis paie-nous. Donc, on  
10 s'attendait à un délai de deux, trois mois, là.  
11 Lorsque, en février, monsieur Arcuri est rentré. Ça  
12 fait que donc, je n'étais pas salarié. J'ai été  
13 salarié pour SICN en juillet.

14 Pour ce qui est des autres, il y avait  
15 toujours Marlène dans le décor, mais sous une autre  
16 compagnie - Connexion, je crois - qui facturait  
17 Arcuri. Je ne sais pas trop ce qu'elle faisait.

18 Q. **[19]** Puis Marlène que vous dites, madame Girard,  
19 faisait quoi, elle?

20 R. Je ne sais pas trop. Elle était présente au niveau  
21 des rencontres avec le ministère, elle était  
22 présente, je crois, pour le financement, pour payer  
23 les anciennes dettes, parce qu'il y avait toujours  
24 des retours d'appel, évidemment, lorsqu'on doit de  
25 l'argent comme ça. Donc, elle s'occupait de, de...

1 je présume, là, parce que ce n'est pas moi qui l'ai  
2 engagée, c'est... c'est Arcuri, je pense, qui  
3 l'engageait, ou Yves, là, et elle s'occupait  
4 probablement de ces liens-là, toujours de trouver  
5 du financement aussi. C'était toujours dans le  
6 décor. Mais je n'en sais pas plus, là.

7 Q. **[20]** Trois adresses physiques. Vous, vous étiez à  
8 quel endroit, une fois...

9 R. Tou... Pardon. Toujours sur la plate-forme, Place  
10 Marien. Et l'autre adresse, c'était l'ancienne...

11 Q. **[21]** Qui était avec vous sur Place Marien?

12 R. Bien, il y avait la technicienne, Nathalie, puis il  
13 y avait son aide. Il y avait Éric Chagnon qui était  
14 tout le temps là, puis il y avait les opérateurs.

15 Q. **[22]** O.K.

16 R. Donc, comme bureau physique, c'était vraiment...  
17 c'était l'usine. Moi... Moi, ce qui m'intéressait,  
18 c'était de faire rouler l'usine, là, c'était... Ce  
19 n'était pas une job de bureau, là, c'était une job  
20 de, tu sais, régler les derniers comptes, puis  
21 régler les problèmes, puis trouver les solutions  
22 pour que le système fonctionne bien. Ce qui était  
23 conclu vers le mois de mai.

24 Q. **[23]** O.K. Sur Hippolyte-Lafontaine, qui était là?  
25 Qu'est-ce qui se passait, là, sur Hippolyte-

1 Lafontaine?

2 R. Bien, ça c'était les... C'est encore, je crois, les  
3 bureaux de ECN. Yves Thériault est là. Roger  
4 Grégoire. Puis je crois que Marlène est arrivée à  
5 un moment donné. Ça, je ne pourrais pas vous dire  
6 quand, mais je... je sais maintenant qu'elle était  
7 dans les bureaux de... sur Louis-Hippolyte.

8 Q. **[24]** Quand la Société internationale Carboneutre  
9 s'est incorporée, elle a donné l'adresse de 7272  
10 Maurice-Duplessis, suite 102. Est-ce que vous avez  
11 déjà été à cette adresse-là?

12 R. Oui.

13 Q. **[25]** O.K. Et qui était là, qu'est-ce que... Peut-  
14 être nous décrire un peu ces bureaux-là.

15 R. Il n'y a rien. Un bureau vide.

16 Q. **[26]** Un bureau vide, totalement vide? Est-ce qu'on  
17 peut... je peux aller aussi loin de dire que  
18 c'était une coquille, ça?

19 R. Bien, il y avait une chaise ou deux, ils  
20 attendaient... Bien, ce qu'ils m'avaient dit au  
21 début, c'est qu'ils attendaient de s'installer,  
22 puis... Après, je n'ai jamais retourné, là. J'ai  
23 retourné parce qu'il y avait un restaurant en  
24 dessous, puis on avait rendez-vous, mais sinon, on  
25 n'avait... on n'avait jamais affaire là, là. Je



1 n'ai jamais été là.

2 Q. [27] O.K.

3 R. Donc, je n'ai jamais eu de rendez-vous avec Arcuri  
4 ou avec monsieur Desjardins à cette place-là, là.  
5 Jamais.

6 Q. [28] O.K. La... la... Je vous ai posé la question  
7 hier, quand monsieur Arcuri arrive dans le décor,  
8 les dettes, vous les évaluiez à peu près à quatre  
9 (4) à cinq millions (5 M), si je me souviens bien  
10 de votre témoignage?

11 R. Oui. Sous toutes réserves...

12 Q. [29] O.K.

13 R. ... étant donné que c'est Yves qui gérât ça, là.

14 Q. [30] L'entente de monsieur Arcuri, si monsieur  
15 Arcuri devait acheter, devait vous acheter...

16 R. Hum, hum.

17 Q. [31] ... c'était de payer les dettes?

18 R. Toutes les dettes.

19 Q. [32] Et est-ce qu'on prévoyait d'autres montants  
20 également?

21 R. Bien...

22 Q. [33] Pour vous et monsieur Thériault?

23 R. Thériault, je l'ignore. J'ignore l'entente que  
24 Thériault avait avec Arcuri. Moi j'avais une  
25 entente, qui était celle de Arton, que je vous ai

1           parlé hier.

2       Q. **[34]** Oui.

3       R. C'était la même, en fin de compte. Arcuri avait...  
4           s'était... nous avait dit, « Je récupère l'entente  
5           d'Arton, point par point. » Ça sous-entendait qu'il  
6           me donnait un million et demi (1,5 M) puis qu'il  
7           gardait la compagnie.

8       Q. **[35]** O.K. Est-ce que, quand...

9           (09:41:25)

10       LA PRÉSIDENTE :

11       Q. **[36]** Je m'excuse, je n'ai pas compris la dernière  
12           partie de votre phrase. Donc, l'entente que vous  
13           aviez avec Arton était que vous receviez un million  
14           et demi (1,5 M)?

15       R. Et demi.

16       Q. **[37]** Et qu'il reprenait la compagnie?

17       R. Bien, qu'il avait... qu'il était propriétaire de la  
18           compagnie.

19       Q. **[38]** O.K.

20       R. Il faut comprendre, Madame, que le... ECN était  
21           toujours propriétaire des permis et des certificats  
22           d'autorisation. Donc, il n'y a jamais eu de  
23           transfert ECN vers SICN, des permis de certificats  
24           d'autorisation. Je ne suis pas... Je m'aventure un  
25           peu, là, c'est parce que le... l'avocat avait...

1       avait fortement recommandé d'éviter de transférer,  
2       parce qu'il n'était pas sûr du résultat. Si le  
3       ministère avait autorisé le transfert des  
4       certificats de ECN vers SICN. Donc, c'est pour ça  
5       qu'ils ont gardé ECN. Sinon, je pense que, avec le  
6       recul, je pense qu'ils... ils s'en seraient  
7       débarrassé, là. Tout bon homme d'affaires, avec  
8       cinq millions (5 M) de dettes, je ne sais pas s'ils  
9       auraient gardé ECN s'ils n'avaient pas été obligés.

10      Me DENIS GALLANT :

11      Q. **[39]** D'accord. Alors à ce moment-là, monsieur  
12      Arcuri vous dit que ça va être le même, la même  
13      entente qu'avec Arton. Je vais vous montrer un  
14      autre document, qui, celui-ci, est daté du treize  
15      (13) juin deux mille huit (2008). On est rendu à  
16      quelle cote, Madame la Greffière?

17      LA GREFFIÈRE :

18      872.

19      Me DENIS GALLANT :

20      872, qui est à l'onglet 12.

21

22      97P-872 :       Offre d'achat d'actifs de l'entreprise  
23                      ECN terrain inc. le 13 juin 2008

24

25      Q. **[40]** Alors, qui est ce qu'on appelle une offre

1 d'achat d'une entreprise. Alors, adressée à la  
2 compagnie à numéro, qui... qui est SICN, qui est  
3 Société internationale Carboneutre, là, 4459156,  
4 là, sur Maurice-Duplessis. Et ce que ça dit,  
5 c'est :

6 Nous vous transmettons la présente  
7 offre d'achat d'actifs d'une  
8 entreprise portant sur l'achat par  
9 Société internationale Carboneutre de  
10 la presque totalité des actifs de  
11 l'entreprise Énergie Carboneutre, ci-  
12 après appelée ECN et ECN Terrain, ci-  
13 après l'offre, afin de circonscrire  
14 les conditions sous lesquelles nous  
15 l'avons acceptée. Ainsi, notre  
16 acceptation de l'offre est  
17 conditionnelle à la réalisation de la  
18 condition suivante au plus tard le 27  
19 juin 2008 à 17 h 00.

20 Alors, et là on dit :

21 L'acceptation mutuelle de l'acheteur  
22 et du vendeur à l'égard de l'ensemble  
23 des clauses de l'offre d'achat  
24 d'actifs de l'entreprise, l'offre  
25 d'achat fut signée en date du vendredi

1 13 juin. Par ailleurs, à compter de  
2 l'acceptation de l'offre, tous les  
3 risques, pertes reliées aux actifs,  
4 compte tenu que 4459156 en a déjà la  
5 possession effective, si la condition  
6 stipulée ci-devant n'est pas réalisée  
7 avant le 27 juin 2008, notre  
8 acceptation de l'offre deviendra  
9 automatiquement caduque et les  
10 soussignés n'auront aucune obligation  
11 de procéder à la vente des actifs et  
12 des actions. Finalement, la clôture de  
13 la transaction de vente devrait avoir  
14 lieu le 1er août 2008...

15 Puis bon, et on continue, et c'est signé par vous,  
16 c'est signé par monsieur Thériault, et c'est signé  
17 par monsieur Arcuri.

18 R. Oui.

19 Q. **[41]** À la deuxième page, Madame Blanchette. Alors,  
20 est-ce que... est-ce que cette offre-là a été  
21 concrétisée, ou elle est devenue caduque?

22 R. Elle est... Elle ne s'est pas réalisée. Il y a eu  
23 un second... une seconde signature, je crois, à la  
24 fin d'août.

25 Q. **[42]** O.K.

1 R. Donc, cette offre-là, elle n'a pas été...

2 Q. **[43]** O.K. Il y a une raison pourquoi... Il y a une  
3 raison pourquoi, parce qu'hier je vous ai posé la  
4 question, il y a eu la... il y a eu la lettre pour,  
5 dans laquelle vous acceptiez de céder la gestion de  
6 votre entreprise à partir du premier (1er) février  
7 deux mille huit (2008), vous avez dit ils  
8 acceptaient de faire ça par due diligence pour une  
9 période de deux, trois mois, ce qui nous amène à  
10 juin.

11 R. Hum, hum.

12 Q. **[44]** L'entreprise va bien, selon ce que je  
13 comprends de ce que vous m'avez dit, en deux mille  
14 huit (2008), là. Quand monsieur Arcuri arrive.

15 R. Bien, Arcuri fait l'essentiel, c'est-à-dire qu'il  
16 injecte de l'argent pour permettre la mise en route  
17 et récupérer notre certification d'autorisation.  
18 C'était essentiel pour pouvoir avoir encore des  
19 entrées d'argent. Il arrête certaines dettes, donc  
20 il en a payé, il a réglé des choses, et ils  
21 attendent, je crois, pourquoi ça ne s'est pas  
22 réalisé, ils attendaient leur financement.

23 Q. **[45]** O.K. Donc, parce qu'ils attendaient... ils  
24 attendaient le financement, ce que vous dites, ça a  
25 été reconduit après ça, cette...

1 R. Exactement. Exactement. Un mois après, je crois.

2 Q. **[46]** Parfait.

3 R. Au mois d'août.

4 Q. **[47]** Donc, entre en scène monsieur Jocelyn Dupuis,  
5 et... au mois d'avril, ce que vous avez dit hier?

6 R. Au printemps.

7 Q. **[48]** Au printemps, et je vous ai posé la question  
8 est-ce que la présence de monsieur Dupuis faisait  
9 en sorte de peut-être faire intervenir le Fonds de  
10 solidarité du Québec.

11 R. Bien, ils n'ont jamais été clairs sur la chose. Je  
12 sais juste que Jocelyn, il m'a été présenté par  
13 monsieur Desjardins. Très amical. J'ai présenté le  
14 site. On n'a jamais parlé d'argent. Ils ne  
15 parlaient jamais d'argent devant moi. Ils  
16 s'occupaient de leurs choses de leur côté. Après,  
17 Jocelyn, je ne l'ai pas revu. Après, on a eu les  
18 visites... On nous a demandé, Arcuri m'a demandé de  
19 se présenter pour présenter le projet à monsieur  
20 Arsenault.

21 Q. **[49]** Parfait. C'est là... C'est là que je m'en  
22 venais.

23 R. O.K.

24 Q. **[50]** Alors, c'est-à-dire que, à partir de quand on  
25 va vous demander de rencontrer monsieur Arsenault?

1 R. Bien, je ne m'en souviens pas de la date exacte. Il  
2 y a eu deux rencontres. D'après moi c'est fin du  
3 printemps. On doit être pas loin du mois de mai, je  
4 dirais. Et il y a eu deux rencontres : une au  
5 bureau de monsieur Arsenault, le long de la 40, là,  
6 sur Crémazie...

7 Q. [51] Oui.

8 R. ... et une autre un samedi, sur le chantier.

9 Q. [52] O.K. Peut-être juste nous... Peut-être juste  
10 nous expliquer en détail, là, comment on vous a  
11 approché pour vous rendre au siège social de la FTQ  
12 et rencontrer monsieur Arsenault.

13 R. Ah, c'est tou... c'est toujours monsieur Arcuri qui  
14 m'a dit, « Good, il faut... Prépare une  
15 présentation sur la technologie, il faut expliquer  
16 à monsieur Arsenault du Fonds que... » Bon.  
17 Toujours dans l'optique d'aller chercher un prêt  
18 pour SICN. Donc, dans l'optique du due diligence,  
19 nous, bien, on était proactif, là, parce qu'on  
20 voulait que, qu'ils obtiennent cet argent-là pour  
21 pouvoir être payé puis qu'on sorte du projet. Donc,  
22 j'ai juste été présenter, techniquement. Donc,  
23 comment on nous l'a présenté, moi, ma... ma...

24 Q. [53] Qui est pré... qui est présent?

25 R. Bien, de... de chez nous, de ECN, il y avait Yves,



1           il y avait Marlène, Roger.

2       Q. [54] Donc, Yves Thériault, Marlène Girard...

3       R. Puis Roger.

4       Q. [55] Roger.

5       R. Donc, ils sont toujours là, eux. Puis il y avait,  
6           évidemment, Dominic Arcuri de SICN.

7       Q. [56] O.K.

8       R. Du Fonds, bien, je me rappelle de monsieur  
9           Arsenault, parce que c'est avec lui que... que je  
10          parlais, là. Les autres, je sais qu'il y avait  
11          d'autres personnes, mais honnêtement, je ne me  
12          rappelle plus des noms, là.

13      Q. [57] Savez-vous, peut-être, ils étaient combien,  
14          avec monsieur Arsenault?

15      R. Ah, je pense au moins deux avec monsieur Arsenault,  
16          au moins deux du... mais je ne les connaissais pas.

17      Q. [58] Et vous monsieur Arcuri vous avait demandé  
18          d'être présent pour venir expliquer la technologie?

19      R. Exact.

20      Q. [59] O.K. Est-ce qu'à ce moment-là, il y a eu une  
21          démonstration qui a été faite avec des fioles, par  
22          exemple?

23      R. Ah, Yves, Yves apportait toujours son petit kit  
24          de... j'appelais ça son kit de survie. Yves, il  
25          avait une façon bien particulière de présenter la

1 technologie comme... comme il la comprenait. Donc,  
2 il apportait un pot de sol contaminé, pardon, un  
3 pot de sol propre, puis de l'huile à côté. Donc, il  
4 présentait toujours de la même façon, ça c'est  
5 avant, ça c'est après, ça c'est ce qu'il y a entre  
6 les deux qu'on récupère. Donc, c'était simpliste,  
7 mais...

8 Q. [60] O.K.

9 R. ... c'était le kit de survie de Yves que  
10 j'appelais.

11 Q. [61] Puis de quelle manière vous présentez votre  
12 produit à monsieur Arsenault?

13 R. À moi je vais plus dans le détail, techniquement  
14 j'explique qu'est-ce que je vous ai expliqué un peu  
15 hier, simplifié pour essayer de vulgariser comment  
16 ça fonctionne la technologie, les résultats qu'on  
17 obtient, mais beaucoup plus technique. Et en  
18 chantier bien je lui présente carrément les  
19 équipements. Je dis les cellules, je lui montre les  
20 cellules, le système comment ça fonctionne. Mais  
21 moi j'ai toujours parlé juste à monsieur Arsenault,  
22 là.

23 Q. [62] O.K. Savez-vous si monsieur Arcuri est  
24 intervenu pendant cette rencontre-là?

25 R. Toujours.

1 Q. [63] Est-ce que monsieur Arcuri parlait?

2 R. Oui, oui, Arcuri parle tout le temps, il était  
3 toujours très présent. Ce n'est pas quelqu'un qui  
4 reste puis qu'il s'assoit puis il se tait Dominic  
5 Arcuri, c'est quelqu'un de très volubile.

6 Q. [64] O.K. Et est-ce que, de mémoire, monsieur  
7 Arsenault il y a eu des... des questions  
8 relativement au prêt, combien... combien la  
9 compagnie Carboneutre avait besoin de la part de la  
10 FTQ, est-ce qu'à votre souvenir ça a été mentionné  
11 ça?

12 R. Au niveau argent, ce n'était pas dans ces réunions-  
13 là, mais je sais qu'on parlait toujours de cinq  
14 millions (5 M). On parlait toujours d'un prêt de  
15 cinq millions (5 M) qu'on nous avait dit. Mais  
16 pendant ces réunions-là ils ne parlaient pas  
17 d'argent ni sur le chantier ni dans les premières  
18 réunions. C'était vraiment une réunion de... j'en  
19 ai déduit que c'était une réunion d'approche  
20 préliminaire pour expliquer. Après, les réunions  
21 qu'ils ont eu entre eux, j'ignore complètement, je  
22 n'étais pas présent.

23 Q. [65] Mais vous, vous avez participé à deux  
24 réunions?

25 R. Exact.

1 Q. **[66]** Première réunion qui est au siège social de la  
2 FTQ?

3 R. Honnêtement je ne me rappelle plus si on était au  
4 bureau avant le chantier, mais on en a eu deux. Une  
5 au bureau et une au chantier.

6 Q. **[67]** O.K. Et sur le chan... et lors de la rencontre  
7 sur le chantier, qui étaient présents à votre  
8 souvenir?

9 R. La même équipe, sauf Roger, je ne me rappelle pas  
10 de Roger Grégoire, mais il y avait Yves Thériault,  
11 Marlène, toujours Dominic Arcuri, moi, monsieur  
12 Arsenault, puis deux autres personnes du Fonds  
13 que... ou une ou deux, là, il n'était pas tout seul  
14 monsieur Arsenault, il y avait quelqu'un avec lui.

15 Q. **[68]** O.K. Puis sur le chantier qui faisait la  
16 démonstration des équipements, est-ce que c'était  
17 vous?

18 R. Oui, oui. Moi j'ai parlé à monsieur Arsenault.  
19 C'est comme un genre de réunion de chantier où il y  
20 a deux groupes qui se forment, un groupe qui parle  
21 en parallèle, puis moi j'expliquais à monsieur  
22 Arsenault, qui était très intéressé d'ailleurs,  
23 très...

24 Q. **[69]** Est-ce que Jocelyn Dupuis était... était  
25 également présent?

1 R. Je ne me rappelle pas que Jocelyn était à ces  
2 réunions-là. Jocelyn est assez volubile aussi, je  
3 m'en serais rappelé s'il avait été là. Non, non,  
4 c'était vraiment Dominic Arcuri qui était... qui  
5 était le maître d'oeuvre, là, qui parlait pour  
6 SICN.

7 Q. [70] O.K. Suite à ces deux rencontres-là, est-ce  
8 qu'on vous tient au courant des démarches avec le  
9 Fonds de solidarité, Monsieur Ringuette?

10 R. Non. Non, on était toujours en attente.

11 Q. [71] Saviez-vous également si on faisait d'autres  
12 démarches pour obtenir du financement, là, de  
13 d'autres institutions ou...

14 R. Bien je sais que Dominic Arcuri travaillait très  
15 fort. La façon que je comprenais ça c'est que... ce  
16 n'est pas Dominic Arcuri qui a apporté le Fonds,  
17 là, puis lui voulait à tout prix trouver un  
18 financement ailleurs au cas où, il voulait son plan  
19 B soit par l'apport d'un nouveau contrat de  
20 chantier intéressant, soit par un autre financement  
21 privé, mais je sais qu'il travaillait très fort  
22 pour trouver de l'argent ailleurs. Ça c'est sûr. Il  
23 n'a pas mis toutes ses billes dans le même panier,  
24 Dominic. À l'époque, je le sentais très, très actif  
25 pour trouver de l'argent, autre que celle du Fonds.

1 Q. [72] O.K.

2 R. Bien celle du Fonds, celle qu'on disait que le  
3 Fonds était pour investir.

4 Q. [73] Vous, est-ce que vous avez été... vous avez eu  
5 connaissance, à un moment donné, que le Fonds a  
6 dit : « Non, on n'investit pas »?

7 R. Officiellement, non.

8 Q. [74] Non?

9 R. Non, j'en ai déduit.

10 Q. [75] Vous en avez déduit parce qu'effectivement ça  
11 va être?

12 R. Bien j'en ai déduit par le... le scandale de  
13 Jocelyn à l'automne, là. Ça a été comme une autre  
14 douche, un autre mur de briques, parce que... Tu  
15 sais, il faut se mettre en... il faut se mettre un  
16 peu dans la peau en deux mille huit (2008), Jocelyn  
17 Dupuis c'est quelqu'un d'important qui s'intéresse  
18 au projet, qu'on a un lien, bien, on présume qu'on  
19 a un lien qui nous permettrait d'avoir un  
20 financement. Donc, c'est une bonne nouvelle.

21 Et donc, à l'automne, je pense que c'est là  
22 que ça sort dans les journaux qu'il est accusé, je  
23 pense, pour ses fausses factures. En tout cas, ça a  
24 fait une grosse... une grosse affaire. Mais nous on  
25 apprend ça sur le chantier puis là, on se regarde,

1           on se dit, les techniciens disaient : « Je pense  
2           que notre chat est mort, notre chien est mort ».

3                     Ça fait que, là, c'est comme si on  
4           recommençait. Donc, c'était, on revivait les  
5           anciens, toujours le même cauchemar.

6       Q. [76] Toujours le même cauchemar, mais à l'automne  
7           est-ce que vous avez... à l'automne deux mille huit  
8           (2008) avez-vous appris également que monsieur  
9           Dupuis quittait la CSN pour s'en aller à la...

10      R. La FTQ.

11      Q. [77] La FTQ, je m'excuse, pour s'en aller  
12           travailler directement à la Société internationale  
13           Carboneutre?

14      R. Non.

15      Q. [78] Vous n'étiez pas au courant de ça?

16      R. Non, non. Je l'ai appris par les journaux, je  
17           pense.

18      Q. [79] O.K.

19      R. Parce que je savais qu'il est venu, on a eu une  
20           rencontre, à un moment donné, Jocelyn est venu il a  
21           dit : « Ah, on va aller rencontrer un client, c'est  
22           l'autoroute 30 ». Je ne sais plus exactement la  
23           date, mais je sais qu'il avait déjà eu son... sa  
24           poursuite, là, parce qu'il m'en... il nous en a  
25           parlé au restaurant. Il nous a dit : « Ah, j'ai

1       hâte de passer en cour, je vais me défendre, ils  
2       vont savoir comment je m'appelle ». Bon, c'est  
3       Jocelyn, il parlait beaucoup, là. Puis, mais je ne  
4       sais plus c'est à quelle période, d'après moi ça  
5       doit être à l'automne, parce qu'après il a  
6       complètement disparu de la carte, on ne l'a jamais  
7       revu.

8               Puis moi je ne savais pas qu'il avait une  
9       carte d'affaire, je l'ai su après, là, qu'il avait  
10      une carte d'affaires de la Société internationale  
11      Carboneutre.

12      Q. **[80]** O.K.

13      R. Ça n'a pas... il n'y a pas eu de présentation  
14      officielle. Ça ne nous regardait pas aussi, c'était  
15      SICN, ce n'était pas...

16      Q. **[81]** Mais ce n'est pas anormal un peu, c'est-à-dire  
17      ce qu'on comprend c'est que finalement la... Arcuri  
18      ne l'achètera, finalement Arcuri ne l'achètera  
19      jamais, n'achètera jamais Carboneutre. Donc, les  
20      offres d'achat vont tomber. Ce que vous nous dites  
21      je vous en ai présenté un, mais il va y en avoir un  
22      deuxième, va tomber également caduque, o.k.,  
23      n'achètera jamais. Ce qu'on comprend, par contre,  
24      c'est qu'à l'automne ils sont toujours les  
25      gestionnaires...



1 R. Bien oui.

2 Q. **[82]** ... de votre compagnie?

3 R. Bien oui.

4 Q. **[83]** O.K.

5 R. Parce qu'on avait resigné, parce qu'au mois d'août  
6 ils nous avaient dit : « C'est dans une semaine on  
7 signe. Vous avez l'argent avant la fin du mois  
8 d'août, mi-septembre ». Donc, là, o.k., nous, o.k.,  
9 gardez le contrôle, puis on va récupérer nos  
10 billes, puis c'est correct. Mais ce n'est jamais  
11 arrivé. Là, on est retombé dans un « no man's  
12 land » où est-ce qu'il recherchait encore du  
13 financement. Arcuri parlait beaucoup, O.K., on va  
14 trouver des terrains, tout ça. Mais, là, on se  
15 remettait dans un beat que j'avais déjà connu, que,  
16 en tout cas, je la trouvais moins drôle, de  
17 chercher de l'argent qui n'arrive jamais.

18 Q. **[84]** Mais quand vous dites, c'est la compagnie qui  
19 vous gère qui va continuer à vous gérer, de facto,  
20 elle va vous gérer jusqu'à quand cette compagnie-  
21 là?

22 R. Bien, jusqu'à tant qu'on décide d'arrêter. Parce  
23 qu'il faut comprendre...

24 Q. **[85]** Bien, c'est quand ça?

25 R. Non, non, c'est parce que ça n'a jamais arrêté.

1 C'est ça. Il a fallu provoquer des choses, là.  
2 Parce que... Moi en tout cas. Parce que, là, je me  
3 rendais compte que ça allait, bon, qu'il n'achetait  
4 pas. Je l'ai talonné, je ne peux pas vous dire le  
5 nombre d'emails, le nombre de fois que j'ai dit :  
6 « Bon, qu'est-ce qui arrive? On signe-tu? On  
7 change-tu les titres? » Je n'étais pas à l'aise  
8 avec ça moi non plus. Puis je travaillais pour  
9 SICN. Donc, on finissait... Bon. On va en parler  
10 probablement plus tard. On finissait un autre  
11 certificat pour aller chercher les métaux. Moi,  
12 dans ma tête, je me disais, bon, on va aller  
13 chercher plus de choses possibles pour donner de la  
14 valeur à la compagnie, ça va faciliter d'aller  
15 chercher du financement, la compagnie va avoir une  
16 meilleure valeur, puis bon.

17 Q. [86] Et est-ce qu'on continue à vous payer votre  
18 cent mille (100 000 \$) par année?

19 R. Oui, oui. Même plus que cent mille (100 000 \$). Là,  
20 j'avais négocié en juillet cent cinquante mille  
21 (150 000 \$).

22 Q. [87] Cent cinquante mille (150 000 \$)?

23 R. Oui, oui, oui. Non, non, j'avais bien négocié,  
24 parce que, écoute, là, moi, je... Je disais : « Il  
25 faut que je sois payé parce que je m'en vais. » En

1           juillet, c'est ça que je leur ai dit. Là, je  
2           n'avais pas été payé de février à juillet. Puis ça  
3           faisait un an que je n'avais pas été payé. Ça fait  
4           que, là, il fallait que je travaille. La vie, il  
5           faut payer les comptes.

6       Q. **[88]** Je reviens à Jocelyn Dupuis. Quand vous dites,  
7           bon, à l'automne, il va y avoir une crise  
8           médiatique, puis vous dites à un collègue : « Bon,  
9           notre chien est probablement mort avec la FTQ. » Et  
10          vous parlez de Jocelyn par son prénom. Vous dites :  
11          « Au restaurant, il est volubile. » Et cetera. Est-  
12          ce que vous l'avez côtoyé sur une base régulière?

13       R. Non. Deux fois. Une fois avec monsieur Desjardins  
14          puis une deuxième fois avec lui tout seul puis  
15          Marlène quand on a été rencontrer le client de  
16          l'autoroute 30, un entrepreneur. C'est tout. Non,  
17          mais Jocelyn, je l'appelle Jocelyn, parce qu'il est  
18          comme ça. C'est quelqu'un de très...

19       Q. **[89]** Quand vous rencontrez l'entrepreneur de  
20          l'autoroute 30...

21       R. Oui.

22       Q. **[90]** ... Jocelyn Dupuis, est-ce qu'il est encore à  
23          la FTQ ou il est rendu chez Société internationale  
24          Carboneutre?

25       R. C'est ça que je vous dis, je ne me rappelle plus

1 les dates exactes. Ce que je me rappelle, il ne  
2 devait plus l'être, parce que quand on s'est  
3 rencontré au restaurant avant d'aller sur le  
4 chantier, il me parlait de cette poursuite-là.  
5 Donc, la poursuite est venue après son départ, je  
6 présume, de mémoire. Donc, il ne devait plus être  
7 au sein de... Non, sûrement plus.

8 Q. **[91]** Est-ce qu'on est capable de... Est-ce que je  
9 suis capable de vous guider en vous disant, est-ce  
10 que c'est après novembre, treize (13), quatorze  
11 (14) novembre deux mille huit (2008)?

12 R. Bien, c'est sûr que ça doit se passer dans cette  
13 période-là, à l'automne, après son départ, mais sur  
14 une courte période, parce que, après, je sais qu'en  
15 deux mille neuf (2009), je ne l'ai jamais revu.  
16 Donc, ça s'est passé sur une très, très courte  
17 période.

18 Q. **[92]** Saviez-vous si monsieur Thériault, lui,  
19 côtoyait monsieur Dupuis?

20 R. Je ne le sais pas.

21 Q. **[93]** Ça aussi vous n'êtes pas au courant de ça?

22 R. Je ne sais pas.

23 Q. **[94]** Puis comme vous dites, monsieur Dupuis vous a  
24 été présenté par l'entremise de monsieur  
25 Desjardins?

1 R. Oui.

2 Q. [95] Je reviens à monsieur Desjardins maintenant.

3 R. Hum, hum.

4 Q. [96] Sur quelque chose que vous avez dit hier.

5 Monsieur Desjardins... Monsieur Arcuri, vous ne  
6 saviez pas trop s'il avait un passé obscur ou non?

7 R. Nullement.

8 Q. [97] Nullement. Mais monsieur Desjardins, ça, quand  
9 on vous l'a présenté, vous dites, j'ai fait des  
10 recherches sur Internet - puis je vous paraphrase -  
11 je pense, ça fesse, ça frappe. Vous avez dit  
12 quelque chose comme ça hier.

13 R. Bien, qu'est-ce qu'on trouvait à l'époque, il faut  
14 se remettre en deux mille huit (2008), ce qu'on  
15 trouvait à l'époque, bon, c'est qu'il avait fait de  
16 la prison. Donc, il avait été accusé d'importation  
17 de drogue. Qu'il avait fait onze (11) ans de  
18 prison, je crois, sur quinze (15). Mais on n'avait  
19 rien du maintenant. On n'avait rien de présent. Ça  
20 fait que c'est comme toute une situation qui nous  
21 amène à dire, bon, c'est-tu quelqu'un qui veut  
22 refaire sa vie, est-ce qu'il est en mode, un ancien  
23 qui veut dire, bon, je passe à autre chose. Dans la  
24 situation où on était, on se convainc bien des  
25 choses.

1 Q. [98] Étiez-vous au courant que monsieur Desjardins  
2 avait d'autres compagnies de construction comme  
3 Samara, par exemple?

4 R. C'est ça, oui, oui. Oui, oui, j'étais au courant  
5 qu'il avait d'autres compagnies de construction,  
6 qu'il était assez présent. Il ne se cachait pas.  
7 Comme je vous dis, il était venu à America avec  
8 nous. Il était... T'sais, c'était quelqu'un de  
9 relaxé. Je ne me suis jamais senti en danger en  
10 compagnie de monsieur Desjardins. Au contraire,  
11 c'est quelqu'un d'assez affaire. Il avait des  
12 bonnes idées sur la plate-forme. Il était très  
13 proactif au début en mars, avril. Et après il a  
14 disparu. Après, c'était vraiment Domenic Arcuri qui  
15 était là « day-to-day ». Puis que je ne l'ai plus  
16 revu beaucoup après, là, monsieur Desjardins.  
17 Monsieur Arcuri nous disait tout le temps : « Il  
18 n'est pas dans la compagnie, il n'est pas là, il  
19 n'est pas là. »

20 Q. [99] Il vous le présentait comment quand il dit  
21 « il n'est pas là »?

22 R. Non, non, c'est carrément monsieur... Les deux nous  
23 disaient ça. Il nous disait : « Non, non, je ne  
24 suis pas actionnaire. » Puis, là, à un moment  
25 donné, bien, j'ai vu un organigramme. Puis,

1 effectivement, son nom n'était pas là. Mais après,  
2 j'ai compris que... On m'a expliqué que Fiducie...  
3 Je pense qu'il avait une fiducie Buzio, ou quelque  
4 chose comme ça, qui était en fin de compte à sa  
5 famille ou à ses proches. Ça fait que lui, son nom  
6 n'apparaissait plus. Mais, moi, je n'ai jamais vu  
7 le détail que vous m'avez montré sur les noms des  
8 premiers de SICN où est-ce que son nom  
9 apparaissait. Chaque fois, nous, Arcuri disait tout  
10 le temps que, non, non, c'est juste Arcuri, son  
11 frère puis une autre fiducie, là. Mais d'un côté,  
12 ça ne nous regardait pas non plus ce que SICN, avec  
13 qui il s'associait pour acheter. On est toujours  
14 dans un mode de « due diligence » où on vend dans  
15 trois mois, là. On n'est pas là pour des années,  
16 là.

17 Q. [100] Société internationale Carboneutre, si nous  
18 allons, nous reprenons la pièce 871, qui était à  
19 l'onglet 10 d'hier...

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Et, là, vous nous amenez à l'onglet?

22 Me DENIS GALLANT :

23 Je vous amène à l'onglet 10.

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Qui a déjà été déposée.

1 Me DENIS GALLANT :

2 Q. [101] On avait vu une partie de la déclaration.

3 Dans le fond, j'ai déposé 870 dans lequel, le  
4 premier (1er) février deux mille huit (2008), le  
5 nom de monsieur Desjardins apparaît clairement  
6 comme, si je ne m'abuse, comme administrateur  
7 secrétaire trésorier, et de monsieur Arcuri qui est  
8 président de la compagnie Société internationale  
9 Carboneutre. Ensuite, à 871, comme vous avez...  
10 quelques mois plus tard, il y a eu un changement au  
11 niveau des administrateurs. Et on y voit, vous  
12 pouvez défiler, Madame Blanchette, Domenico Arcuri  
13 et son frère Antonio Arcuri. Et vous avez trois  
14 compagnies à numéro qui sont, qui sont les  
15 actionnaires de, de cette compagnie-là. Si nous  
16 allons, continuez, vous pouvez défiler, allez-y, je  
17 vais vous dire quand arrêter Madame Blanchette.  
18 Alors, nous avons maintenant le Registre de, le  
19 Registre des entreprises pour Société  
20 internationale Carboneutre et les trois compagnies  
21 y sont présentes, alors les trois actionnaires, qui  
22 sont 91 - vous pouvez aller à la page 3 de 6, là,  
23 parfait, c'est ici je veux, parfait, arr... vous  
24 pouvez arrêter là - alors qui sont 9183-5371 Québec  
25 inc., 6882811 Canada inc., 6882820 Canada inc.. Le



1 trésorier qu'on y voit, on y voit Giuseppe Bertolo,  
2 trésorier, Giuseppe Bertolo, secrétaire, Franca  
3 Nuccio, président mais à partir du quatorze (14)  
4 novembre deux mille douze (2012). Pouvez-vous nous  
5 dire c'est qui cette dame-là?

6 R. Franca? Je crois que c'est l'épouse de, de Dominic.  
7 Je me souviens de l'avoir rencontrée chez Ital  
8 Gelati, elle était à l'entrée, si ma mémoire est  
9 bonne, là. Franca ça doit être l'épouse de Dominic.

10 Q. **[102]** Et, et, ensuite de ça, l'autre page, Domenica  
11 Gentile...

12 R. Je connais pas ce nom-là.

13 Q. **[103]** ... qui est vice-présidente, qui est toujours  
14 aux livres, là, actuellement quand on, quand on se  
15 parle, donc de la société, et vous avez par contre,  
16 ce qui est intéressant, Domenico Arcuri qui sera  
17 président du trente (30) janvier deux mille huit  
18 (2008) au quatorze (14) novembre deux mille douze  
19 (2012), et ensuite de ça, Antonio Arcuri qui sera,  
20 qui sera vice-président pour ses, les mêmes dates,  
21 les mêmes périodes de temps.

22 Alors, ce document-là maintenant, je vais  
23 en déposer un nouveau, pour avoir la suite, pour  
24 com... bien comprendre qui sont derrière ces  
25 compagnies à numéro-là, et on va être à l'onglet

1 11.

2 (10:04:11)

3 LA GREFFIÈRE :

4 873.

5 Me DENIS GALLANT :

6 873 merci.

7

8 97P-873 : REQ 6882820 Canada inc., REQ 9183-5371

9 Québec inc., REQ 6882811 Canada Inc.,

10 en liasse

11

12 Q. **[104]** Alors, pour la compagnie 698... 6882820

13 Canada inc. qui, qui est, une compagnie actionnaire

14 de Société internationale Carboneutre, si vous

15 allez à la page 3, vous avez The Jasmine Family

16 Trust qui est le premier actionnaire, les

17 administrateurs sont Domenico Arcuri et, et, et

18 seulement Domenico Arcuri, là, qui, qui occupe le

19 poste de président, secrétaire-trésorier.

20 Nous allons aller maintenant, vous pouvez

21 avancer, au Registre des entreprises pour le

22 9183-5371 Québec inc. qui est une autre, un autre

23 actionnaire de la compagnie Société internationale

24 Carboneutre et nous allons regarder qui sont les

25 actionnaires de cette compagnie-là. Et vous avez la

1 Fiducie familiale Buzio, Claude Chagnon qui est  
2 secrétaire, Gaétan Gosselin qui est président et  
3 Giuseppe Bertolo qui est vice-président. Vous avez  
4 tantôt commencé à parler de la Fiducie familiale  
5 Buzio. Qu'est-ce que vous en savez?

6 R. Rien.

7 Q. **[105]** O.K. Saviez-vous que de la famille, la, la  
8 Fiducie familiale Buzio était reliée à Raynald  
9 Desjardins?

10 R. Oui, je croyais que c'était ses enfants quand il  
11 nous l'a présentée.

12 Q. **[106]** C'était d'ailleurs ma question. Vous avez  
13 répondu « Rien » mais je croyais que vous étiez  
14 supposé de le savoir.

15 R. Non, je croyais que c'était les enfants de, de son  
16 fils je crois qui était, mais j'ai pas eu de  
17 confirmation jamais, là.

18 Q. **[107]** O.K.

19 R. Mais est-ce que...

20 Q. **[108]** Mais l'information que vous aviez c'est,  
21 derrière cette compagnie à numéro-là, c'était  
22 Raynald Desjardins.

23 R. Bien, les enfants de Raynald Desjardins.

24 Q. **[109]** Les enfants de Raynald Desjardins. Claude  
25 Chagnon, est-ce que ça vous dit quelque chose?

1 R. Juste de nom.

2 Q. **[110]** Vous avez parlé d'un Chagnon tantôt.

3 R. C'était son père je crois. C'est son père encore,  
4 là. C'est, c'est Éric, là, qui travaillait comme  
5 contremaître au chantier. Je ne l'ai jamais vu.

6 Q. **[111]** O.K. Et Gaétan Gosselin, est-ce que ça vous  
7 dit quelque chose?

8 R. Rien du tout, sauf qu'est-ce qu'on en a lu dans les  
9 journaux.

10 Q. **[112]** Et Giuseppe Bertolo?

11 R. Bien lui, j'ai été, il a été présenté au début en,  
12 par monsieur Desjardins, comme étant son, son, son  
13 bras droit, son homme de confiance, au début, au  
14 printemps deux mille huit (2008).

15 Q. **[113]** Parfait. Nous allons aller maintenant au  
16 troisième actionnaire de la compagnie Société  
17 internationale Carboneutre, qui est la compagnie  
18 6882811 Canada inc. Et l'actionnaire de cette  
19 compagnie-là sera The Bribo Family Trust et voilà,  
20 et président, secrétaire-trésorier, Monsieur  
21 Antonio Arcuri. Exact?

22 R. Bien, je vous, je vous, je vous fais, j'avais  
23 jamais vu ça avant mais je connais An... Antonio  
24 Arcuri, là, le frère...

25 Q. **[114]** Vous connaissiez Antonio Arcuri?

1 R. Le frère de Dominic.

2 Q. **[115]** Monsieur, Monsieur Arcuri, Domenico Arcuri, a  
3 des entreprises de construction, notamment  
4 Mirabeau, mais on comprend également qu'il est, a  
5 une compagnie ou un commerce qui a, qui a été jadis  
6 célèbre qui s'appelle Ital Gelati. Est-ce que ça  
7 vous dit quelque chose ça?

8 R. Ah! oui, tout à fait, oui.

9 Q. **[116]** O.K. Ital Gelati, est-ce que c'est exact de  
10 dire que, effectivement, c'était vraiment Antonio  
11 Arcuri qui était dans, derrière cette compagnie-là?

12 R. Bien, quand j'allais, on avait souvent des rendez-  
13 vous chez Ital Gelati. Dominic il avait son bureau  
14 là.

15 Q. **[117]** C'était, c'est situé où ça?

16 R. C'est dans l'est, sur la rue, oh! je me rappelle  
17 plus le nom de la rue, mais c'est dans l'est. Je  
18 pense, ce n'est pas Mirabeau? Ce n'est pas sur la  
19 rue Mirabeau? En tout cas, je suis pas sûr, non,  
20 non. Je, je sais que c'est dans l'est. Quand  
21 j'allais là, bien je voyais souvent Antoni qui  
22 sortait, habillé avec un sarrau blanc et tout,  
23 donc, il travaillait là. J'y allais des fois très  
24 tôt le matin, à cinq heures et demie (5h30), six  
25 heures (6h00), il était là. Il finissait tard.

1           Donc, ça m'apparaissait d'une compagnie familiale,  
2           là. Il y avait la femme de Dominic à l'entrée qui  
3           répondait souvent, Dominic était dans son bureau  
4           souvent, puis Antonio était à l'arrière. Il venait  
5           dire bonjour. Je voyais le père de Dominic des fois  
6           à l'entrée, assis. Vraiment une compagnie  
7           familiale, là, qui avaient l'air des gens qui  
8           travaillaient fort puis, ce n'était pas, il y avait  
9           du monde qui travaillait là, là. C'était, ça  
10          bougeait, là.

11        Q. **[118]** O.K. Domenico Arcuri, quand vous dites le  
12          rencontriez chez Ital Gelati, c'était pour parler  
13          de, de SICN?

14        R. Oui, oui, tout le temps de, de SICN, là, de, au  
15          niveau de la plate-forme, là. Il m'appelait, il  
16          disait ah! viens ici, il faut que je te parle de  
17          quelque chose, là. Bien, là, c'était toujours par  
18          rapport à son, au, les permis qu'on attendait,  
19          comment ça allait le traitement, les autres projets  
20          qu'on regardait pour les terrains ou d'autres  
21          technologies, pour évoluer la technologie.  
22          Généralement ça durait dix, quinze minutes, puis je  
23          partais.

24        Q. **[119]** Est-ce que son frère prenait part à ces  
25          discussions-là?

1 R. Jamais.

2 Q. **[120]** Jamais?

3 R. Non. Antoni...

4 Q. **[121]** Est-ce que vous pouvez qualifier son frère  
5 comme un nom, point à la ligne, là? Une autre  
6 personne qui s'occupe?

7 R. Antoni ne s'occupait pas de... du centre de  
8 traitement, il était... il a été, là, pendant une  
9 semaine quand Dominic est parti en voyage, c'était  
10 au printemps deux mille huit (2008), fin printemps,  
11 début été. Il venait le matin, puis il partait. Ça  
12 fait que c'était juste, il faisait un certain suivi  
13 pour son frère, mais c'est la seule fois qu'on l'a  
14 vu sur le chantier, après je ne l'ai jamais revu.

15 Q. **[122]** Monsieur Desjardins, vous avez appris son...  
16 son passé trouble. Est-ce que vous avez commencé à  
17 poser des questions par rapport à monsieur Arcuri?

18 R. Oui, mais il n'y avait pas de réponse. J'ai... j'ai  
19 rien trouvé sur Arcuri, j'avais cherché, mais dans  
20 mes connaissances à moi. Écoute, ce que Dominic me  
21 disait : « C'est que, écoutez, là, il est là dans  
22 la compagnie en arrière il va nous aider », mais il  
23 n'allait pas plus loin, il n'allait pas dans le  
24 détail, je n'avais pas vraiment d'information. Ce  
25 que je savais de Dominic c'est qu'il avait sa

1 compagnie de construction qui l'accaparait  
2 beaucoup. Il avait beaucoup de contrats avec la  
3 Ville, il avait des problèmes, je pense. Et il y  
4 avait notre plate-forme, il avait Ital Gelati qui  
5 était géré par Antoni, c'est tout ce que je savais  
6 de Dominic.

7 Q. **[123]** O.K. Je vous... je vous la pose très  
8 franchement, là. Vous avez, à l'hiver deux mille  
9 huit (2008), il y a un dénommé Raynald Desjardins  
10 qui arrive dans le décor, qui va administrer votre  
11 compagnie avec monsieur Dominico Arcuri?

12 R. Oui.

13 Q. **[124]** C'est exact?

14 R. Oui.

15 Q. **[125]** Parfait. Vous savez déjà, vous avez fait des  
16 recherches, je pense que si vous avez fait des  
17 recherches, vous avez pu voir qu'il était très lié  
18 à Vito Rizzuto?

19 R. Vous me parlez de...

20 Q. **[126]** De Raynald Desjardins?

21 R. De Raynald, oui, oui, oui, oui.

22 Q. **[127]** Parfait.

23 R. Bien sûr. À l'époque, avant son...

24 Q. **[128]** Parfait. Est-ce qu'à un moment donné, et  
25 c'est monsieur, ce que j'ai compris, c'est monsieur



1           Arcuri qui vous présente monsieur Desjardins. Avez-  
2           vous fait des équations dans votre tête?

3           R. Bien oui, c'est évident qu'on sait qu'il y a un  
4           lien, mais lequel. Est-ce que Raynald...

5           Q. **[129]** Vous ne vous êtes pas dit : « Coudon, la  
6           mafia a-tu infiltré ma compagnie »?

7           R. Bien ma compagnie, ce n'était plus ma compagnie  
8           déjà, c'était Yves Thériault qui était le  
9           gestionnaire actionnaire. On était en faillite  
10          technique, puis on avait un homme qui débarquait  
11          qui amenait de l'argent puis il voulait récupérer  
12          la compagnie en moins de trois mois.

13          Q. **[130]** Ça ne vous tentait pas, à ce moment-là, de  
14          partir prendre vos jambes puis partir en courant?

15          R. J'avais un prêteur privé avec un million et demi  
16          (1,5 M) de dettes sur la maison. Oui, j'aurais pu  
17          faire mon deuil, là, puis dire : « Débrouillez-vous  
18          avec vos troubles », puis que... que Arcuri parte  
19          qu'il dise : « Gardez la compagnie » et, là, on  
20          aurait fait faillite. Et personne aurait été payé,  
21          d'ailleurs, je ne sais pas si les gens ont été  
22          payés, mais on se serait retrouvé tout le monde en  
23          faillite.

24                       Ça aurait été une option, mais ce n'est pas  
25          l'option que j'ai choisi. J'ai choisi de rester,

1 d'essayer de rendre la compagnie viable encore  
2 plus, qu'il récupère la compagnie et qu'on s'en  
3 aille, qu'on récupère nos billes. Est-ce que c'est  
4 correct? Je ne le sais pas. Aujourd'hui avec le  
5 recul on peut se poser facilement plein de  
6 questions, mais, là, est-ce...

7 Q. **[131]** Est-ce qu'on peut dire qu' à ce moment-là il  
8 y avait toujours un million (1 M) qui vous  
9 attendait peut-être potentiellement?

10 R. Et oui, il y avait toujours, il y avait toujours le  
11 potentiel de récupérer le un million et demi  
12 (1,5 M) qui est devenu un million (1 M) après.  
13 C'est une grave décision. Est-ce que tu restes en  
14 ayant une idée? Là, tu t'imagines toutes sortes de  
15 choses. Tu dis : « Bon, est-ce que Raynald est plus  
16 là-dedans puis qu'il cherche à se faire une  
17 nouvelle vie ». Il connaissait des gens, il  
18 connaissait beaucoup de monde. D'un autre côté, on  
19 se dit bien ça ne nous regarde pas ce qu'ils ont  
20 fait avant puis qu'est-ce qu'ils font dans SICN, on  
21 vend puis on s'en va.

22 Q. **[132]** Est-ce qu'il y a déjà eu une discussion avec  
23 Yves Thériault en voulant dire : « Écoute, qui  
24 c'est que tu nous as emmené là »?

25 R. Ah, oui, oui, oui, oui. Oui, oui, puis il était,

1 j'avoue qu'Yves il savait pas trop, mais je pense  
2 qu'il avait pas le choix, à un moment donné, parce  
3 que je crois qu'Yves lui devait beaucoup d'argent  
4 dans la rue, il était... il était à la gorge, Yves.  
5 Ça fait que je connais pas tous les détails, je  
6 suis pas sûr à quel point Yves avait le choix.

7 Q. **[133]** La même chose quand il vous amenait un  
8 prêteur privé avec un vingt pour cent (20 %)  
9 d'intérêts?

10 R. Oui, oui.

11 Q. **[134]** Dans les années quatre-vingt (80), ça aurait  
12 bien passé, là, mais pas dans les années, pas dans  
13 les années deux mille (2000), le vingt pour cent  
14 (20 %) ?

15 R. Déjà ça... non, non, déjà, là, ça commençait mal,  
16 on était... on était déjà dans le trouble avant  
17 même de commencer. Non, non, non, c'est sûr que  
18 Yves il ne me l'a pas fait facile au début, là.  
19 Non. Mais on avait le choix, soit on arrêtais tout,  
20 soit qu'on jouait la « game » pour réussir à  
21 récupérer nos billes.

22 Q. **[135]** Monsieur Arcuri, vous avez dit, il était  
23 quand même assez volubile. Dans les réunions, est-  
24 ce que vous avez pu constater comme une sorte de  
25 hiérarchie entre monsieur Arcuri et monsieur

1 Desjardins ou l'inverse, monsieur Desjardins et  
2 monsieur Arcuri?

3 R. Je n'ai pas assisté à beaucoup de réunions les deux  
4 ensemble. Une que je me rappelle c'était au bureau  
5 de monsieur Desjardins, de sa compagnie de  
6 construction.

7 Q. **[136]** Qui est, c'est à Laval?

8 R. Oui. Et ce que je me rappelle c'est que quand  
9 Raynald parlait, Dominic se taisait. C'est tout.  
10 Donc, le lien, je n'ai pas connu grand personne en  
11 contact avec Dominic qui arrivait à le faire taire.

12 Q. **[137]** Donc, monsieur Desjardins, lui, ce que vous  
13 avez pu voir à une reprise en tout cas?

14 R. Une fois. Mais, bon, le lien qu'ils ont entre les  
15 deux, j'ignore, mais ce que j'en ai déduit c'est  
16 que c'est Raynald qui menait la barque, là.

17 Q. **[138]** O.K. Vous avez parlé, vous avez évoqué le  
18 titre de... de monsieur Desjardins, hier, il se  
19 disait être le vice-président au développement des  
20 affaires internationales?

21 R. Ah, ça son titre, je ne l'ai jamais su. Mais tout  
22 ce que je sais c'est qu'à partir d'un certain  
23 moment, lui il s'axait, il voulait s'axer seulement  
24 sur la promotion à l'international. On s'entend  
25 l'international aux États-Unis et au reste du

1 Canada, principalement peut-être au Mexique aussi  
2 pour vendre cette technologie-là, instaurer des  
3 nouvelles plate-formes, des nouveaux centres de  
4 traitement ailleurs. Donc, il s'est confiné à ce  
5 rôle-là. D'ailleurs, il l'a confirmé, je pense,  
6 publiquement, que c'est ça qu'il faisait.

7 Q. **[139]** Vous aviez un premier certificat  
8 d'autorisation qui vous permettait de traiter des  
9 sols contaminés aux hydrocarbures légers...

10 R. Et semi-légers.

11 Q. **[140]** Et semi-légers, donc mazout...

12 R. Diesel.

13 Q. **[141]** Diesel, et cetera, et cetera. Ce qui a été  
14 présenté au Fonds de solidarité, est-ce que c'était  
15 cette technologie-là pour traiter les sols  
16 contaminés à des hydrocarbures?

17 R. Oui. Puis on a présenté aussi le potentiel... Ça  
18 s'est passé en parallèle à une demande de  
19 modification pour aller chercher d'autres types de  
20 paramètres, d'autres types de contaminants, en  
21 l'occurrence les métaux et les HAP lourds. Donc,  
22 tout ça, c'était concomitant. Tout arrivait à peu  
23 près au même moment. Donc, la technologie a été  
24 présentée pour les légers et semi-légers, et aussi  
25 pour le tamisage, la ségrégation pour les métaux et

1 HAP. En aucun temps, on a dit qu'on avait déjà le  
2 permis. On a simplement expliqué qu'on était en  
3 processus. Ce qui était vrai.

4 Q. **[142]** Ce qui était en processus. Puis, ça, ça avait  
5 été expliqué aux dirigeants du Fonds?

6 R. Oui, oui, oui.

7 Q. **[143]** Ça avait été...

8 R. Oui, oui.

9 Q. **[144]** Et est-ce que vous savez si monsieur  
10 Desjardins, justement, vantait ces deux  
11 technologies-là à l'international, autant le  
12 traitement des hydrocarbures que les sols  
13 contaminés aux métaux lourds?

14 R. Bien, j'imagine qu'après deux mille huit (2008), il  
15 a dû le vanter, parce qu'on avait déjà déposé un  
16 premier protocole puis on était en route d'obtenir  
17 le certificat pour le second. Je ne sais pas à  
18 partir de quand il l'a dit s'il a commencé à s'en  
19 vanter. Mais on était en processus. À partir de  
20 deux mille neuf (2009), sûrement qu'il s'en est  
21 vanté.

22 Q. **[145]** Comment un monsieur, comme monsieur  
23 Desjardins ou même monsieur Arcuri peuvent, vous  
24 avez expliqué qu'on avait besoin de vous pour le  
25 Fonds de solidarité, je vais aller dans plusieurs

1 questions, au ministère du Développement durable  
2 tantôt où est-ce que vous êtes présent, est-ce que  
3 vous avez déjà accompagné monsieur Desjardins à, je  
4 ne sais pas moi, des endroits ou des... à  
5 l'international, par exemple, pour vendre la  
6 technologie?

7 R. Jamais. Ça, c'était le rôle de Marlène.

8 Q. **[146]** Quelle est la formation de madame Girard?

9 R. Je crois qu'elle est ingénieur chimiste. Mais je ne  
10 suis pas sûr.

11 Q. **[147]** O.K.

12 R. Métallurgiste.

13 Q. **[148]** Mais elle est en mesure d'expliquer la  
14 technologie de Carboneutre, selon vous?

15 R. Bien, quelqu'un qui lit un bon résumé et qui est le  
16 moindrement vendeur peut expliquer n'importe quoi à  
17 n'importe qui. Jusqu'à une certaine limite. Si vous  
18 parlez à un expert, bien, là, vous pouvez vous  
19 faire ramasser. Mais si vous parlez à quelqu'un  
20 pour vendre une technologie, oui.

21 Q. **[149]** Pendant votre présence au sein de  
22 l'entreprise, est-ce que vous savez si la  
23 technologie a été vendue à l'international?

24 R. Je sais qu'ils ont travaillé fort pour Détroit,  
25 Chicago. Puis à la fin, à la fin, je pense qu'ils

1 travaillaient pour le Mexique. Mais je n'ai pas  
2 plus de détails que ça au niveau des contacts qui  
3 étaient...

4 Q. [150] Savez-vous s'il y a eu des résultats?

5 R. Non, je ne sais pas.

6 Q. [151] Vous ne savez pas. Parfait. On va parler  
7 maintenant du deuxième certificat d'autorisation,  
8 cette fois-ci pour traiter des métaux lourds. Donc,  
9 vous avez expliqué hier dans un premier temps ce  
10 qu'on doit faire. Vous devez être autorisé par le  
11 ministère du Développement durable. Et vous avez eu  
12 un premier certificat d'autorisation vous  
13 permettant de traiter les hydrocarbures, avec  
14 toutes les difficultés qui s'en sont suivies. Il y  
15 a eu une injonction qui vous refusait d'accepter de  
16 nouveaux sols jusqu'à tant que tout soit conforme.  
17 Finalement, avec l'arrivée de monsieur Arcuri,  
18 c'est devenu conforme?

19 R. Bien, c'est devenu qu'on a eu l'argent permettant  
20 de nous rendre conforme, c'est-à-dire de terminer  
21 le dernier point, c'est-à-dire rendre l'usine  
22 opérationnelle « at large », à grande échelle.  
23 Parce qu'il nous manquait l'argent pour terminer  
24 les cellules puis la mise en route.

25 Q. [152] Et on parle vraiment de l'année deux mille



1 huit (2008)?

2 R. Bien, on procède en mai, je crois qu'on a récupéré  
3 en juin ou juillet le certificat nous permettant de  
4 recevoir des sols à nouveau, deux mille huit  
5 (2008).

6 Q. **[153]** Parfait. Juste avant que j'oublie, avant  
7 qu'on aille dans le deuxième certificat.  
8 Principalement les sols que vous receviez  
9 provenaient de quel endroit, de quels  
10 entrepreneurs?

11 R. Bien, beaucoup d'entreprises, beaucoup de certaines  
12 firmes de consultants, beaucoup de firmes  
13 d'entrepreneurs. Ça varie. Ça varie beaucoup.

14 Q. **[154]** Est-ce qu'il y en a qui venaient de la  
15 compagnie de monsieur Arcuri lui-même, donc de  
16 Mirabeau?

17 R. Oui, il y avait quelques jobs. Ça marchait par job,  
18 là. Mais honnêtement je ne faisais pas le suivi de  
19 ça. Ça, c'est le suivi qui était fait par la  
20 technicienne qui recevait les sols. J'étais plus à  
21 l'opération du traitement.

22 Q. **[155]** L'année dernière, je ne sais pas si vous avez  
23 suivi les travaux de la Commission, beaucoup de  
24 compagnies en tant que telles ont fait des cartels,  
25 que ce soit dans tout le domaine de l'excavation,

1 des égouts, du pavage et des trottoirs. Il y a des  
2 compagnies qui ont été nommées, notamment Garnier,  
3 notamment Pavage CSF, et cetera. Est-ce que ces  
4 compagnies-là étaient clientes chez Carboneutre?

5 R. Garnier, oui. Pavage CSF, je ne sais pas.

6 Q. **[156]** Mirabeau?

7 R. Mirabeau, oui, parce qu'ils avaient une job ou deux  
8 à la Ville qu'ils ont amené des sols, je crois.  
9 Mirabeau amenait des sols. C'est sa compagnie. Non,  
10 sinon pas de clients réguliers qui me sautent...

11 Q. **[157]** Qui vous sautent aux yeux?

12 R. Non.

13 Q. **[158]** Parfait. Est-ce que vous avez eu des  
14 difficultés, vous avez été témoin de difficultés à  
15 savoir que monsieur Arcuri acceptait des sols, et  
16 ce n'était pas vraiment conforme avec votre  
17 certificat d'autorisation?

18 R. Bien, moi ce que j'ai vu avec l'avis que vous  
19 m'avez montré, c'est que, lorsqu'on était à la fin  
20 de l'été deux mille huit (2008), on débutait le  
21 protocole d'essai pour la ségrégation des métaux.  
22 Pour ce faire, on avait un protocole qu'on a déposé  
23 au Ministère qui nous revenait avec des  
24 commentaires, qu'on retournait. Donc pendant cette  
25 période-là, il aurait fallu, une fois que le

1       protocole aurait été accepté par le Ministère,  
2       recevoir des sols qui, géné... usuellement qu'on a  
3       pas le droit de recevoir parce que le but justement  
4       c'est de montrer qu'on peut le faire, qu'on peut,  
5       qu'on peut les ségréguer. Donc, il y a une période  
6       je crois où est-ce que Dominic Arcuri voulant aller  
7       plus vite que, que le lièvre, a décidé d'accepter  
8       des sols que le Ministère n'avait pas encore  
9       accepté le protocole.

10      Q. **[159]** Par exemple, si je vous montre, et nous  
11       allons aller à l'onglet 13, un nouvel avis  
12       d'infraction envoyé par le Ministère, en date cette  
13       fois-ci du vingt-six (26) novembre deux mille huit  
14       (2008)...

15      R. Hum, hum.

16      Q. **[160]** ... qui, qui dit de ne pas avoir respecté  
17       votre certificat d'autorisation émis le quinze (15)  
18       mars et modifier, là, les quatre modifications dont  
19       on s'est parlé hier. Et ensuite, si nous allons au  
20       paragraphe 2, à la prochaine page, avoir accepté  
21       des sols contaminés par des métaux, à des  
22       concentrations supérieures au critère C. Alors je  
23       vais le coter tout de suite et j'aurai des  
24       questions à vous poser. Alors ...

25

1 LA GREFFIÈRE :

2 874.

3 Me DENIS GALLANT :

4 874.

5

6 97P-874 : Avis d'infraction d'Énergie

7 Carboneutre du 26 novembre 2008 -

8 Réception de sols contaminés au centre

9 de traitement de sols contaminés

10 Énergie Carboneutre situé au 8770,

11 Place Marien à Montréal-Est

12

13 Q. [161] Donc, ce qu'on comprend c'est que, vous a...

14 on ne, vous avez reçu, sur les terrains de, de, de

15 la Place Marien, des sols contaminés avec des

16 métaux...

17 R. O.K.

18 Q. [162] ... ce qui est pas permis par votre

19 certificat.

20 R. Bien, en, en novembre, on avait déjà eu

21 l'autorisation de recevoir des sols contaminés en

22 métaux pour faire nos essais de protocole.

23 Q. [163] Mais j'imagine que c'était des quantités qui

24 devaient être minimes, là.

25 R. Oui, puis c'est peut-être ça parce que moi, cet

1       avis-là, je l'ai jamais vu mais c'... probablement  
2       que ça s'est passé, une quantité, je le sais pas,  
3       là, je parle parce que j'... j'avais jamais vu ça,  
4       probablement que notre ami Dominic a accepté plus  
5       que ce que le protocole, parce que moi, je me  
6       rappelle qu'au mois d'août, je faisais déjà des  
7       essais, je tamisais déjà. Donc le traitement était  
8       déjà en, on avait déjà des cellules qui étaient en  
9       traitement pour le protocole. Donc on avait des  
10      sols déjà contaminés en métaux. Est-ce qu'il en a  
11      accepté plus que ce que le protocole avait toléré?  
12      Je ne sais pas.

13      Q. **[164]** Puis ce que je comprends c'est que, pendant  
14      que le Ministère vous envoyait un avis  
15      d'infraction, vous êtes en négociation avec le  
16      Ministère...

17      R. Exact.

18      Q. **[165]** ... pour obtenir...

19      R. Exact. Donc, c'est un peu imbécile, là, de la part  
20      de, en tout cas, de Dominic, là. Mais ça, je  
21      l'avais jamais vu cet avis d'infraction-là. Je l'ai  
22      jamais vu. C'est la première fois que...

23      Q. **[166]** O.K. Que vous le voyez?

24      R. Oui.

25      Q. **[167]** Ceci étant dit, peut-être juste nous

1       expliquer, là, soyez, là, essayez de nous  
2       expliquer, là, c'est quoi la différence. Donc, on  
3       peut, on peut comprendre que vous avez déjà un  
4       certificat d'autorisation où, où il y a eu, où est-  
5       ce qu'il y a eu plusieurs modifications dont  
6       quatre, qui vous permettent uniquement...

7       R. Oui.

8       Q. **[168]** ... de traiter des sols...

9       R. Les...

10      Q. **[169]** ... qui sont conta... contaminés avec des  
11      hydrocarbures. O.K. Maintenant on parle de métaux,  
12      j'imagine plomb, et cetera, et cetera...

13      R. Oui.

14      Q. **[170]** Donc, allez-y, là. Alors c'est quoi la grande  
15      différence, là, puis au niveau de la difficulté de  
16      traiter ces sols-là.

17      R. O.K. Bien premièrement, pour mettre en contexte, il  
18      faut savoir que les volumes de sols contaminés sont  
19      à, je dirais à soixante-dix pour cent (70 %) en  
20      métaux et en HAP lourds à Montréal. Donc les  
21      hydrocarbures légers et semi-légers il y en a mais  
22      moins. Pourquoi? Parce qu'ils sont plus présents  
23      dans les pétrolières et les pétrolières ont leurs  
24      propres centres de traitement. Donc c'est pas un  
25      client intéressant. Donc, c'est, c'était très

1           intéressant d'élargir le domaine de réception des  
2           sols, c'est-à-dire au niveau des paramètres, au  
3           niveau des concentrations mais aussi, d'aller  
4           chercher des sols, le volume de sols contaminés.  
5           Donc, au niveau des métaux, comme je vous ai  
6           expliqué hier, on avait, on fait de la  
7           volatilisation, ça c'est par extraction. On  
8           volatilise. Des métaux, ça se volatilise pas. Donc  
9           ça ne marchera pas. La façon que ça fonctionne,  
10          c'est de la ségrégation pour diminuer la masse. Je  
11          m'explique, les métaux n'ont pas, c'est pas de la  
12          roche. Les métaux c'est des fines particules de  
13          cuivre, de nickel, « whatever », qui se collent aux  
14          particules très fines dans les silts. On parle de  
15          microns, donc de point quelque millimètre, là.  
16          C'est très petit. Donc si on arrive à ségréguer,  
17          donc séparer la matrice de pierre ou de sable et de  
18          matériaux beaucoup plus fins où on retrouve ces  
19          métaux, on vient d'avoir une solution qui nous  
20          permet de réduire la masse qui va aller à  
21          l'enfouissement ou potentiellement à une  
22          réutilisation vers une raffinerie. Vous me suivez?  
23          Là vous me dites c'est, la ségrégation c'est quoi?  
24          C'est du tamisage. Bien, là, pourquoi tu tamises  
25          pas? Bien, si les sols sont humides, ça marche pas

1        parce que les particules fines se collent aux  
2        particules plus grossières. Donc, si vous ré-  
3        analysez les particules plus grossières, ça va  
4        encore sortir. Vous avez encore des résultats.  
5        Donc, ça ne marche pas. Mais le traitement qu'on  
6        avait, si vous vous en rappelez hier, on dé... on  
7        assèche les sols. Donc, le, on volatilise les  
8        hydrocarbures mais le fait est aussi qu'on enlève  
9        l'eau. Donc on se retrouve avec un sol complètement  
10       déshydraté. Donc, lorsqu'on passe ça dans des  
11       tamiseurs, c'est facile. Le seul problème c'est de  
12       contrôler la poussière parce que c'est, c'est très  
13       poussiéreux.

14                Donc, une fois qu'on a contrôlé la  
15       poussière, on arrive à séparer des familles  
16       d'agréats assez fin. On peut aller même dans les  
17       microns avec des bons dépoussiéreurs. Ce qui nous  
18       permettait d'espérer de réduire la masse  
19       considérablement. Donc, au lieu d'envoyer cent  
20       (100) tonnes à l'enfouissement, d'en envoyer dix  
21       (10) tonnes ou, ultimement, si on était très, très,  
22       très bons, ce qui était le but, c'est de concentrer  
23       les métaux dans deux tonnes, trois tonnes, et de  
24       l'envoyer chez ArcelorMittal ou d'autres compagnies  
25       qui font la récupération des métaux, des aciéries,



1 des choses comme ça, qui feraient fondre et que la  
2 concentration serait suffisante pour devenir une  
3 matière première. Donc on ferme la boucle. Parce  
4 que la pierre, elle serait réutilisable, le sable  
5 serait réutilisable, il ne serait plus contaminé  
6 parce que les particules contaminées en métaux, ça,  
7 ça fonctionne dans le cas où est-ce qu'on a un  
8 matériel qui n'est pas des déchets, donc si vous  
9 n'avez pas des scories ou des choses comme ça.

10           Donc, les scories, c'est quoi, ce que je  
11 vous ai expliqué hier c'est ce qui tombe des... des  
12 bouilloires anciennement, bien, ça, ça devient un  
13 déchet, automatiquement, donc c'est pas un sol  
14 contaminé. Donc, en séparant ça, on peut éliminer  
15 comme déchet plus comme sol contaminé. Donc, on  
16 règle aussi ce problème-là.

17           Donc, le but, c'était ça, donc de faire des  
18 essais pour démontrer au ministère, bon, avec tel  
19 type de sol, on arrive à tel résultat; avec tel  
20 type de sol, avec tel type de concentration en  
21 métaux ou en HAP lourds - des HAP lourds, c'est des  
22 hydrocarbures aromatiques polycycliques. C'est  
23 quoi? C'est comme une mauvaise combustion. Lorsque  
24 vous faites votre... votre BBQ, vous en créez sur  
25 les saucisses ou les... les boulettes parce que

1 c'est l'huile qui brûle mal, donc on mange des HAP,  
2 c'est... si vous mangez beaucoup de BBQ, vous  
3 mangez beaucoup de HAP. Mais, c'est ça, c'est une  
4 mauvaise combustion. On retrouve ça dans certains  
5 contaminants et c'est souvent relié aux métaux,  
6 donc la contamination qu'on trouve à Montréal, les  
7 remblais hétérogènes que je vous parlais d'hier,  
8 c'est ça. Et c'est très payant parce que c'est là  
9 que le marché est en ce moment.

10 Donc, tout le... pour revenir à l'histoire,  
11 tout ça, c'était, en fin de compte, de démontrer au  
12 ministère qu'on peut, avec notre traitement,  
13 faciliter un tamisage subséquent au traitement et  
14 réduire la masse qui irait à l'enfouissement. Donc,  
15 le protocole prévoyait des types de sol, types de  
16 contaminants mixtes, métaux, HAP, puis on avait des  
17 résultats et ça a été fait.

18 Ce qu'on a observé qui était très  
19 intéressant et qu'on ne s'attendait pas, c'est  
20 qu'au lieu d'avoir une concentration dans les  
21 particules fines, on s'est rendu compte que, non,  
22 il n'y avait pas une concentration, les résultats  
23 étaient similaires et même moindres. Pourquoi? Et  
24 là en faisant des analyses, on s'est rendu compte  
25 que le laboratoire, lorsqu'il analyse - c'est très

1 technique - il prend une petite partie de  
2 l'échantillon. Dans le cas des métaux, il prend  
3 point cinq (0,5) gramme à un (1) gramme pour un pot  
4 de quatre cents (400) grammes. Donc, on a fait des  
5 essais. On s'est rendu compte qu'en prenant dix  
6 (10) échantillons dans un pot, on avait des  
7 variations énormes. Donc, on a dit « fais comme tu  
8 fais dans les mines. Lorsqu'on part une mine de  
9 cuivre, est-ce qu'on se sert de point cinq (0,5)  
10 gramme? ». Il dit : « Non, il broie une tonne ». -  
11 « Bon. Bien là, prends le pot au complet ».

12           Donc, ils ont fait l'extraction sur le pot  
13 au complet et là on s'est rendu compte que les  
14 concentrations étaient stables. Donc, on s'est  
15 rendu compte qu'en faisant nos essais, les  
16 concentrations baissaient parce que, en fin de  
17 compte, initialement elles n'avaient jamais été là.  
18 En fin de compte, l'analyse démontrait des  
19 concentrations élevées, mais ce n'était pas le cas.

20           Donc, on se retrouvait avec des résultats  
21 que, le fait d'avoir procédé à une homogénéisation  
22 de la matrice après tamisage et tout, on a  
23 homogénéisé beaucoup, on s'est retrouvé avec un  
24 résultat homogène, ce qui n'était pas le cas dans  
25 le pot qui a été envoyé initialement.

1                   Donc, à la fin, on se retrouve avec des  
2                   concentrations stables, homogènes, mais beaucoup  
3                   plus bas que les critères initiaux. Donc, on avait  
4                   du C+ qui devenait du BC, on avait du D+ qui  
5                   devenait du C+ et même du BC. Donc, ces résultats  
6                   ont été présentés au ministère puis là ils ont  
7                   comme « Ah! Ça se peut pas », puis c'était dur à  
8                   expliquer aussi pourquoi. Puis on avait aussi un  
9                   volume qu'on réduisait parce qu'on tamisait. La  
10                  pierre, le sable était devenu O.K. Donc,  
11                  dépendamment des types de sol, on avait jusqu'à  
12                  quatre-vingt-dix pour cent (90 %) de réduction qui  
13                  restait juste dix pour cent (10 %). Dans certains  
14                  cas, il y en avait trente (30 %), mais en moyenne  
15                  on arrivait à peu près à quatre-vingt-dix pour cent  
16                  (90 %) de réduction de la masse.

17                 Devant ça, le ministère a dit : « Hi! C'est  
18                 toi, Benoit, qui a fait les analyses, pas les  
19                 analyses, mais les tests, tout ça. Tu sais que la  
20                 compétition aimerait pas ça. On va se faire poser  
21                 plein de questions. On aimerait que tu... que vous  
22                 refassiez vos essais, mais engagez une firme ».  
23                 Donc là, c'est là que Genivar est entrée dans le  
24                 décor, engagé par Dominic Arcuri, pour refaire des  
25                 essais, refaire le protocole. On a refait

1 l'exercice avec le...

2 Q. [171] Donc, je comprends bien que le premier  
3 protocole n'a pas été concluant pour le ministère  
4 du Développement durable, donc ne vous a pas  
5 autorisé, n'a pas délivré...

6 R. Exact.

7 Q. [172] ... un certificat d'autorisation pour vous  
8 permettre de traiter les sols contaminés aux métaux  
9 lourds ou...

10 R. Et HAP.

11 Q. [173] ... et HAP.

12 R. Donc, ils se posaient encore plein de questions  
13 parce que, bon, les résultats étaient trop  
14 concluants, donc ils se posaient beaucoup de  
15 questions « comment ça se fait ». On a dit : « O.K.  
16 On va refaire un protocole ». Et là ils ont été  
17 beaucoup plus en détail, beaucoup plus d'analyses,  
18 beaucoup plus de... de types de sols, de types de  
19 concentration qui ont été faites avec Genivar.  
20 Donc, on avait trois fois plus de cellules de  
21 traitement à faire. On en avait vingt et un (21),  
22 je pense, vingt et un (21) essais particuliers avec  
23 des granulométries particulières, avec des... Ils  
24 ont été très loin dans le détail. Ça a pris un an  
25 et demi, c'est pas compliqué là, juste déjà pour

1           trouver le type de sol - parce que c'est pas parce  
2           qu'on veut des sols de telles granulométries avec  
3           telles contaminations que ça se trouve dans le  
4           marché. Il a fallu attendre que la contamination  
5           soit disponible. Donc, on la recevait, puis on  
6           faisait nos essais. On y allait par étape, vous  
7           comprenez. Ça fait que ça a pris pratiquement un an  
8           et demi avant de conclure le deuxième rapport de  
9           Genivar qui a été déposé au ministère de  
10          l'Environnement qui arrivait à peu près aux mêmes  
11          conclusions.

12        Q. **[174]** Et qui va aboutir sur l'émission d'un  
13          certificat d'autorisation en date du vingt-cinq  
14          (25) mai deux mille dix (2010).

15        R. Hum, hum.

16        Q. **[175]** Je vais le déposer, qui est à l'onglet 14.

17          LA GREFFIÈRE :

18          875.

19          (10:32:22)

20

21          97P-875 :       Certificat d'autorisation d'Énergie  
22                           Carboneutre du 25 mai 2010 -  
23                           Traitement de sols contaminés

24

25

1 Me DENIS GALLANT :

2 Q. [176] Alors, ce certificat-là... Alors, ce  
3 certificat-là, si je peux le lire là très... très  
4 rapidement, très sommairement, on dit :

- 5 - Augmentation de la capacité de
- 6 traitement du site [...];
- 7 - Traitement par volatilisation de
- 8 sols contaminés par des
- 9 hydrocarbures aromatiques [...]

10 alors, les HAP

11 ... lourds et des hydrocarbures  
12 pétroliers lourds;

- 13 - Assèchement dans les cellules de
- 14 traitement, puis séparation
- 15 granulométrique des sols
- 16 contaminés par des métaux;

17 Ensuite de ça, deuxième page :

18 Traitement par volatisation, puis  
19 ségrégation granulométrique de  
20 sols ayant une contamination  
21 mixte (métaux + hydrocarbures  
22 [...]).

23 Donc, les HAP lourds. Ceci étant dit, vous allez  
24 obtenir ce certificat-là. Vous quand le certificat  
25 a été mis, mai deux mille dix (2010), vous êtes

1           parti?

2           R. Bien déjà même pour la production j'étais plus ou  
3           moins là. Il faut regarder les lettres, c'était  
4           plutôt Marlène qui y participe. Moi j'avais déjà...  
5           j'avais déjà parti ma compagnie puis je donnais  
6           beaucoup moins d'heures déjà depuis deux mille neuf  
7           (2009), septembre deux mille neuf (2009), j'étais à  
8           ma compagnie puis je donnais déjà moins d'heures.  
9           Quand on était rendu en deux mille dix (2010)  
10          j'avais même pas dix heures/semaine avec eux. Donc,  
11          quand ils ont reçu le certificat je donnais  
12          pratiquement plus d'heures.

13          Q. **[177]** Donc, toute la saga qui s'est passée par la  
14          suite, suite à l'émission du certificat disant que  
15          ce n'était pas un traitement au sens du règlement  
16          sur l'enfouissement des sols contaminés, etc., la  
17          mise en doute par certaines régions du ministère à  
18          savoir si c'était un traitement, etc., ça je  
19          comprends que vous n'étiez plus...

20          R. Non.

21          Q. **[178]** ... partie à ces discussions-là?

22          R. Non, je n'étais plus là.

23          Q. **[179]** Parfait.

24               (10:34:35)

25



1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. [180] Par choix personnel ou autrement?

3 R. Vous voulez ma réponse précise.

4 Q. [181] Oui? Bien sûr.

5 R. Par choix personnel, oui, parce qu'à partir, je  
6 dirais, de septembre deux mille neuf (2009),  
7 mettons que l'enthousiasme était moins présent.  
8 Donc, j'ai décidé, proposé à Arcuri, j'ai dit :  
9 « Écoute, tu as moins besoin de moi, les  
10 certificats sont pratiquement réglés, qu'est-ce que  
11 tu dirais que je fasse moins d'heures, j'irai  
12 chercher ailleurs ». Moi dans ma tête, je me  
13 cherchais une sortie pour pouvoir commencer à faire  
14 autre chose, parce que j'y croyais plus vraiment.  
15 Donc, j'ai dit : « Pour commencer je vais partir ma  
16 compagnie, je te chargerai les heures que tu as  
17 besoin », au début je lui en chargeais plus, puis  
18 graduellement j'ai réduit, puis à l'été deux mille  
19 dix (2010) je ne travaillais plus. Donc, c'est par  
20 choix personnel, par décision personnelle de me  
21 détacher un peu de... de ce monde.

22 Me DENIS GALLANT :

23 Q. [182] Je vous amène un peu avant. De toute façon on  
24 ira plus en détail sur...

25 R. Vous me ramenez toujours alors.

1 Q. **[183]** Moi je vous ramène toujours, c'est ma job  
2 ici. Alors, je vous ramène un peu avant. Vous avez  
3 dit que vous avez travaillé sur les protocoles  
4 d'essai, en tout cas sur le premier. Le deuxième a  
5 été... a été donné à Genivar. Monsieur Arcuri, est-  
6 ce que monsieur Arcuri s'est arrangé pour... pour  
7 faire des pressions au ministère justement pour que  
8 le certificat d'autorisation, là, soit émis le plus  
9 rapidement possible?

10 R. Je ne le sais pas, sûrement qu'il a peut-être  
11 essayé.

12 Q. **[184]** O.K.

13 R. Mais ce n'est pas évident.

14 Q. **[185]** Est-ce que vous savez si monsieur Arcuri  
15 avait... avait des amis dans la députation ou au  
16 sein d'un ministère quelconque?

17 R. Un ministère quelconque, non, mais je sais qu'on a  
18 rencontré...

19 Q. **[186]** Vous avez rencontré... vous avez rencontré  
20 qui?

21 R. Monsieur Tomassi.

22 Q. **[187]** O.K. Peut-être juste nous expliquer dans quel  
23 contexte vous avez rencontré monsieur Tomassi?

24 R. Bien Domenic, c'était encore à la fin du printemps,  
25 c'est assez tôt, c'était peut-être à l'été deux

1 mille huit (2008), Domenic il dit : « Ah, c'est  
2 important, il faut garder des bons contacts avec la  
3 politique ». Personnellement, je ne croyais pas  
4 vraiment ça, mais donc, il dit : « On va faire une  
5 rencontre avec monsieur Tomassi, tu vas lui  
6 expliquer c'est quoi la technologie ».

7 Donc, on a été au bureau de comté de  
8 monsieur Tomassi dans l'est, j'avoue que je me  
9 souviens plus trop de l'adresse. C'était un matin,  
10 il y avait Yves, il y avait Marlène, il y avait...

11 Q. **[188]** On comprend que monsieur Tomassi à ce moment-  
12 là n'est pas ministre du Développement durable?

13 R. Non, non.

14 Q. **[189]** Il est ministre de la Famille?

15 R. Non, avant je pense, c'est avant qu'il soit  
16 ministre de la Famille.

17 Q. **[190]** En tout cas il est député de Lafontaine?

18 R. Oui, puis il avait un poste, je pense, auprès de  
19 la... je sais pas comment ça s'appelait, mais il  
20 avait un poste assez près, c'est ce qu'on m'avait  
21 expliqué c'est qu'il était assez près de la  
22 direction du Parti libéral.

23 Ça fait que donc, moi j'ai été présenté la  
24 technologie comme d'habitude, Yves je me rappelle  
25 qu'il a encore amené ses pots. Ça fait que ça a été

1           une présentation cordiale. Il nous a accueilli  
2           comme il accueillerait un chef d'entreprise qui  
3           vient présenter son projet, qui est pour l'est de  
4           la Ville.

5       Q. **[191]** Bien peut-être juste savoir, est-ce que les  
6           relations entre monsieur Arcuri et monsieur  
7           Tomassi, est-ce que c'est monsieur le député, c'est  
8           vous, comment... comment ça se passe?

9       R. Ils se tutoyaient. Donc, il avait, ils se  
10          connaissaient, là, c'était... mais c'était très  
11          cordial, c'était pas... c'était même amical. Il n'y  
12          avait pas de... il n'y avait pas une relation de...  
13          de « on vient chercher quelque chose », c'est plus  
14          « voici ce qu'on veut faire, qu'est-ce que tu en  
15          penses ». Puis « ah, c'est intéressant, c'est un  
16          beau projet. Bravo. Je suis d'accord avec ça, c'est  
17          bien ». Ça s'arrête, là. Après, je ne sais pas ce  
18          qui est arrivé. Je ne sais pas ce que ça a donné,  
19          moi, personnellement.

20      Q. **[192]** Non, o.k., mais vous avez eu cette rencontre-  
21          là?

22      R. Bien sûr.

23      Q. **[193]** Est-ce que vous avez pris part vous à des  
24          rencontres au ministère du Développement durable?

25      R. Bien oui, j'étais...

1 Q. **[194]** Vous en avez pris plus... vous avez pris part  
2 à plusieurs. Qui étaient généralement lors de ces  
3 rencontres-là?

4 R. Après que Genivar a rentré dans le dossier, il y  
5 avait souvent André Martin-Bouchard de Genivar, et  
6 toujours Domenic Arcuri, Yves Thériault était tout  
7 le temps là, Marlène était tout le temps là. C'est  
8 pas mal tout. Des fois, il y avait maître Meunier  
9 qui était l'avocat de Fasken qui nous avait aidé à  
10 récupérer notre certificat d'autorisation.

11 Q. **[195]** Les rencontres que vous avez faites, est-ce  
12 que ces rencontres-là, vous les avez faites à la  
13 direction régionale de Montréal, aux pyramides  
14 olympiques?

15 R. Toujours.

16 Q. **[196]** Est-ce que vous en avez fait à Québec?

17 R. Jamais.

18 Q. **[197]** Est-ce que vous avez rencontré des sous-  
19 ministres?

20 R. Jamais.

21 Q. **[198]** Jamais. Chefs de cabinet?

22 R. Jamais.

23 Q. **[199]** Jamais. Et la seule personne que vous avez  
24 rencontrée, comme vous dites, c'est la part de  
25 monsieur Tomassi. Et monsieur Arcuri vous dit quoi

1 de cette rencontre-là, qu'est-ce qu'il vous dit par  
2 rapport à monsieur Tomassi?

3 R. Bien, ce que je vous ai dit tantôt. C'est que  
4 Domenic, il dit : « C'est toujours important de  
5 garder en contact le domaine politique. » Ça se  
6 limite à ça. Après, il ne m'en a jamais reparlé.  
7 Une fois, il m'a reparlé, il dit : « Regarde, il y  
8 a un souper, il faut y aller, parce que c'est  
9 monsieur Tomassi, il faut aller l'encourager. »

10 Q. **[200]** Mais juste avant, là, de passer à un souper  
11 pour encourager monsieur Tomassi. Est-ce que  
12 monsieur Arcuri vous a parlé que monsieur Tomassi  
13 pourrait vous aider à obtenir le deuxième  
14 certificat?

15 R. Non.

16 Q. **[201]** Jamais?

17 R. Jamais. Non. Puis je ne vois pas comment. Parce que  
18 c'est tellement structuré au ministère au niveau  
19 des fonctionnaires, c'est très... Les étapes qu'on  
20 avait à faire étaient très détaillées. Puis dans  
21 certaines façons, le Ministère ne peut pas vraiment  
22 dire non. Je m'explique. Oui, il peut dire non si  
23 on fait n'importe quoi. Mais si on arrive avec un  
24 procédé, une procédure, puis qu'il connaissait  
25 d'ailleurs, le Ministère n'était pas dépourvu.

1           Quand ils ont vu le procédé : « Oui, on a déjà vu  
2           ça, il y a déjà du monde qui ont tamisé. Mais votre  
3           idée est bonne, elle est à grande échelle. » Donc,  
4           ils étaient déjà pros en partant, parce qu'ils  
5           voyaient qu'il y avait un potentiel réel. Ce n'est  
6           pas, ce n'était pas farfelu.

7           Q. **[202]** Êtes-vous au courant peut-être d'une  
8           intervention de monsieur Tomassi auprès du cabinet  
9           qui demandait si vous pouviez recevoir sur le site  
10          de la terre contaminée aux métaux lourds en  
11          attendant d'obtenir le certificat?

12          R. Non, je ne suis pas au courant de ça.

13          Q. **[203]** On ne vous a jamais avisé de ça?

14          R. Non. Non, c'était toujours dans...

15          Q. **[204]** Et que la demande était faite personnellement  
16          par monsieur Tomassi, cette demande-là?

17          R. Non, jamais entendu parler.

18          Q. **[205]** Au Ministère.

19          R. Jamais. Je n'ai jamais entendu d'un lien possible  
20          de monsieur Tomassi par rapport au ministère de  
21          l'Environnement. Jamais. Jamais. Donc, Domenic,  
22          s'il l'a fait, il faudrait lui poser la question.

23          Q. **[206]** Pour vous, monsieur Tomassi, ça se situe à la  
24          rencontre. Et vous avez évoqué tantôt un dîner ou  
25          un souper, quelque chose comme ça?

1 R. Oui, c'était au club de golf dans l'est.

2 Q. **[207]** Quand?

3 R. Ah! C'est toujours en même temps. Deux mille huit  
4 (2008), je dirais avril, début avril. Il n'y avait  
5 plus de neige en tout cas. C'est dur à situer. Il y  
6 avait du monde.

7 Q. **[208]** Est-ce qu'on peut situer ça en deux mille  
8 neuf (2009) plutôt?

9 R. Peut-être. Je ne le sais plus. Honnêtement, j'ai  
10 été... C'est au club de golf. C'était pour, je ne  
11 sais pas, ramasser de l'argent, je présume. Il y  
12 avait mille (1000) personnes là-dedans. Il y avait  
13 des tables partout. C'était plein.

14 Q. **[209]** Saviez-vous c'était organisé par qui?

15 R. Non.

16 Q. **[210]** Qui a payé pour vous?

17 R. Domenic Arcuri. Il a dit, il y avait une table. Je  
18 ne me rappelle même pas d'avoir donné mon nom.

19 Q. **[211]** O.K.

20 R. On est rentré puis on a tout de suite été à une  
21 table. Je suis resté peut-être une heure. Ça  
22 m'ennuie ces places-là. Puis après je suis parti.

23 Q. **[212]** Et qui était présent pour Carboneutre ou  
24 Société internationale Carboneutre à votre  
25 souvenir?



1 R. Moi, j'ai vu juste Domenic. Et quand j'ai quitté  
2 une heure après, je m'en allais, j'ai vu Joe  
3 Bertolo qui arrivait. Et, là, on a parlé un peu.  
4 Puis après je suis parti. Puis lui est resté avec  
5 Domenic. C'est tout. J'ai vu personne d'autre de  
6 Carboneutre. Peut-être qu'ils sont venus après.  
7 Mais je ne suis pas resté longtemps.

8 Q. **[213]** Donc, c'est la seule fois où vous avez  
9 participé à la demande de monsieur Arcuri à une  
10 activité de financement?

11 R. Oui.

12 Q. **[214]** Qui était pour monsieur Tomassi?

13 R. Je présume. Je présume. De mémoire, c'est la seule  
14 fois, oui. De mémoire. Je ne me rappelle pas. Je ne  
15 suis pas très chaud de ces endroits-là. Je ne suis  
16 peut-être pas la meilleure personne à amener...  
17 Peut-être que Marlène y a été plus souvent que moi.

18 Q. **[215]** O.K. Vous avez tantôt commencé à parler de  
19 vous retirer graduellement. Vous avez parlé à  
20 monsieur Arcuri. Est-ce que vous avez fondé une  
21 nouvelle entreprise?

22 R. Oui, j'ai fondé une nouvelle entreprise.

23 Q. **[216]** Qui s'appelle comment?

24 R. Épilobe.

25 Q. **[217]** Et qu'est-ce que cette entreprise-là fait?

1 R. Au début, c'était principalement de faire en  
2 environnement, c'est-à-dire de travailler en  
3 environnement pour d'autres firmes en même temps  
4 que SICN, puis réduire SICN puis trouver d'autres  
5 clients. Par la suite, j'ai comme sorti de  
6 l'environnement, l'enthousiasme n'y étant plus.  
7 J'ai commencé à travailler plus en gestion de co...  
8 construction avec des anciens clients que j'avais  
9 qui construisent des condos, des choses comme ça.  
10 Donc je fais de la gestion entre, le lien entre les  
11 différents intervenants, architectes, ingénieurs...

12 Q. **[218]** Vous avez fondé cette compagnie-là quand?

13 R. Septembre deux mille neuf (2009).

14 Q. **[219]** Septembre deux mille neuf (2009).

15 R. Ou octobre, le premier (1<sup>er</sup>) octobre exactement deux  
16 mille neuf (2009).

17 Q. **[220]** Donc vous travaillez toujours pour ECN et  
18 vous, graduellement vous diminuez votre nombre  
19 d'heures...

20 R. C'est ça.

21 Q. **[221]** ... et vous travaillez sur vos contrats  
22 privés.

23 R. Exact.

24 Q. **[222]** O.K. Vous dites avec la bénédiction de  
25 monsieur Arcuri?

1 R. Oui, au début, il savait. Non, puis, il était  
2 content parce que ça lui coûtait moins cher.

3 Q. **[223]** J'imagine que monsieur Arcuri a baissé son,  
4 son, votre salaire, a baissé votre salaire en  
5 conséquence?

6 R. Bien c'était un taux horaire. Donc, c'était tant de  
7 l'heure. Donc, le nombre d'heures fois un taux  
8 horaire. C'est tout. Donc, non, le salaire était  
9 pratiquement équivalent si j'avais travaillé  
10 quarante (40) heures...

11 Q. **[224]** O.K.

12 R. ... peut-être même plus parce que, comme il perdait  
13 les charges sociales, c'est moi qui les avait...

14 Q. **[225]** Ça fait que là on est à l'automne deux mille  
15 neuf (2009)...

16 R. Oui.

17 Q. **[226]** ... qu'est-ce qui arrive avec l'argent qui  
18 vous est promis? Qu'est-ce qui arrive avec la vente  
19 des actifs de, de Carboneutre? Qu'est-ce qui arrive  
20 avec Yves Thériault, là? Peut-être juste nous...

21 R. Bien, Yves Thériault est très présent. C'est lui  
22 qui est présent tout le temps sur le ter... le  
23 terrain maintenant à partir de cette période.  
24 Dominic, on le voit moins, pour dire presque plus.

25 Q. **[227]** Est-ce qu'il y a une raison pourquoi on le

1           voit plus?

2           R. Je ne sais pas. Il cherche toujours de, du  
3           financement. Mais moi j'y crois plus beaucoup, là.  
4           Arrivé à cette période-là, je suis un peu désabusé.  
5           Bon, j'avais plus vraiment d'intérêt là. Je voulais  
6           juste régler qui, qu'on arrête, qu'on change les  
7           titres puis qu'on passe à autre chose. Ça fait que  
8           je me suis un peu retiré. Je les ai talonnés pour  
9           voir à chaque fois quand est-ce qu'on passe mais  
10          ces gens-là, on, on les fait pas, on les fait pas  
11          rentrer dans un bureau de notaire aussi facilement  
12          que ça pour changer les titres, là. Donc  
13          j'attendais tout le temps, toujours dans le  
14          contexte qu'on récupérerait finalement notre  
15          argent. C'est jamais venu.

16          Q. **[228]** O.K. Il y a, il y a un million (1 M\$) sur la  
17          table, là.

18          R. Oui.

19          Q. **[229]** Ça, c'est là.

20          R. Hum, hum.

21          Q. **[230]** Et, et, je, je vous avoue là, l'explication,  
22          là, c'est-à-dire, j'ai, j'ai un petit problème.  
23          C'est-à-dire que, vous dites j'y crois plus, je,  
24          je, je me retire tranquillement, et cetera. Est-ce  
25          qu'il y a, est-ce qu'il y a, est-ce qu'il y a eu

1 des procédures légales d'entreprises, et cetera où  
2 vous dites, écoutez, là, vous vous êtes engagés,  
3 là, vous avez administré notre compagnie, là, ça  
4 fait depuis, ça fait plus de, d'une année, et, et  
5 on a toujours rien, là. Tellement rien que vous  
6 fondez votre propre compagnie pour réorienter votre  
7 carrière.

8 R. Hum, hum.

9 Q. **[231]** Vous avez dit tantôt, on force pas ces gens-  
10 là, on ne force pas ces gens-là à aller s'asseoir  
11 dans un bureau de notaire. Qu'est-ce que vous  
12 voulez dire par là?

13 R. Bien, pensez-vous que j'allais poursuivre Raynald  
14 Desjardins puis Dominic Arcuri pour...

15 Q. **[232]** C'était ma question.

16 R. ... pour qu'ils aillent signer? L'aur... l'auriez-  
17 vous fait?

18 Q. **[233]** C'est moi qui pose des questions.

19 R. D'accord.

20 Q. **[234]** Alors, effectivement. Donc on comprend, là,  
21 que vous dites mon chien est mort puis je suis  
22 aussi bien de ...

23 R. Bien, mon chien est mort mais il est aussi bien de,  
24 de le laisser vivre jusqu'à tant que, peut-être  
25 que, ça se produise. Mais de toute façon, ils

1           avaient plus besoin de moi, là, ça fait que...

2       Q. **[235]** Mais il y a toujours, il y a toujours un  
3           prêt, il y a toujours l'hypothèque sur votre  
4           maison...

5       R. Exact, oui.

6       Q. **[236]** ... Il y a toujours que vous avez vécu à peu  
7           près six mois sur vos REÉR...

8       R. Exact, un an.

9       Q. **[237]** ... un an sur vos REÉR, sans revenus. Je vous  
10          ai posé la question là, vous avez estimé une perte  
11          à ce jour d'à peu près, incluant des frais  
12          d'avocats, de quatre cent mille (400 000 \$).

13      R. Hum. hum.

14      Q. **[238]** Vous faites quoi à ce moment-là, là?

15      R. Bien, j'ai pété une coche.

16      Q. **[239]** À qui?

17      R. Bien, une coche de façon, en fin de compte j'ai  
18          provoqué.

19      Q. **[240]** Une coche prudente?

20      R. Non, elle n'était pas si prudente que ça. Je n'ai  
21          jamais été très prudent. La, la, ça a été, je me  
22          rappelle, je ne veux pas dire de conneries, là,  
23          c'est deux mille onze (2011), au printemps deux  
24          mille onze (2011), ils avaient besoin de ma  
25          signature pour faire un projet au Mexique pour le

1 brevet. Donc, il fallait signer un document comme  
2 quoi que, on autorisait... Parce que le brevet  
3 était à mon nom et il avait été transféré à ECN  
4 mais je sais pas pourquoi, dans un contexte légal,  
5 c'est l'avocat de Fasken qui voulait ça. Je lui ai  
6 dit : « Écoute, moi j'ai pas de nouvelles, je lui  
7 dis, je vais te le signer, mais avant je veux  
8 savoir ce qui se passe. Je veux avoir une date  
9 précise quand ça va être transféré puis je veux mon  
10 argent, ce que vous m'avez dit. » J'ai pas fait de  
11 dépôt légal, là. Pas eu de nouvelles. Rien pendant  
12 l'été, le reste du printemps. Puis à l'automne je  
13 reçois une poursuite comme quoi qu'ils m'accusaient  
14 d'avoir vendu la technologie à XYZ. Donc, vous avez  
15 votre réponse.

16 Q. **[241]** On vous poursuivait, on vous poursuivait, on  
17 vous poursuivait pour combien puis qui vous  
18 poursuivait? Qui était derrière...

19 R. Bien, il y avait tout le monde. Il y avait SICN,  
20 Yves Thériault, tout le monde était là. Ils me  
21 poursuivaient, je ne me souviens plus du montant,  
22 là, c'était au-dessus de cinq cent mille  
23 (500 000 \$), là. Ça fait qu'à partir de ce moment-  
24 là, j'ai dit bon. Bon ça au moins, on va régler, on  
25 va, on va crever l'abcès. Ça fait que là, moi, là

1 c'est sûr que je ne la voulais plus la compagnie.  
2 Je ne voulais même plus l'argent. Donc j'ai dit,  
3 je, j'ai trouvé un très bon avocat. Ça existe. Donc  
4 quelqu'un de très, très compétent qui m'a bien  
5 conseillé. Il m'a dit qu'est-ce que tu veux? Tu  
6 veux-tu partir en guerre contre ce monde-là puis te  
7 retrouver... gagner peut-être puis te retrouver  
8 avec quoi? Une compagnie en faillite ou... » -  
9 « Non, j'ai dit, non. J'ai dit, écoute, amène-les  
10 autour de la table, arrange-toi pour, au mieux,  
11 qu'ils payent... qu'ils récupèrent les dettes puis  
12 mon emprunt sur la maison puis que... qu'ils  
13 gardent la compagnie. Au pire, on négociera avec le  
14 prêteur privé. Mais, j'ai dit, on n'embarque pas  
15 dans les réponses au... à toutes les niaiseries  
16 qu'ils ont écrites parce que ça donne rien ».

17 Ça fait qu'on négocie, on négocie. Ça a  
18 pris un an, quatre-vingt piastres (80 000 \$)  
19 d'avocat. Et on a fini par régler le neuf (9) août  
20 deux mille douze (2012) à l'effet « bon, gardez la  
21 compagnie, je vous la laisse, je demande rien.  
22 Payez-moi pas les salaires non payés, payez-moi pas  
23 les dépenses non payées. Non, regardez, c'est  
24 beau ». Mais, le prêteur privé, ça n'a pas marché.  
25 Donc, il a fallu que je négocie en parallèle avec



1 le prêteur privé.

2 Q. **[242]** Donc, avec monsieur Saint-Onge.

3 R. Saint-Onge. Ce qui fait que j'ai parlé cent  
4 quarante mille piastres (140 000 \$) à Saint-Onge  
5 pour plus l'avoir dans les pattes, donc j'ai  
6 réhypothéqué la maison, je lui ai donné cent  
7 quarante mille (140 000 \$), puis j'ai dit :  
8 « Salut ».

9 Q. **[243]** Et monsieur Saint-Onge, ça a été... ça a été  
10 réglé. Est-ce que ça a été réglé en même temps?  
11 Est-ce que monsieur Saint-Onge vous avait poursuivi  
12 lui?

13 R. Tout en même temps. Non, parce que c'était contigu.  
14 Saint-Onge...

15 Q. **[244]** Je ne comprends pas.

16 R. Bien, quand que la poursuite est déposée...

17 Q. **[245]** Oui.

18 R. ... je ne suis pas sûr que Saint-Onge était au  
19 courant. Ça fait que là, lui, il a eu peur un peu  
20 puis il s'apprêtait à déposer, t'sais, pour  
21 récupérer ses billes. Ça fait que là je sais qu'on  
22 s'est mis tout de suite à négocier avec lui. Puis,  
23 bon, bien, ça a fini qu'on a réglé Saint-Onge à  
24 part puis que, les autres, ils ont gardé la  
25 compagnie.

1 Q. **[246]** Saviez-vous comment qu'il était dû à Saint-  
2 Onge? Parce que les questions que je vous ai posées  
3 hier, Saint-Onge... Saint-Onge prêt... allonge, au  
4 début de tout, un million (1 M\$). Il y a... il  
5 prend une hypothèque sur... sur l'immeuble de la  
6 Place Marien à un point cinq (1,5 M\$).

7 R. Hum, hum.

8 Q. **[247]** Vous dites qu'il y a, déjà à ce moment-là, un  
9 certain montant qui a été payé à monsieur Saint-  
10 Onge.

11 R. Oui. Au début deux mille six (2006) quand les sols  
12 ont rentré, juste avant qu'on ait l'injonction de  
13 nos amis, on avait un million (1 M) de sols qui  
14 étaient rentrés, puis il y a plusieurs de mille  
15 qu'on avait payés à Saint-Onge. Donc, je ne sais  
16 pas comment ça a fini, puis je sais même pas si  
17 c'est fini entre Saint-Onge et eux. Je pense que  
18 Saint-Onge attend parce qu'il m'a déjà appelé, je  
19 pense, il y a quelques mois. Il me dit : « Qu'est-  
20 ce que je fais? ». J'ai dit : « Tu m'appelles pour  
21 me demander ce que tu fais! T'sais, tu viens de me  
22 prendre cent quarante mille (140 000 \$) là, tu te  
23 débrouilles avec tes problèmes ». C'est à peu près  
24 ça que je lui ai dit. J'ai dit : « Fais-le mort ou  
25 poursuis-les, exactement ce que vous m'avez dit ».

1 Il dit... il m'a répondu exactement ce que je vous  
2 ai répondu : « Tu penses-tu que je vais les  
3 poursuivre? » Il dit : « Je les attends-tu? ».  
4 Bien, j'ai dit : « Fais ce que tu veux, t'es un  
5 grand garçon là, je suis plus dans ta vie, moi  
6 là ». Ça fait que je ne sais pas ce qu'il a fait.

7 Q. **[248]** O.K. Et vous, ce que vous dites, c'est que  
8 vous avez... vous avez acheté la paix, vous avez  
9 hypothéqué et vous lui avez...

10 R. On a passé à autre chose là.

11 Q. **[249]** ... vous lui avez passé... vous lui avez  
12 donné cent quarante mille (140 000 \$).

13 R. Exact. On a négocié à cent quarante mille  
14 (140 000 \$), on n'a pas parti à cent quarante  
15 (140 000 \$), mais on a fini à cent quarante  
16 (140 000 \$).

17 Q. **[250]** Parfait. Donc, l'aventure Carboneutre pour  
18 vous a été somme toute désastreuse.

19 R. Oui. Bien, on apprend, on apprend de la vie. Je  
20 referai pas les mêmes erreurs. Bien, si j'ai fait  
21 des erreurs, je ne le sais pas. On ne sait jamais  
22 en fin de compte.

23 Q. **[251]** Et une question que je vous posais tantôt, au  
24 niveau là de toute votre nouvelle technologie qui  
25 est la ségrégation granulométrique...

1 R. Hum, hum.

2 Q. **[252]** ... qui est un tamisage pour récupérer...  
3 pour récupérer les métaux lourds, vous ne savez  
4 pas, techniquement, comment Énergie Carboneutre a  
5 fait par la suite avec cette technologie-là.

6 R. Opère la chose. Non, je l'ignore là, je ne sais pas  
7 comment ils opèrent la chose. Techniquement, tout  
8 était là, les protocoles étaient là, tout  
9 fonctionnait, mais après...

10 Q. **[253]** Est-ce qu'on peut s'entendre pour dire que ce  
11 procédé-là, malgré qu'il était très intéressant en  
12 termes environnementaux, c'est-à-dire c'est qu'on  
13 diminuait une masse là c'est-à-dire...

14 R. C'est exact.

15 Q. **[254]** ... puis on pouvait réutiliser certains  
16 sols...

17 R. Hum, hum.

18 Q. **[255]** ... ça existait déjà là? Ce n'est pas quelque  
19 chose qui a été inventé en tant que tel.

20 R. C'est bien évident. Le tamisage, c'est quelque  
21 chose qui existe. La seule... la nouveauté, c'est  
22 qu'on partait avec une matrice sèche. Donc, ce qui  
23 coûte de l'argent, c'est assécher la matrice.

24 Q. **[256]** O.K.

25 R. Et c'est sûr que si vous êtes entrepreneur, vous

1        voulez récupérer les matériaux, vous n'allez pas  
2        vous mettre à chauffer des sols pour les assécher.  
3        Le fait qu'on les asséchait pour éliminer les HAP,  
4        certains types de HAP plus légers puis les  
5        hydrocarbures parce que c'est toujours des  
6        contaminations mixtes. Le fait qu'on enlève les  
7        hydrocarbures légers qui peuvent être jumelés avec  
8        des métaux, bien, on enlève une partie de la  
9        problématique. Après, on tamise, puis on enlève  
10       l'autre problématique.

11                Travailler avec des sols secs tamisés,  
12        c'est simple, ça devient simple. Travailler avec  
13        des sols humides, ça ne marche pas. Donc, il faut  
14        jamais oublier le fait que les sols sont secs,  
15        déshydratés, ce qui fait en sorte que la  
16        technologie devient très viable. Mais, pour des  
17        sols humides, oubliez ça, ça ne marche pas. Ça a  
18        déjà été essayé.

19        Q. **[257]** Et vous... est-ce que vous étiez au courant  
20        qu'il y a eu effectivement, que les différentes  
21        directions régionales du ministère du Développement  
22        ne s'entendaient pas sur à savoir si cette... cette  
23        ségrégation granulométrique était un traitement au  
24        sens du règlement sur l'enfouissement des sols  
25        contaminés ou non? Est-ce que vous avez eu vent de

1           cette... de cette problématique-là?

2           R. Les directions ne sont jamais entendus entre eux,  
3           ça c'est... c'est une vérité de La Palice. Il y a  
4           toujours eu des dérogations qui étaient accordées  
5           même avant, même après, même pour d'autres types de  
6           traitement. Ce qui est un peu logique aussi.  
7           Imaginez vous êtes à Trois... mettons, à Baie  
8           Comeau, vous avez des sols contaminés au-dessus de  
9           D+ en métaux et la seule place au Québec où vous  
10          avez le droit de les envoyer si vous voulez  
11          respecter la loi en tout point, c'est Montréal chez  
12          Énergie Carboneutre.

13                 C'est débile, là. C'est-à-dire vous avez  
14          transporté des sols de Baie Comeau au prix que  
15          l'autre va vous dire parce qu'il est le seul au  
16          Québec. C'est sûr que ça ne peut pas marcher. Mais  
17          le problème c'est que le ministère s'est avancé là-  
18          dedans.

19                 C'est pas par hasard qu'ils ont fait une  
20          demande de protocole. Il faut comprendre que la loi  
21          est claire là-dessus, là, c'est pour ça après ils  
22          ont pris avec leur propre décision, parce qu'ils  
23          s'attendaient peut-être pas qu'on arrive à des  
24          résultats aussi probants.

25                 Mais bon, c'est-tu la faute de SICN, de

1 ECN? Non. Après, est-ce qu'il y a une chicane? Oui.  
2 Puis est-ce qu'il y a toujours eu des dérogations?  
3 Oui. Là, maintenant ils cherchent, je ne le sais  
4 pas, le ministère va vous l'expliquer, ils  
5 cherchent potentiellement à trouver une porte de  
6 sortie pour pas obliger des gens de Sept-Îles à  
7 venir porter des sols à Montréal.

8 Ce qui est logique d'un point de vue  
9 environnemental. On va-tu payer vingt heures de  
10 route avec le diesel et tout pour... pour sauver,  
11 puis l'enfouissement coûte rien. Il n'y a pas  
12 vraiment d'impact en environnement d'enfouir des  
13 sols contaminés en métaux. On s'entend. Ce n'est  
14 pas, ce n'est pas ça qui fait qu'on pollue la  
15 planète plus. Les métaux ça « leak » pas dans  
16 l'eau, c'est assez... c'est passif, ce n'est  
17 pas...

18 Donc, c'est une décision du ministère qui  
19 sont pris avec leur propre protocole qui dit que si  
20 tu arrives à réduire en bas quatre-vingt-dix pour  
21 cent (90 %) la matrice, automatiquement tu deviens  
22 un traitement obligatoire. Peut-être que vous vous  
23 en rappelez dans l'annexe au-delà de tel critère  
24 vous avez une obligation de traitement, mais il n'y  
25 en a pas. Donc, le monde demande des dérogations.

1 Q. **[258]** Pour enfouir?

2 R. Pour enfouir. Donc, là, on arrive avec un  
3 traitement qui marche à quatre-vingt-dix (90) et,  
4 là, toute la barre est quatre-vingt-dix (90). Si on  
5 arrivait à quatre-vingt-cinq (85), ils auraient  
6 dit : « Bien non, vous n'êtes pas à quatre-vingt-  
7 dix (90) ». C'est un peu aberrant. Si vous êtes à  
8 Montréal puis vous êtes capable de réduire la  
9 masse, envoyez-la, là.

10 Q. **[259]** Sauf que ma question que je vous posais  
11 tantôt, c'est-à-dire que... que c'était une  
12 technologie qui pouvait être... qui pouvait être  
13 accessible à d'autres compagnies notamment Horizon,  
14 peut-être d'autres compagnies.

15 R. Mais Horizon...

16 Q. **[260]** Vous avez rien... vous avez rien inventé, là?

17 R. Mais...

18 Q. **[261]** Et on aurait pu donner des certificats  
19 d'autorisation à différentes compagnies?

20 R. Bien il n'y a pas de brevet sur ça.

21 Q. **[262]** C'est ça, on s'entend ma question, il n'y a  
22 pas de brevet?

23 R. On assèche puis on tamise.

24 Q. **[263]** C'est ça?

25 R. Effectivement, n'importe qui peut faire ça dans sa



1 cour. Le problème c'est qu'il y a des coûts à  
2 l'assèchement. Il y a des cellules puis il faut  
3 avoir un certificat d'autorisation t'autorisant à  
4 assécher.

5 Q. **[264]** Mais dès qu'on considère, si le ministère  
6 considère que c'est un traitement, est-ce que c'est  
7 exact de dire que le ministère va refuser toute  
8 dérogation pour enfouir des sols contaminés à D+?

9 R. Bien en théorie, oui. Si vous avez un traitement  
10 qui permet de réduire en bas de quatre-vingt-dix  
11 pour cent (90 %) la matrice, oui. À moins, moi je  
12 suis pas un légiste, il faudrait interpréter la  
13 loi, vous êtes mieux placé que moi, mais à ma  
14 compréhension de la loi c'est ça, puis c'est ça  
15 probablement où le bât blesse, parce qu'ils se  
16 retrouvent avec une obligation qu'ils ne  
17 s'attendaient pas, là.

18 Q. **[265]** Qui est en charge du dossier, quel était le  
19 fonctionnaire responsable en charge de votre  
20 dossier, du dossier Carboneutre au ministère...

21 R. À Montréal.

22 Q. **[266]** ... à la direction régionale de Montréal,  
23 oui?

24 R. C'est André Antoine, puis monsieur Valiquette était  
25 là tout le temps pas mal aussi.

1 Q. **[267]** Parfait. C'est des personnes que vous avez  
2 rencontrées à plusieurs reprises?

3 R. Oui, oui. À chaque réunion. Les gens de Québec  
4 quelques fois, surtout à l'écriture du premier  
5 protocole, ils sont venus, mais je me rappelle  
6 plus, peut-être monsieur Gaboury.

7 Q. **[268]** Par exemple, le service des lieux contaminés  
8 qui est de Québec?

9 R. Oui, oui, c'est ça, c'est eux autres qui  
10 chapeautent tout ce qui est technique, là. Les gens  
11 de Montréal se réfèrent énormément aux gens de  
12 Québec là-dessus, là. Tout ce qui est nouveau  
13 protocole technique, c'est vraiment Québec. Je me  
14 rappelle de monsieur Gaboury, là, avec qui on avait  
15 parlé. Il y en a sûrement d'autres, mais ça fait  
16 longtemps de ça.

17 Q. **[269]** Parfait. Je vous pose une dernière question,  
18 après ça je demanderai la pause. Je vais vérifier  
19 peut-être mes notes, peut-être encore deux, trois  
20 questions après la pause, puis après ça on verra  
21 s'il y a des contre-interrogatoires. Question.  
22 L'intérêt, peut-être que vous êtes incapable d'y  
23 répondre, mais je vous la pose pareil. L'intérêt  
24 pour des personnes reliées au crime organisé pour  
25 une compagnie comme Carboneutre, est-ce que vous

1           vous êtes posé des questions, à un moment donné?

2       R. C'est le même intérêt que n'importe quel homme  
3       d'affaire qui possède des terrains contaminés, je  
4       présume. Si vous avez... ça existe en construction,  
5       où est-ce qu'on achète différents intervenants,  
6       pour réduire les coûts, mettons on fait des  
7       projets, puis on réduit les coûts en acquérant des  
8       points sensibles qui nous permettent de réduire nos  
9       coûts pour être plus compétitif par rapport à  
10      d'autres. Là, c'est la même chose.

11               Si vous êtes propriétaire de terrains, je  
12      donne l'exemple, vous avez un terrain contaminé  
13      dans l'est, si vous êtes tributaire d'autres firmes  
14      pour décontaminer votre terrain, ce n'est pas une  
15      bonne idée.

16               Par contre, si vous avez un centre de  
17      traitement, bien, les terrains contaminés  
18      deviennent beaucoup plus intéressants. Jumelé à ça  
19      au fait que la technologie permettait de ségréguer  
20      et potentiellement de remettre des sols sur ces  
21      terrains-là, des sols propres qui respectaient les  
22      critères. Don, on se retrouve avec des terrains  
23      pouvant recevoir des sols, puis des terrains où on  
24      peut apporter des sols. Bien, là, on vient de  
25      rentrer dans un domaine particulier.

1                   Aussi, si on a des liens forts avec la  
2                   construction qui nous permet d'avoir des liens  
3                   forts avec certains entrepreneurs, bien, on a une  
4                   masse, un volume de sols qui nous revient. Parce  
5                   que, je ne sais pas, les liens qu'ils créent dans  
6                   le monde, je ne connais pas tous les liens, mais  
7                   c'est sûr que ça devient intéressant. Donc, c'est  
8                   pratiquement, de ma compréhension, c'est  
9                   pratiquement ce que n'importe quel homme d'affaires  
10                  ferait, n'importe quelle business ferait.

11               LA PRÉSIDENTE :

12               Q. **[270]** Donc, on réduit les coûts de façon  
13               considérable?

14               R. Oui. On fait ce qu'on veut en fin de compte. Ça  
15               peut aller plus loin que ça. Parce que si vous  
16               avez... Là encore je m'avance. Mais si vous avez un  
17               terrain puis vous voulez mettre plus de dépenses,  
18               il n'y a rien qui vous empêche de dire, bon, ta  
19               tonne de sol, je la charge à cent (100), même si,  
20               dans le marché, elle est à quarante (40). Donc, la  
21               dépense revient dans celui qui achète le terrain.  
22               Et si vous avez un promoteur qui achète le terrain  
23               donc, lui, il ne le sait pas. C'est-à-dire que vous  
24               avez un deuxième intervenant qui veut développer.  
25               Mais ce n'est pas les méchants.

1                   Donc, eux, ils disent : « Bien non excuse,  
2                   ça coûte cent piastres (100 \$) la tonne. » Ça s'en  
3                   va dans ta poche droite. Mais lui, il dépense cent  
4                   piastres (100 \$) la tonne, il paie le promoteur.  
5                   Donc c'est une autre façon. Il y a plein de façons.  
6                   Quand vous possédez... Mais de façon légale. Il n'y  
7                   a rien d'illégal là-dedans. On a le droit de  
8                   charger le montant. Si les gens paient. Mais tu as  
9                   le droit d'avoir une plate-forme pour décontaminer  
10                  tes propres terrains. Il n'y a rien d'illégal là-  
11                  dedans.

12                Me DENIS GALLANT :

13                Q. **[271]** D'ailleurs, c'est pour ça que je vous posais  
14                  la question s'il y avait beaucoup de terre qui  
15                  arrivait de Mirabeau?

16                R. Bien, pas tant que ça. Il y en a eu un peu, mais  
17                  pas tant que ça. Mais je sais que Domenic avait des  
18                  terrains, Domenic, dans l'est, avait des terrains.  
19                  Puis il y avait un gros potentiel qui s'en venait.  
20                  Ça, je le sais.

21                LA PRÉSIDENTE :

22                Q. **[272]** Il n'y a rien d'illégal dans la mesure où la  
23                  personne qui décontamine ne représente pas à la  
24                  personne qui achète que ça coûte très cher  
25                  décontaminer?

1 R. Vous avez tout à fait raison. Puis les gens qui  
2 achètent, ce n'est pas des imbéciles. Les  
3 promoteurs connaissent la « game » aussi. Ils vont  
4 poser des questions. À moins que le promoteur  
5 soit... ou soit relié, mais ils savent qu'est-ce  
6 que ça coûte dans le marché. T'sais, quand j'ai  
7 commencé, moi, en quatre-vingt-quinze (95), on  
8 payait soixante-quinze piastres (75 \$) la tonne.  
9 Aujourd'hui, on est à quarante-cinq (45 \$). Donc,  
10 il n'y a pas de... La compétition est très forte.  
11 Il y a beaucoup de joueurs.

12 Q. **[273]** Et avec votre méthode, on tombait à combien?

13 R. Bien, la beauté de la méthode, c'est qu'on n'est  
14 pas poigné, on n'est pas pris à enfouir à la fin.  
15 Donc, si mettons dans le meilleur des mondes, on  
16 avait eu le financement, et tout ça, on aurait été  
17 capable d'aller chercher beaucoup, beaucoup de  
18 marchés, parce qu'on arrive à traiter, revaloriser  
19 une partie des sols, donc beaucoup moins de frais  
20 d'enfouissement qu'on ne contrôle pas. Lorsque vous  
21 êtes propriétaire d'un site d'enfouissement, bien,  
22 là, vous êtes propriétaire, donc vous gérez. Mais,  
23 là, ça devient un extrant qu'on ne contrôle pas.  
24 Les prix d'enfouissement, ça varie énormément.

25 Le BC, ça peut varier d'un mois à l'autre

1 de dix dollars (10 \$). Le AB, il n'y en a plus de  
2 sources, il n'y a plus personne qui a de la place  
3 pour mettre du AB, personne en veut. On ne sait  
4 plus où le mettre. Il reste à Montréal. Donc, les  
5 coûts d'enfouissement des sols dits propres,  
6 décontaminés montent.

7 Ça veut dire que la technologie qui permet  
8 de réduire jusqu'en bas du critère A puis de  
9 revaloriser les sols en les tamisant, en faisant  
10 une pierre concassée qui a une valeur de revente,  
11 des sables, ou simplement un sol propre, c'est  
12 immense. On parle de quinze (15 \$), vingt dollars  
13 (20 \$) la tonne de gain. Que tu n'as plus en  
14 dépenses, qui n'est pas tes propres dépenses, qui  
15 est des dépenses que tu donnes à un autre. Donc le  
16 gain est immense. En biotraitement, tous les sols  
17 biotraités finissent à l'enfouissement. Tous.

18 Me DENIS GALLANT :

19 Q. **[274]** Donc, ce que vous nous dites, c'est que  
20 tourner au vert, c'est payant?

21 R. Oui.

22 Q. **[275]** Donc, c'est payant pour ces gens-là.

23 R. Bien oui, c'est payant l'environnement si on sait  
24 comment...

25 Q. **[276]** Si je fais un parallèle avec, je ne le sais

1 pas si vous connaissez cette entreprise-là ou ces  
2 gens-là derrière cette entreprise-là, Écolosol?

3 R. Oui. Bien je connais, je connais le nom.

4 Q. [277] Écolosol, donc qui est une compagnie détenue  
5 par l'homme d'affaires Normand Trudel et monsieur  
6 Tony Accurso. Pourquoi partir une compagnie comme  
7 Écolosol? Est-ce que c'est toujours la même chose,  
8 c'est payant?

9 R. Bien, là, c'est un autre domaine, c'est  
10 l'enfouissement. Écolosol, c'est un site  
11 d'enfouissement. Mais, là, c'est quoi? Vous avez  
12 des camions qui arrivent, vous les mettez dans le  
13 trou, puis vous compactez. C'est là. Là s'arrête  
14 votre difficulté technique. Vous avez besoin d'un  
15 permis pour remplir un trou. C'est ça que ça veut  
16 dire l'enfouissement, là. Ça, c'est encore plus ça  
17 Écolosol parce qu'il y a pas de déchets, là. Les  
18 sites d'enfouissement, ils prennent les sols pour  
19 recouvrir les déchets. Donc, ça a une certaine  
20 utilité environnementale pour pas que le... Donc on  
21 recouvre les, des couches de sol sur chaque couche  
22 de déchets. Écolosol c'est un trou, on met des  
23 sols. Ça s'arrête là, là. Il n'y a pas de  
24 valorisation, pas de réduction de la masse, pas  
25 de... Ils proposaient un centre de traitement



1        parallèle pour bio-traiter, puis on va réduire un  
2        peu, mais dans les faits, la grosse majorité de  
3        leur business, c'est que c'est des sols BC. On ne  
4        les traite pas, là. On les envoie dans le trou puis  
5        on, c'est tout, là.

6        Q. **[278]** Donc, donc ils voulaient traiter? Ça  
7        (inaudible)

8        R. Ils voulaient traiter. Ils voulaient traiter du C+.  
9        D'ailleurs ça, tout le monde en a parlé dans les  
10        journaux. Ils voulaient avoir le permis pour  
11        recevoir du C+.

12       Q. **[279]** Savez-vous si monsieur Desjardins en a parlé  
13        personnellement à monsieur Trudel que c'était peut-  
14        être pas une bonne idée?

15       R. Non.

16       Q. **[280]** Ça vous n'êtes pas au courant de ça?

17       R. Non. Mais je sais que Dominic Arcuri n'était pas  
18        content. Mais Desjardins, non. Je sais que Dominic  
19        n'était pas content mais, pas juste lui. Tous les  
20        propriétaires de centres de traitements étaient pas  
21        contents. Tout le monde était en maudit contre ça  
22        parce que, à côté d'un trou à Montréal, le droit de  
23        traiter des sols C+ puis t'as un trou juste à côté.  
24        Le, le, la proximité est très dangereuse. Il y a  
25        Horizon qui a un permis de traiter par incinération

1        mais il est loin, il est à Grandes-Piles. Mais il y  
2        a un trou aussi. C'est quoi la proportion qu'ils  
3        traitent versus ce qui... Son brûleur ne marche pas  
4        souvent à Grandes-Piles...

5        (11:04:15)

6        LA PRÉSIDENTE :

7        Q. **[281]** Qu'est-ce que vous voulez dire quand vous  
8        dites que la proximité est très dangereuse?

9        R. Vous avez le droit d'enfouir. Si vous avez un  
10       permis qui vous permet d'enfouir des C+, pourquoi  
11       vous perdriez votre temps à aller traiter en bio-  
12       traitement? Pourquoi vous perdriez deux mois, trois  
13       mois sur une plate-forme à les brasser avec des  
14       membranes, à ajouter de l'air, des nutriments, de  
15       l'eau quand vous avez un trou juste à côté.

16       Me DENIS GALLANT :

17       Q. **[282]** Il y a pas... Peut-être la peur de vous faire  
18       fermer justement. Ils regardent votre certificat,  
19       là.

20       R. Non, c'... ce n'est pas illégal.

21       LA PRÉSIDENTE :

22       Q. **[283]** Alors la conclusion c'est quoi? Votre  
23       conclusion c'est quoi si vous dites que c'est  
24       dangereux. Pourquoi faire ça?

25       R. Bien c'est parce que c'est pas illégal, c'est

1       légal. Au Québec c'est, ce qui est ab... ce qui est  
2       aberrant, c'est que les sols les plus faciles à  
3       traiter, on peut les enfouir. Ce que je vous  
4       expliquais entre C et D, au Québec on a le droit de  
5       soit les traiter, soit les enfouir. Au-dessus de D,  
6       on est obligé de traiter. Mais parce que ce qui est  
7       plus aberrant, c'est qu'en bio-traitement, au-  
8       dessus de D, c'est ce qui est très difficile. C'est  
9       presque des concentrations léthales. Les bibittes  
10      meurent. C'est trop contaminé. Donc, mais là, t'as  
11      le droit. Par contre la plage la plus facile pour  
12      eux, pour le, mettons qu'on parle du bio-  
13      traitement, même pas ma technologie, là, bio-  
14      traitement, c'est la plage la plus facile entre C  
15      et D. Mais ils ont des compétiteurs qui peuvent  
16      l'enfouir. Donc le Québec on peut enfouir cette  
17      plage-là qui, logiquement, est la plus facile à  
18      traiter. C'est aberrant. Ça devrait être l'inverse.  
19      On devrait plus faciliter qu'est-ce qui est pas  
20      traitable, de l'enfouir, puis ce qui est traitable,  
21      traitez-le. Mais c'est l'inverse. Donc, si vous  
22      avez une proximité des deux, pourquoi j'irais  
23      dépenser de l'argent à traiter quand légalement je  
24      peux le mettre dans le trou à côté. Pourquoi? C'est  
25      pas logique. Pourquoi j'irais dépenser vingt

1 dollars (20,00 \$) la tonne, vingt-cinq dollars  
2 (25,00 \$) la tonne quand, quand le camion arrive,  
3 je peux le mettre dans le trou? C'est là la  
4 question. Pourquoi? C'est une question d'argent.  
5 C'est une question de business. Si, moi ma  
6 technologie coûte cher. Il faut assécher. Il n'y a  
7 pas de, c'est pas, c'est pas des cellules avec les  
8 bibittes, non. On met ça dans une cellule puis  
9 c'est de l'air chaud où je paie le gaz du brûleur.  
10 Je chauffe. Je récupère tout. Il y a rien qui va  
11 dans l'atmosphère, là. Je, je suis en circuit  
12 fermé. Je condense, je récupère l'huile. Donc tout  
13 est récupéré. Il y a rien qui va. Il y a pas de  
14 rejet d'eau, pas de rejet d'air. Tout est récupéré.  
15 Puis à la fin, on a un sol propre. Ils peuvent dire  
16 ce qu'ils veulent. Prend les analyses, vérifie. Il  
17 est en bas du critère A dans le cas des  
18 hydrocarbures. Et en plus, le sol, il a un  
19 potentiel de réutilisation.

20 Me DENIS GALLANT :

21 Q. **[284]** Mais avec la proportion, j'imagine, par  
22 exemple, vous prenez, vous, vous traitez un sol qui  
23 est contaminé aux métaux lourds D+, donc qui, qui,  
24 qui, qui, qui est traité chez vous, là, et, et pour  
25 lequel on ne donnera pas de dérogation pour

1 l'enfouir, une fois que c'est ségrégué, il reste  
2 quand même, dans quelle proportion vous récupérez  
3 la bonne terre par rapport à, parce que les métaux  
4 que vous allez toujours les avoir, vous les envoyez  
5 où ces métaux-là? Ils doivent être enfouis?

6 R. Vous avez tout... Vous avez tout à fait raison. Il  
7 y a pas de traitement pour ça. Donc le, le but  
8 ultime à la fin c'était, est-ce qu'on est capable  
9 de ségréguer suffisamment pour arriver à une  
10 concentration ou à un volume suffisamment...

11 Q. **[285]** Vous allez en enfouir moins?

12 R. Non...

13 Q. **[286]** Non?

14 R. Le but c'était plus, plus valorisant que ça,  
15 c'était est-ce qu'on peut l'envoyer dans une  
16 aciérie?

17 Q. **[287]** O.K.

18 R. Si mettons, j'ai une concentration, partez avec  
19 l'idée que vous avez une concentration X dans cent  
20 (100) mètres cubes. Logiquement, si j'en enlève  
21 quatre-vingt-dix (90) mètres cubes, la  
22 concentration devrait être plus élevée dans dix  
23 mètres cubes. Si les mathématiques sont bonnes.  
24 Mais dans la vraie vie, ce n'est pas ça. Parce que  
25 l'échantillon qu'ils prennent en laboratoire est

1 déjà des particules fines. Donc c'est la même  
2 concentration que qu'est-ce qu'on avait dans le  
3 cent mètres cubes (100 m<sup>3</sup>). Donc, on n'a pas  
4 concentré la contamination dans un petit volume, on  
5 a juste réduit le volume de contaminants... de sols  
6 contaminés. Donc, on se retrouve toujours avec un  
7 sol soit C+, D+, mais bien souvent ils baissaient  
8 BC, C+. Et là il n'y a pas de solution miracle.  
9 T'as déjà fait une bonne partie du chemin, il reste  
10 dix pour cent (10 %) ou quinze pour cent (15 %),  
11 vingt pour cent (20 %) que tu vas à  
12 l'enfouissement. C'est déjà ça, c'est pas le  
13 paradis, c'est pas parfait, mais c'est mieux que  
14 cent pour cent (100 %), à mon point de vue. Je suis  
15 pas...

16 Je vous pose la question : est-ce qu'on  
17 continue à enfouir éternellement ou est-ce qu'on  
18 commence... Puis il y a beaucoup d'étapes à faire.  
19 Il faudrait que les gens se réveillent et disent :  
20 « Est-ce qu'on peut valoriser ces sols-là? Est-ce  
21 que le fait d'avoir un morceau de brique dans des  
22 sols rend le sol impropre à l'utilisation sur une  
23 route? Si je les ai tamisés, puis ils respectent la  
24 granulométries, mais j'ai un morceau de brique,  
25 est-ce que ça devient un sol impropre à l'usage? ».

1 Actuellement, oui. Actuellement, oui. Si j'ai une  
2 présence de déchet quelconque, béton ou brique, ton  
3 sol est un déchet, même si vous l'avez tamisé, même  
4 s'il respecte les critères granulométriques pour un  
5 usage. Le fait qu'il y a un morceau de déchet  
6 dedans - parce que, la brique, c'est un déchet - il  
7 doit aller à l'enfouissement.

8 (11:09:06)

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Q. **[288]** Alors, vous avez dit que c'était dangereux  
11 une telle proximité. Et donc quel serait l'avantage  
12 alors pour une entreprise d'avoir les deux?

13 R. D'avoir les deux?

14 Q. **[289]** Oui.

15 R. Bien, ça vous donne carte blanche,, c'est-à-dire  
16 que ça vous permet d'avoir... T'sais, que le  
17 ministère veut traiter. Donc, si vous avez... si  
18 vous dites que vous avez une plate-forme de  
19 traitement et qu'après le BC s'en va dans votre  
20 trou, c'est ce qu'il fait ailleurs. Donc, c'est bon  
21 en environnement parce que vous n'avez plus de  
22 transport. Il va au site, puis vous faites tout. On  
23 va dire, vous avez des sols, je vais les traiter,  
24 moi, les sols D+ ou C+. Mais, si vous faites un  
25 traitement, il y a toujours la même petite note. En

1        traitement, bio-traitement, on dit qu'on traite  
2        jusqu'à la limite technique. Si vous faites trois  
3        échantillonnages subséquents et que ça traite plus,  
4        que vous êtes encore à telle concentration, vous  
5        avez le droit de les enfouir. Vous comprenez? Il y  
6        a toujours une petite subtilité dans le traitement.  
7        Il n'y a pas une obligation de traitement, il y a  
8        une obligation d'aller à la limite technique.

9                Dans le cas du bio-traitement, c'est  
10        clairement souvent comme ça écrit. Donc, ils font  
11        une première analyse « oup, ça n'a pas baissé ».  
12        Une deuxième analyse un mois plus tard « ah, ça n'a  
13        pas baissé ». Après trois mois, on ne garde pas les  
14        sols six mois sur le site en traitement là. Si le  
15        site d'enfouissement est à côté, on le met dans le  
16        trou. J'ai respecté mon critère, j'ai respecté  
17        mon... mon certificat. J'ai essayé, j'ai atteint ma  
18        limite technique, j'enfouie. Je suis légal. Je l'ai  
19        écrit dans mon certificat. Puis c'est normal, ils  
20        peuvent pas s'obliger. Il y a plein de conditions  
21        qui peuvent faire en sorte que ça se bio-traite  
22        pas, c'est bactérie, c'est vivant. Il fait trop  
23        froid, il y a pas assez d'eau, ci, ça, j'y arrive  
24        pas. La vie bactérienne prend pas là-dedans, je  
25        mets des substrats, mais ça ne marche pas. T'sais,



1 je mets de la luzerne, je mets toutes sortes de  
2 choses, mais ça ne marche pas. Bien, vous avez la  
3 porte de sortie. J'ai atteint la limite technique,  
4 je le mets dans le trou. Puis la proximité, c'est  
5 bien pour le ministère parce que vous n'avez plus à  
6 retransporter ces sols, payer du diesel, générer du  
7 CO2, abîmer les routes. Vous le mettez dans le trou  
8 qui est à côté. Donc, la proximité, c'est bien puis  
9 en même temps...

10 Mais, il n'y a pas de solution miracle.  
11 Actuellement, avec les volumes qu'on a, on n'a pas  
12 le choix d'enfouir. On n'a pas la capacité de  
13 traiter. Par contre, ce qui est aberrant, c'est que  
14 ce qui est facile à traiter n'est pas traité, il  
15 est enfoui en grosse majorité. Tout ce qui est dans  
16 le CD va au site d'enfouissement. Bah! Le ministère  
17 vous dirait des chiffres plus que moi, mais je  
18 dirais, c'est presque soixante-dix pour cent (70 %)  
19 qui va à l'enfouissement. C'est une faible portion  
20 qui va au traitement.

21 Me DENIS GALLANT :

22 Q. [290] Et je reviens... je reviens à ma question de  
23 base, c'est-à-dire c'est effectivement payant pour  
24 ces personnes-là, comme je disais tantôt, de se  
25 tourner au vert, d'aller dans toutes ces nouvelles

1 technologies... technologies-là. Et pour revenir à  
2 ce qu'on disait tantôt, monsieur Arcuri, selon  
3 vous, voyait d'un très mauvais oeil les  
4 négociations de monsieur Trudel pour obtenir...  
5 pour pouvoir traiter des sols chez Écolosol. Puis  
6 ça, il vous en a parlé.

7 R. Bien sûr, puis il n'est pas le seul. Horizon voyait  
8 ça d'un très mauvais oeil. Solution Eau Air Sol  
9 était là au comité pour dire qu'il n'était pas  
10 d'accord.

11 Q. **[291]** Ils vous ont... Puis monsieur Arcuri ne vous  
12 a jamais fait état de possibles menaces...

13 R. Non.

14 Q. **[292]** ... à monsieur... à monsieur Trudel.

15 R. Jamais.

16 Q. **[293]** Jamais, jamais, jamais vous avez entendu  
17 cet...

18 R. Jamais, jamais. Bien non, il ne parlerait pas de ça  
19 s'il l'avait fait de toute façon. Non, non, jamais.

20 Q. **[294]** Vous étiez pas assez proche.

21 R. Non, non, pas assez proche. Non. J'ai jamais  
22 cherché cette possibilité.

23 Q. **[295]** Moi, je vous avais dit possiblement certaines  
24 questions après la pause, mais je pense qu'on les  
25 a... on les a vidées ces questions-là. Donc, s'il

1 n'y a pas de contre-interrogatoire, moi, j'ai  
2 terminé avec le témoin.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Alors, je vais demander donc aux parties s'ils  
5 auront... si elles auront des questions.

6 Me BENOIT BOUCHER :

7 J'aurai peut-être une ou deux questions pour le  
8 témoin.

9 Me DENIS GALLANT :

10 Parfait. Le témoin va être à la disposition.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Parfait. Merci.

13 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

14

15 REPRISE DE L'AUDIENCE

16 (11:43:33)

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Oui. Maître Boucher?

19 LA GREFFIÈRE :

20 Monsieur Ringuette, vous êtes sous le même serment.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Juste pour conclure, avant que vous commenciez,

23 Maître Boucher...

24 Me BENOIT BOUCHER :

25 Très bien.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. **[296]** Juste pour conclure avec les avantages et les  
3 inconvénients, si j'ai bien compris, c'est que  
4 lorsqu'une personne détient un permis, tant pour  
5 enfouir que pour décontaminer, cette personne-là  
6 peut donc encaisser des deux côtés, tant pour  
7 enfouir que pour décontaminer, et si, comme vous  
8 avez expliqué tantôt, ça... ça lui plaît moins de  
9 dépenser trop d'argent sur la décontamination,  
10 cette personne-là n'aurait qu'à enfouir et... Oui.

11 R. Il y a une obligation aussi. Dans certains cas il  
12 doit traiter. Il doit traiter.

13 Q. **[297]** Oui.

14 R. Donc, il ne peut pas dire, « Non, j'enfouis. » Non.

15 Q. **[298]** Oui.

16 R. Le ministère le surveille suffisamment, ils ont...  
17 Ce que je voulais dire, c'est qu'ils ont toujours  
18 la limitation technique.

19 Q. **[299]** O.K.

20 R. Donc, ils sont obligés d'aller à la limite de leur  
21 technologie. Si leur certificat d'autorisation est  
22 écrit comme ce qu'on a dé... ce que j'ai déjà vu -  
23 je peux me tromper - ils sont obligés d'aller à la  
24 limite. Une fois qu'ils atteignent la limite, ils  
25 peuvent enfouir. Par contre, ils peuvent enfouir si

1 les sols qu'ils reçoivent autorisent... si le  
2 ministère de l'Environnement les autorise à les  
3 enfouir directement, ils peuvent les enfouir  
4 directement. L'obligation de traitement demeure  
5 pour les D+ ou les sols contaminés en essence. Vous  
6 comprenez?

7 Q. **[300]** Mais si j'ai quelqu'un qui n'est pas de bonne  
8 foi?

9 R. Si quelqu'un n'est pas de bonne foi, il peut faire  
10 des crocheries dans n'importe quel domaine de la  
11 société. Mais il reste, ce que j'ai vécu, le  
12 ministère de l'Environnement est très présent sur  
13 les sites, là. On a... Il y a un contrôle régulier,  
14 surtout pour les centres de traitement. Les sites  
15 d'enfouissement, je l'ignore. Mais pour les centres  
16 de traitement, ils sont très présents. Ils  
17 vérifient les in, les out, on doit avoir des  
18 bordereaux d'entrée et des bordereaux de sortie,  
19 c'est contrôlé.

20 Q. **[301]** Est-ce qu'ils contrôlent les quantités?

21 R. Oui. Oui. C'est parce que c'est des pesées, c'est  
22 une balance à l'entrée, la pesée est pesée à  
23 l'entrée, à la sortie, tout est comptabilisé, c'est  
24 disponible, c'est public, même. C'est... Par  
25 l'accès à l'information, vous pouvez les avoir.

1           Donc, ce n'est pas quelque chose qui... Le  
2           ministère contrôle bien. Puis ça c'est écrit dans  
3           le certificat d'autorisation, que tu dois fournir  
4           ci, ci, ci, ci, tes clients, tout. Tu dois tout  
5           fournir. Et le ministère a le pouvoir de faire des  
6           visites impromptues quand ils veulent. Ils ont  
7           toujours ce pouvoir-là. Et ils le font. Ça c'est  
8           sûr et certain, que les centres de traitement  
9           sont... sont surveillés.

10        Q. **[302]** Donc, ce n'est pas dangereux.

11        R. Non. Ce n'est pas dangereux. Ce n'est pas ça que je  
12        disais quand je disais que c'était dangereux. Ce  
13        que je trouvais triste, c'est que c'est dommage que  
14        des sols qui soient facilement traitables, moins  
15        contaminés, puissent être enfouis légalement. C'est  
16        ça que je trouve ça dommage. Parce que c'est cette  
17        partie-là qui serait, en fin de compte, le plus  
18        facile.

19        Q. **[303]** Oui mais ce que vous disiez tantôt, là, et  
20        que je comprenais, c'est que quand vous parliez de  
21        proximité de ces deux possibilités-là, c'est qu'il  
22        y avait peut-être une possibilité pour quelqu'un  
23        qui encaisse des deux côtés, donc tant pour  
24        contaminer... pour décontaminer que pour enfouir,  
25        qu'il y avait peut-être une possibilité qu'il

1 enfouirait plus vite.

2 R. Bien, en fin de compte, c'est... c'est... C'est  
3 un...

4 Q. **[304]** Donc, engendrant moins de coûts.

5 R. Oui. Ils encaissent une seule fois, quand les sols  
6 rentrent. Mais la... la question est... c'est  
7 tentant. De dire qu'on a un centre... Pourquoi  
8 traiter? Si la loi te permet d'enfouir? Donc, le  
9 centre de traitement devient plus un... un...

10 Q. **[305]** C'est ce que...

11 R. ... une façon d'aller chercher, le droit d'aller  
12 chercher des sols D+. On doit traiter les D+, parce  
13 que je ne peux pas les enfouir. C'est ça que ça  
14 veut dire. Surtout en termes d'hydrocarbures. Mais  
15 dès qu'on arrive dans la limite, on peut enfouir.  
16 Si la loi le permet, ils peuvent enfouir, alors ce  
17 n'est pas illégal d'enfouir les C-D. Vous  
18 comprenez? Le C+, ils pourraient l'enfouir tout de  
19 suite.

20 Q. **[306]** O.K.

21 R. La plate-forme qui est jumelle avec ça, c'est, ça  
22 me permet d'aller chercher plus de sols. Tu sais?  
23 D'aller chercher tous les sols. Les D+ en  
24 hydrocarbures, entre autres. C'est tout. C'est  
25 juste une opinion personnelle. Je peux me tromper,

1 hein? Le ministère est beaucoup plus compétent que  
2 moi, là-dedans.

3 Q. [307] O.K. Merci.

4

5 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me BENOIT BOUCHER :

6 Q. [308] J'ai demandé à... Bonjour Monsieur Ringuette.

7 R. Bonjour.

8 Q. [309] Benoit Boucher, je représente le Procureur  
9 général.

10 R. Oui.

11 Q. [310] Et, dans ce cas ici, au nom du ministère de  
12 l'Environnement.

13 R. O.K.

14 Q. [311] Si vous me permettez, Madame la Présidente,  
15 Monsieur le Commissaire, je vais vous remettre une  
16 copie du règlement. On l'a fait numériser, on  
17 l'a...

18 LA GREFFIÈRE :

19 Vous allez le produire?

20 Me BENOIT BOUCHER :

21 Oui, je vais le produire. S'il vous plaît.

22 LA GREFFIÈRE :

23 La cote 876.

24 Me BENOIT BOUCHER :

25 Merci.



1           97P-876 :       Règlement sur l'enfouissement des sols  
2                           contaminés au 1er octobre 2013

3  
4       Q. **[312]** On va aller à l'article...

5           LA PRÉSIDENTE :

6           Avant de commencer, Maître Boucher...

7           Me BENOIT BOUCHER :

8           Oui. Bien sûr.

9           LA PRÉSIDENTE :

10          On m'informe que plusieurs personnes envoient des  
11          messages textes ou des courriels à partir de la  
12          salle d'audience, et c'est strictement interdit.  
13          Alors... Et ça peut interférer avec le système.  
14          Alors donc, on va vous demander de fermer vos  
15          cellulaires, s'il vous plaît. Merci. Allez-y,  
16          Maître Boucher.

17          Me BENOIT BOUCHER :

18       Q. **[313]** Bien. On va aller à l'article 4, s'il vous  
19          plaît. Alors vous nous disiez à l'instant, Monsieur  
20          Ringuette, que dans certaines circonstances il est  
21          permis d'enfouir des sols contaminés, et dans  
22          certaines autres circonstances, et notamment, c'est  
23          le cas de l'article 4 du règlement sur  
24          l'enfouissement des sols contaminés, il y a une  
25          interdiction d'enfouir une certaine catégorie de

1           sols. N'est-ce pas?

2           R. Oui, très contaminés. Des D+, qu'on appelle.

3           Q. **[314]** Très contaminés. Est-ce que je me trompe en  
4           disant que votre projet visait justement à  
5           décontaminer ce type de sol-là?

6           R. Dans le cas des hydrocarbures légers et semi-  
7           légers, c'est automatique. On l'avait déjà dans le  
8           premier certificat. Parce que c'est des  
9           hydrocarbures qui peuvent être volatilisés, même si  
10          c'est très contaminé. Dans le cas des métaux, oui,  
11          effectivement, parce que c'était de la ségrégation.  
12          Par contre, est-ce qu'on... Quand on a démarré,  
13          quand j'étais là, là, honnêtement, quand on a  
14          démarré le premier protocole, on ne s'attendait pas  
15          à avoir quatre-vingt-dix pour cent (90 %). Jamais.  
16          Ce n'était pas dans l'optique on va l'avoir. On...  
17          On espérait réduire soixante (60), soixante-dix  
18          pour cent (70 %), en fonction de la granulométrie.  
19          Vous comprenez?

20          Q. **[315]** Vous nous parlez du quatre-vingt-dix pour  
21          cent (90 %), et là, je suppose que vous réferez à  
22          l'article 4.1...

23          R. 4.b)

24          Q. **[316]** B) ?

25          R. Hum, hum.

1 Q. [317] Dans lequel on dit que si on veut enfouir ces  
2 sols-là, on doit d'abord procéder à sa  
3 décontamination, pour en retirer quatre-vingt-dix  
4 pour cent (90 %) des contaminants. N'est-ce pas?

5 R. Ou démontrer qu'il n'existe pas de technologie et  
6 obtenir une dérogation. C'est ce qui se faisait, je  
7 crois dans le marché encore dernièrement.

8 Q. [318] Bien. Alors, jusqu'à tant qu'on ait une  
9 technologie qui permet de retirer quatre-vingt-dix  
10 pour cent (90 %), on obtient une dérogation et on  
11 enfouit directement.

12 R. Exact.

13 Q. [319] Je comprends que, dès le départ, votre  
14 objectif n'était pas de répondre au critère de  
15 4.1b).

16 R. Bien non, comment j'aurais pu deviner? Parce que,  
17 moi, la vision, c'était par rapport à la  
18 granulométrie, pas par rapport aux contaminants.  
19 Donc, c'est le type de sol qui dicte si je vais y  
20 arriver ou pas. Si la granulométrie me permet de  
21 tamiser quatre-vingt-dix pour cent (90 %), oui,  
22 mais la granulométrie, j'ai un silt, vous savez. Un  
23 silt, c'est un... ça varie entre un micron et  
24 quatre-vingts (80) microns, c'est extrêmement  
25 difficile à tamiser. Si je reçois un silt à cent

1           pour cent (100 %) contaminé en métaux, je ne  
2           pourrai pas atteindre le quatre-vingt-dix pour cent  
3           (90 %), c'est impossible, à moins d'aller avec un  
4           système de tamisage avec mouvement d'air, mais même  
5           là... Donc, c'était une logique. La logique,  
6           c'étaient les sols granulaires, sablonneux, ont un  
7           potentiel de réduction. Et ce qu'on retrouve, c'est  
8           plutôt des sables silteux.

9                       Donc, moi, je m'attendais à soixante,  
10           soixante-dix pour cent (60 %-70 %), la grosse  
11           logique par rapport à la granulométrie qu'on  
12           anticipait, pas quatre-vingt-dix pour cent (90 %).  
13           Ça n'a jamais été une cible.

14       Q. **[320]** D'accord. Ce n'était pas votre cible.

15       R. Moi, dans mon cas là.

16       Q. **[321]** Bien.

17       R. Ce qu'ils ont fait après...

18       Q. **[322]** Mais, à partir du moment où vous avez mis en  
19           place, mis en oeuvre le premier protocole...

20       R. Hum, hum.

21       Q. **[323]** ... est-ce que je me trompe en disant que, à  
22           votre grande surprise, vous atteigniez ça, vous  
23           atteigniez ce qui était prévu au règlement?

24       R. Exact, mais pas par tamisage, pas à cause de la  
25           ségrégation. Je vous l'ai expliqué...

1 Q. **[324]** Oui, je comprends.

2 R. ... les concentrations ont baissé, puis on ne  
3 s'attendait pas à ça.

4 Q. **[325]** Je comprends.

5 R. On s'attendait pas « pantoute » à ça.

6 Q. **[326]** Mais, quant à vous et quant à l'interpréta-  
7 tion que vous donniez au règlement, vous arriviez  
8 au résultat qui était prévu au règlement. Donc,  
9 vous aviez un traitement quant à vous là qui  
10 répondait au critère du règlement.

11 R. Pas au premier protocole. C'est plutôt au deuxième  
12 résultat quand Genivar a écrit, eux, ils sont  
13 arrivés à cette interprétation.

14 Q. **[327]** Bien. Alors, je comprends que si, au départ,  
15 votre objection n'était pas de répondre au critère  
16 du règlement, à la suite des essais, vous y êtes  
17 parvenu un peu malgré vous.

18 R. Bien sûr.

19 Q. **[328]** Bien. Ça va. Je n'ai pas d'autre question.

20 R. Je suis pas... je suis pas devin.

21 Q. **[329]** Je n'ai pas d'autre question. Merci,  
22 Monsieur. Merci, Madame.

23 RÉINTERROGÉ PAR Me DENIS GALLANT :

24 Si vous me permettez, j'aurais une question de  
25 précision à poser au témoin avant de le libérer.

1 Q. **[330]** C'est peut-être moi qui ai mal compris la  
2 période... Je reviens à monsieur Dupuis et au  
3 premier essai, pas « essai », mais à la première  
4 rencontre avec monsieur Arsenault et d'autres  
5 personnes du Fonds de solidarité.

6 R. Oui.

7 Q. **[331]** Bon. C'est au niveau des dates. On a compris  
8 que mai, possiblement la première rencontre avec  
9 monsieur Arsenault était en mai deux mille huit  
10 (2008).

11 R. Ça aurait de l'allure parce qu'on a fini... on a  
12 mis en route le système à la grande échelle, donc  
13 on était prêt là à...

14 Q. **[332]** O.K. C'est juste, moi, je ne sais pas si je  
15 vous ai induit en erreur, et caetera, mais j'ai...  
16 j'ai compris que la première fois que vous  
17 rencontriez... que Raynald Desjardins vous  
18 présentait Jocelyn Dupuis, c'était en avril. Est-ce  
19 que c'était possible?

20 R. C'est un peu avant. Oui, oui, oui, oui, c'était  
21 avant, c'était avant. Un peu avant le... le mois de  
22 mai, ça, c'est sûr. On était en train de travailler  
23 sur le chantier. Je me rappelle, on a parlé pas  
24 longtemps, dix (10), quinze (15) minutes parce que  
25 j'étais en train de finaliser la mise au point du

1 système.

2 Q. [333] Parfait.

3 R. Ça a été dix (10) minutes, quinze (15) minutes.

4 Q. [334] Ce qui m'amène une question. Les... les  
5 tentatives d'obtenir du financement du Fonds de  
6 solidarité, les démarches, selon vous, auraient  
7 commencé quand ou quand est-ce qu'il y a eu des  
8 discussions? Avant la première rencontre avec  
9 monsieur Dupuis?

10 R. Honnêtement, aucune idée.

11 Q. [335] Vous ne le savez pas.

12 R. Non.

13 Q. [336] O.K. C'était la précision, mais vous ne le  
14 savez pas.

15 R. Honnêtement, aucune idée.

16 Q. [337] Parfait. Merci.

17 R. Bienvenue.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Alors, il n'y a pas d'autre question de la part des  
20 parties?

21 Je vous remercie beaucoup, Monsieur Ringuette.

22 R. Au plaisir.

23 Q. [338] Merci.

24 R. Au revoir.

25 ET LE TÉMOIN NE DIT RIEN DE PLUS

1 Me DENIS GALLANT :

2 Alors, le prochain témoin, Madame Charbonneau. Ça  
3 va être monsieur André Antoine qui est présent dans  
4 la salle. André Antoine.

5

---



1 L'AN DEUX MILLE TREIZE, ce dix-septième (17e) jour  
2 du mois d'octobre,

3  
4 A COMPARU :

5  
6 ANDRÉ ANTOINE,

7  
8 LEQUEL, affirme solennellement ce qui suit :

9  
10 (11:56:38)

11 INTERROGÉ PAR Me DENIS GALLANT :

12 Q. **[339]** Alors, bonjour, Monsieur Antoine,...

13 R. Bonjour, Maître.

14 Q. **[340]** ... merci d'être présent. Monsieur Antoine,  
15 je vais vous poser des questions. Vous allez  
16 répondre fort et toujours en direction de madame la  
17 Président et de monsieur le commissaire Lachance,  
18 malgré que c'est moi qui vous pose des questions.  
19 D'accord?

20 R. C'est bien.

21 Q. **[341]** Autant faire que peux. Alors, dans un premier  
22 temps, Monsieur Antoine, je vais vous demander un  
23 bref résumé de votre parcours professionnel pour  
24 savoir qui vous êtes.

25 R. Seulement le parcours professionnel?

1 Q. **[342]** Pour commencer. Alors, vous êtes... vous êtes  
2 quoi? Vous avez quoi votre formation?

3 R. Bien, je suis ingénieur chimiste et j'ai étudié à  
4 l'Université de Sherbrooke. Et après mon diplôme,  
5 j'ai été travailler en Haïti pendant environ sept  
6 ans et de mil neuf cent quatre-vingt-trois (1983)  
7 environ à mil neuf cent quatre-vingt-dix (1990). Je  
8 suis revenu au Québec en mil neuf cent quatre-  
9 vingt-dix (1990). Et vers le mois de mars quatre-  
10 vingt-onze (91), j'ai eu un emploi au ministère de  
11 l'Environnement du Québec comme ingénieur, et  
12 depuis lors, je travaille comme analyste au  
13 ministère de l'Environnement.

14 Q. **[343]** O.K. Et ça fait quoi un analyste au ministère  
15 de l'Environnement?

16 R. Bon. Le travail général, c'est analyser les  
17 dossiers de demande de certificat d'autorisation;  
18 analyser les dossiers de demande de permis,  
19 d'autorisation en général, pour savoir s'ils se  
20 conforment aux normes, aux normes du gouvernement.  
21 Et dans ce cas-là, si le dossier est jugé... est  
22 jugé conforme, donc, moi, je le recommande pour la  
23 délivrance de l'autorisation qui est demandée.

24 Q. **[344]** Parfait. Vous avez parlé du ministère de  
25 l'Environnement, maintenant on parle du ministère

1 du Développement durable et des parcs.

2 R. Développement durable, c'est ça.

3 Q. **[345]** Et peut-être juste nous expliquer pour bien  
4 comprendre, vous êtes le premier là de... à venir  
5 ici nous l'expliquer. Est-ce que le ministère est  
6 divisé en direction territoriale ou division  
7 régionale? Comment ça fonctionne? Peut-être nous  
8 donner un peu pour savoir comment ça fonctionne, le  
9 ministère?

10 R. Bon. Le ministère, nous avons, bien sûr, des  
11 directions centralisées qui sont à Québec et c'est  
12 là où se trouvent généralement les experts du  
13 ministère pour les différentes catégories. Et nous  
14 avons aussi les opérations régionales. Donc,  
15 c'est... c'est dans les opérations régionales que  
16 se font les... comme on dit, les interventions  
17 terrains. Donc, pour l'application des lois et  
18 règlements du ministère.

19 Q. **[346]** Vous vous êtes à la direction régionale de  
20 Montréal?

21 R. C'est bien ça, oui.

22 Q. **[347]** Cette direction régionale, là, je pense  
23 qu'elle est située dans l'est de la Ville, dans les  
24 pyramides olympiques?

25 R. Elle est située, oui, aux pyramides olympiques,

1 5199, Sherbrooke est.

2 Q. **[348]** Parfait. Pour être analyste, est-ce qu'on  
3 doit être nécessairement ingénieur ou peut-on être  
4 chimiste ou d'autres métiers connexes?

5 R. On peut... on peut être chimiste ou d'autres  
6 métiers connexes, mais on demande aussi des  
7 ingénieurs, donc, pour certaines... certaines  
8 spécialités.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Q. **[349]** Quel autre... quel autre genre de métiers  
11 connexes peut-on exercer?

12 R. Biologiste. Il y a beaucoup de biologistes et il y  
13 a aussi des chimistes, des... comment dire, des...  
14 c'est généralement des chimistes, des biologistes.

15 Me DENIS GALLANT :

16 Q. **[350]** Parfait.

17 R. Qu'on a (inaudible).

18 Q. **[351]** Et ce que vous avez dit en préambule, vous  
19 vous assurez qu'on va se conformer à la loi et à la  
20 réglementation?

21 R. Oui. Excusez-moi, il y a aussi des géologues et des  
22 hydrogéologues pour les terrains.

23 Q. **[352]** Parfait. Vous avez dans votre cas la... est-  
24 ce que vous avez une spécialité, je ne sais pas, on  
25 va parler de sols contaminés, est-ce que c'est une

1 de vos spécialités, ça, Monsieur... Monsieur  
2 Antoine?

3 R. Bon, à la direction générale, généralement moi je  
4 travaille sur les... les demandes industrielles.  
5 Les demandes relatives à des projets industriels.  
6 Mais il m'arrive aussi de faire des sols  
7 contaminés, des projets de traitement ou  
8 réhabilitation des sols contaminés.

9 Q. **[353]** Parfait. Et vous avez... vous travaillez à la  
10 direction régionale de Montréal, je pense qu'on  
11 parle de Montréal, Laval, Lanaudière?

12 R. Lanaudière et Laurentides, c'est la grande  
13 direction régionale.

14 Q. **[354]** Il y en a combien de directions à votre  
15 souvenir?

16 R. De directions régionales...

17 Q. **[355]** Oui?

18 R. ... pour toute la province?

19 Q. **[356]** Pour toute la province?

20 R. Il y a environ quinze ou seize directions  
21 régionales.

22 Q. **[357]** Parfait. Et comme vous dites toutes les  
23 demandes sur votre... sur votre territoire puis on  
24 parle de Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière,  
25 va passer par le bureau de la rue Sherbrooke, c'est

1 exact?

2 R. Non.

3 Q. **[358]** Non?

4 R. Il s'agit que les demandes relatives à l'île de  
5 Montréal vont venir à la direction de Montréal, au  
6 bureau de Montréal.

7 Q. **[359]** De Montréal?

8 R. Mais pour les autres... pour les autres bureaux ça  
9 va aller au bureau qui est concerné.

10 Q. **[360]** Parfait. Donc, il y a une direction  
11 régionale, mais à l'intérieur de ces régions-là, il  
12 y a des bureaux régionaux?

13 R. Exactement.

14 Q. **[361]** Et vous vous êtes au bureau régional de  
15 Montréal?

16 R. C'est ça.

17 Q. **[362]** Vous vous occupez de l'île de Montréal, est-  
18 ce que vous vous occupez de la totalité de l'île?

19 R. Non, moi je travaille particulièrement dans l'est  
20 de Montréal. Quand je dis l'est, c'est disons à  
21 partir de la rue Lacordaire et jusqu'à la pointe de  
22 l'île.

23 Q. **[363]** Qui est fortement industrialisé?

24 R. Oui. Qui est très industrialisé.

25 Q. **[364]** Qui est très industrialisé. Vous avez,

1 j'imagine, des patrons, peut-être juste nous dire  
2 un peu c'est quoi la hiérarchie, là, à votre  
3 bureau?

4 R. Bon dans le bureau, nous avons premièrement un chef  
5 d'équipe qui lui s'occupe de la répartition des...  
6 des demandes qui sont faites au ministère. Après  
7 ça, nous avons une directrice adjointe, c'est elle  
8 qui est véritablement notre patronne et qui fait la  
9 gestion de personnel et il y a la directrice  
10 régionale pour le moment.

11 Q. **[365]** O.K. Et quand on a parlé, le témoin avant  
12 vous a parlé de plusieurs certificats  
13 d'autorisation, est-ce que c'est le ministre ou la  
14 ministre qui signe les certificats d'autorisation  
15 ou ce sont les fonctionnaires?

16 R. Non, c'est la directrice régionale qui signe au nom  
17 du ministre.

18 Q. **[366]** Parfait. Donc, le ministre en tant que tel  
19 n'a pas à approuver, savoir si un certificat  
20 d'autorisation doit être émis ou non?

21 R. Non, pas le certificat d'autorisation, mais  
22 lorsqu'on parle de sols contaminés, il y a toujours  
23 l'approbation qu'on donne, là, pour... pour les  
24 plans de réhabilitation, c'est signé par le sous-  
25 ministre.

1 Q. [367] Parfait. Donc, au ministère à Québec, il y a  
2 les... le sous-ministre va s'occuper des plans de  
3 réhabilitation?

4 R. C'est bien ça en effet.

5 Q. [368] Est-ce que dans des dossiers particuliers on  
6 doit, par contre, informer le cabinet, est-ce qu'on  
7 doit faire des notes au cabinet? Est-ce que ça  
8 arrive ça?

9 R. Non, pas... pas vraiment qu'on doit faire des notes  
10 au cabinet. Disons que... si on a un dossier  
11 complexe, des fois, la direction peut... peut en  
12 parler aux autorités supérieures, mais des fois on  
13 peut avoir un... un dossier où on a quand même des  
14 demandes de cabinet pour justifier certaines  
15 décisions ou tout simplement pour faire un état de  
16 situation.

17 Q. [369] Je vous ai posé la question tantôt, ce sont  
18 le directeur régional qui va signer au nom du  
19 ministre l'autorisation. Enlever un certificat  
20 d'autorisation est-ce que c'est un acte qui doit  
21 être fait par les fonctionnaires ou par le  
22 ministre, retirer, retirer un certificat d'autori-  
23 sation?

24 R. Révoquer un certificat.

25 Q. [370] Révoquer plutôt, oui?



1 R. La révocation d'un certificat d'autorisation est,  
2 en autant que je me souviennne, c'est le directeur  
3 régional. Maintenant il y a deux cas, il y a la  
4 demande de révocation faite par le titulaire et  
5 dans ce cas c'est... c'est généralement assez  
6 simple parce que c'est le titulaire qui demande la  
7 révocation de son certificat d'autorisation. Mais  
8 si, par exemple, c'est le ministère qui décide de  
9 révoquer, dans ce cas-là, il faut envoyer un  
10 préavis au titulaire et il a le droit de refuser,  
11 de faire ses représentations.

12 (12:03:48)

13 M. RENAUD LACHANCE, Commissaire :

14 Q. **[371]** Est-ce que vous savez si pour le ministère  
15 doit prendre avis auprès du ministre pour faire  
16 cette demande, pour faire cette révocation des  
17 certificats ou c'est essentiellement une tâche  
18 administrative?

19 R. Je ne pourrais pas tout à fait répondre à ça parce  
20 que je n'ai jamais été confronté à ce... à cette  
21 problématique-là. Mais on a déjà fait des cas de  
22 révocation c'était toujours à la demande du  
23 titulaire.

24 Me DENIS GALLANT :

25 Q. **[372]** Vous avez parlé tantôt de dossiers complexes.

1           Énergie Carboneutre, ça vous dit quelque chose?

2           R. Oui.

3           Q. **[373]** Parfait. Qui pilote, qui pilotait ce dossier  
4           ou qui pilote encore ce dossier pour le Ministère  
5           au bureau régional de Montréal?

6           R. C'est moi qui ai eu ce dossier depuis le début,  
7           jusqu'à aujourd'hui.

8           Q. **[374]** À partir de quand vous avez eu ce dossier-là,  
9           Monsieur?

10          R. Je pense que la demande a été faite vers la fin de  
11          deux mille cinq (2005). De toute façon, le  
12          certificat a été délivré en mars deux mille six  
13          (2006). Donc, j'imagine que vers la fin de deux  
14          mille cinq (2005) ou au début de deux mille six  
15          (2006).

16          Q. **[375]** Parfait. Donc, dans un premier temps, comment  
17          ça fonctionne pour obtenir un certificat  
18          d'autorisation? Monsieur Ringuette a témoigné  
19          depuis hier. Est-ce que monsieur Ringuette et  
20          monsieur Thériault se présentent à votre bureau?  
21          Comment ça fonctionne?

22          R. Bon. Il y a une demande qui est faite au Ministère.  
23          Et nous avons un formulaire de demande de  
24          certificat d'autorisation que nous demandons aux  
25          entreprises de remplir. Mais le formulaire n'est

1 pas obligatoire. La compagnie peut faire sa propre  
2 demande en suivant à peu près ce qui est indiqué  
3 dans le formulaire. Maintenant, il y a un règlement  
4 qui s'appelle le « Règlement relatif à l'appli-  
5 cation de la Loi sur la qualité de l'environnement »  
6 qui donne les différents points à traiter dans une  
7 demande de certificat d'autorisation et les  
8 différentes informations à fournir ou documents à  
9 fournir.

10 Q. **[376]** Vous dites que le certificat a été émis au  
11 mois de mars deux mille six (2006). Vous souvenez-  
12 vous quand est-ce les premières demandes, les  
13 demandes ont été faites?

14 R. Non, je ne me rappelle pas. Mais en général, comme  
15 le Ministère, il y a une déclaration de service aux  
16 citoyens et que le Ministère se doit de répondre à  
17 toute demande de certificat d'autorisation, à  
18 l'époque je crois que c'était dans quatre-vingt-dix  
19 (90) jours. Maintenant, c'est à soixante-quinze  
20 (75) jours. Donc, c'est probablement au début de, à  
21 la fin de deux mille cinq (2005) ou bien au début  
22 de deux mille six (2006).

23 Q. **[377]** Parfait. On vous parlait d'un endroit pour  
24 avoir, dans un premier temps, un centre de  
25 traitement des sols contaminés aux hydrocarbures,

1 c'est ce qui a donné lieu au premier certificat  
2 d'autorisation. Est-ce que quelqu'un de chez vous  
3 se présente à l'endroit où est-ce qu'on veut  
4 instituer un tel site?

5 R. Vous voulez dire si quelqu'un est allé sur le  
6 terrain voir?

7 Q. **[378]** Oui.

8 R. Pas nécessairement. C'était un terrain vierge. Et  
9 la demande avait été déposée. Des fois oui, on peut  
10 se déplacer pour aller si on a des raisons de  
11 croire qu'il y a des milieux sensibles là où on  
12 veut implanter le projet. Mais dans ce cas-ci et  
13 dans Montréal-Est, on... En tout cas, on n'avait  
14 pas jugé important de se présenter sur les lieux  
15 juste pour voir l'environnement, parce que c'est un  
16 environnement qui est connu de tous en général.

17 Q. **[379]** Parfait. On arrive sur... Le certificat va  
18 être émis au mois de mars deux mille six (2006).  
19 Suite à l'émission du certificat, on comprend que  
20 la compagnie Carboneutre va être délinquante.  
21 Qu'est-ce qui a été remarqué? Qu'est-ce qui a été  
22 remarqué sur les terrains? Qu'est-ce qui faisait  
23 défaut au certificat?

24 R. Bien, ce qui est arrivé, c'est que Énergie  
25 Carboneutre a fait la demande pour un centre de

1           traitement de sols contaminés par des  
2           hydrocarbures.

3       Q. **[380]** Oui.

4       R. Et, nous, on a déjà fait deux autres types de  
5           centres de traitement. Et, généralement, le  
6           promoteur commence par équiper le terrain avec les  
7           instruments de... en tout cas, mettre en place les  
8           équipements de traitement. Or, Énergie Carboneutre,  
9           eux, ils ont commencé par entrer des sols  
10          contaminés sur le terrain avant d'installer les  
11          équipements de traitement. Ça, on avait jugé que ce  
12          n'était pas conforme au certificat.

13                Et de plus, dans le certificat  
14          d'autorisation, ils étaient sensés installer une  
15          surface imperméable pour l'entreposage des sols  
16          contaminés. Et ça non plus, on avait jugé que ce  
17          n'était pas conforme parce qu'ils avaient installé  
18          une surface qui était faite en asphalte recyclé. Ce  
19          n'était pas un revêtement bitumineux. Donc, on  
20          avait jugé que ce n'était pas conforme. Donc,  
21          c'était les deux points qui avaient été jugés non  
22          conformes au certificat.

23       Q. **[381]** Quand on émet un certificat d'autorisation,  
24           est-ce que, systématiquement, il y a des visites de  
25           vos inspecteurs sur les lieux en tant que tel?

1 R. Oui. Disons qu'on est divisé en deux directions. Il  
2 y a la direction de l'analyse, dont je fais partie,  
3 et il y a la direction du contrôle. Au moment de  
4 l'émission du certificat d'autorisation, le dossier  
5 est transféré à la division contrôle qui eux font  
6 l'inspection pour voir si tout est fait  
7 conformément au C.A.

8 Q. **[382]** Il n'y a pas eu également, en plus d'un avis  
9 d'infraction, il n'y a pas eu également de plaintes  
10 de concurrents et des recours légaux qui ont été  
11 institués?

12 R. Oui. Bon. Il y a eu premièrement les avis  
13 d'infraction qui ont été envoyés. Et vers le mois  
14 d'octobre deux mille six (2006), il y a eu une  
15 requête en injonction qui a été faite par une  
16 compagnie qui est à proximité d'Énergie Carboneutre  
17 qui voyait entrer les sols contaminés à profusion  
18 dans le site, et puis ces sols n'étaient pas  
19 traités. Alors, eux, ils ont jugé que ça les lésait  
20 dans leurs activités et puis ils ont fait une  
21 requête en injonction. Et ils avaient mis le  
22 Ministère... Ils avaient cité à témoin le ministère  
23 de l'Environnement à l'époque.

24 Q. **[383]** Et qu'est-ce qui s'est passé par la suite?

25 R. Ce qui s'est passé par la suite, c'est que le

1           compétiteur en question, c'est Solution Eau Air  
2           Sol, ils voulaient la révocation du certificat  
3           d'autorisation. Le Ministère, lui, n'a pas plaidé  
4           pour la révocation du certificat d'autorisation,  
5           mais pour inciter la compagnie à respecter son  
6           certificat d'autorisation.

7           LA PRÉSIDENTE :

8           Q. **[384]** Qui était le compétiteur?

9           R. Solution Eau Air Sol.

10          Q. **[385]** Et...

11          R. La compagnie s'appelle Solution Eau Air Sol.

12          Q. **[386]** Et ça appartient à qui?

13          R. De mémoire, ça appartient à la compagnie, à une  
14          autre compagnie Biogénie, mais je ne connais pas  
15          les actionnaires.

16          Me DENIS GALLANT :

17          Q. **[387]** Mais dans la même veine, est-ce que,  
18          généralement, vu que c'est un dossier dans l'est de  
19          Montréal, est-ce que c'est également un de vos  
20          dossiers, ça?

21          R. Non, c'est une compagnie qui est établie depuis  
22          quelques années, là où ils sont. C'est Énergie  
23          Carboneutre qui était allée s'installer à  
24          proximité.

25          Q. **[388]** O.K. Donc, quasiment voisins, là, de ce qu'on

1           comprend, là.

2           R. Oui, exactement.

3           Q. **[389]** Parfait. Alors, donc, la compagnie  
4           Carboneutre, déjà en deux mille six (2006), tout de  
5           suite après l'émission du certificat, du premier  
6           certificat d'autorisation, cette compagnie-là va  
7           être en défaut de respecter son propre certificat?

8           R. Exactement.

9           Q. **[390]** Et également, tellement qu'il y a des avis  
10          d'infraction, mais en plus il y a un compétiteur  
11          qui va faire une injonction et qui demande même  
12          qu'on révoque ces... le certificat?

13          R. Exactement.

14          Q. **[391]** Exactement. Qu'est-ce qui va être décidé par  
15          rapport, par rapport à Énergie Carboneutre? Parce  
16          que je vous cacherai pas que, il va y avoir quatre  
17          modifications dans, dans le même temps au  
18          certificat d'autorisation, de... d'avoir confiance  
19          en une compagnie que... qui est délinquante, entre  
20          guillemets, là?

21          R. Bon, et, le dossier s'est retrouvé en cour et comme  
22          le Ministère plaidait pour que la compagnie se  
23          conforme à son certificat d'autorisation, ce qu'on  
24          avait demandé c'est que, et la compagnie ne puisse  
25          plus recevoir de sols parce que malgré nos avis



1 d'infraction dans lesquels on lui demandait de ne  
2 plus recevoir de sols, ils avaient continué à en  
3 recevoir. Donc, le ju... un premier jugement a été  
4 rendu vers novembre, vers le mois de novembre deux  
5 mille six (2006) où on a intimé, la cour a intimé  
6 l'ordre à Énergie Carboneutre de ne plus recevoir  
7 de sols contaminés et de se conformer au certificat  
8 d'autorisation, ce qui voulait dire que le...  
9 d'installer ses équipements de traitement.

10 Q. **[392]** Parfait. Donc... et pendant combien de temps  
11 vous estimez que Énergie Carboneutre a été, a été  
12 empêchée de recevoir des nouveaux sols?

13 R. Ça, ça a duré environ un an, je pense, parce que  
14 c'est à la dernière modification du certificat  
15 d'autorisation, quand la compagnie a démontré  
16 réellement qu'ils avaient la capacité de traitement  
17 requise, c'est à partir de ce moment qu'on avait  
18 enlevé, on avait enlevé cette interdiction. Parce  
19 que dans les modifications qui ont suivi, pour  
20 qu'Énergie Carboneutre ne reçoive plus de cet...  
21 de, de sols contaminés, on avait relié la capacité  
22 d'entrepôt à la capacité de traitement. C'était un  
23 point cinq pour un (1,5/1).

24 Q. **[393]** D'accord. Est-ce qu'on vous expliquait les  
25 difficultés financières? Est-ce que vous

1           rencontriez les principales personnes, notamment  
2           monsieur Ringuette, monsieur Thériault, des  
3           principales difficultés financières de Carboneutre?

4       R. Bon, et, nous on ne fait pas d'analyse économique.  
5           Vous comprenez? Donc, dans ce cas-là, ils nous  
6           parlaient de leurs difficultés financières. Ils  
7           essayaient d'en parler mais nous, on ne fait pas  
8           l'analyse économique. Tout ce qu'on leur demandait  
9           c'était de respecter le CA qui a été délivré.

10      Q. **[394]** O.K. Mais je reviens à la question que je  
11           vous ai posée tantôt. Déjà, déjà à partir de  
12           juillet deux mille six (2006), la compagnie ne  
13           gouverne pas en conséquence, là, c'est-à-dire ne  
14           respecte pas son certificat, accepte des sols  
15           contaminés alors qu'elle ne les traite pas, elle  
16           les entrepasse sur son terrain. Déjà en juillet deux  
17           mille six (2006) vos inspecteurs vont relever ces  
18           manquements-là. Le compétiteur va en injonction  
19           pour empêcher Carboneutre de recevoir des nouveaux  
20           sols. Et si je vais à la pièce 867, Madame, qui  
21           était à l'onglet 6 du cahier de monsieur Ringuette,  
22           je regarde les modifications qui ont été faites et  
23           vous avez déjà des modifications qui, qui parlent  
24           de construction de huit cellules, dans une  
25           modification au CA du quinze (15) mai deux mille

1       sept (2007). Si je vais plus loin, vous avez une  
2       autre modification qui va être faite en août deux  
3       mille sept (2007) qui va donner encore une... une  
4       plus grande surface de traitement, donc  
5       modification au CA initial du vingt-quatre (24)  
6       août deux mille sept (2007). Je vais plus loin  
7       encore, je vais aller au neuf (9) novembre deux  
8       mille sept (2007), encore une modification qui fait  
9       en sorte qu'il va pouvoir y avoir plus de cellules  
10      de traitement qui va être octroyé à Carboneutre.  
11      C'est, c'est ce bout-là que j'ai de la misère à  
12      réconcilier, la position du Ministère qui, qui voit  
13      des infractions, qui, suite à une injonction, il y  
14      a... il y a... la cour ordonne qu'il n'y ait plus  
15      de traitements qui soient, de... de plus recevoir  
16      de sols contaminés, puis parallèlement à ça, le  
17      Ministère discute toujours et fait des  
18      modifications des CA. Peut-être juste nous  
19      renseigner, nous éclairer là-dessus. Et c'est dans  
20      la même période où est-ce que Carboneutre reçoit  
21      pas de sols, là, parce qu'ils sont interdits d'en  
22      recevoir?

23      R. Bien, ce qu'il faut comprendre là-dedans, c'est que  
24      Carboneutre avait déjà accumulé plus de dix mille  
25      mètres cubes (10 000 m<sup>3</sup>) de sols sur le terrain.

1 Or, il y avait deux choix. Ou bien la compagnie  
2 installait ses équipements de traitement et  
3 traitait ces sols-là ou tout simplement l'acculer à  
4 la faillite et les sols tombaient sur la  
5 responsabilité du Ministère.

6 Q. [395] Donc... donc, quand vous dites que ça ne  
7 regardait pas le Ministère tous les impacts  
8 économiques ce n'est pas tout à fait exact, là.  
9 Vous vouliez pas vous ramasser avec ces sols-là?

10 R. Non, j'ai dit qu'on ne fait pas d'analyse  
11 économique, ça veut dire que...

12 Q. [396] Oui?

13 R. ... que la compagnie vienne nous parler de ses  
14 difficultés, ça nous importe peu. Tout ce qui nous  
15 intéresse c'est que vous avez un certificat  
16 d'autorisation, vous vous êtes engagés à... à faire  
17 les choses de façon conforme et nous, tout ce qu'on  
18 demande c'est de respecter les engagements que la  
19 compagnie... que la compagnie avait pris.

20 Mais disons que... on était bien conscient  
21 que la compagnie avait des difficultés économiques,  
22 ils ont parlé ouvertement qu'ils allaient avoir du  
23 financement, ils allaient... ils allaient  
24 possiblement qu'ils allaient rencontrer les  
25 exigences, mais le fait est qu'il y avait quand

1 même des sols accumulés sur le terrain et que ces  
2 sols devaient être traités dans les meilleurs  
3 délais.

4 Alors, à partir du moment où le dossier a  
5 été en cour et nous n'avons pas traité directement,  
6 le Ministère n'a pas traité et... en tout cas,  
7 notre section technique n'a pas traité directement  
8 avec la compagnie et c'est les avocats de la  
9 compagnie qui communiquaient avec notre département  
10 juridique. Et à partir de là, on... et le Ministère  
11 faisait et prenait les... faisait en sorte que les  
12 équipements de traitement puissent être installés  
13 sur le terrain. Donc, comme la compagnie n'avait  
14 jamais manifesté d'intérêt comme quoi qu'il  
15 n'allait pas installer ses équipements, c'est parce  
16 qu'il disait qu'il n'avait pas encore les moyens de  
17 le faire. Donc...

18 Q. **[397]** Est-ce qu'ils vous disaient qu'ils étaient en  
19 recherche de financement?

20 R. Pardon?

21 Q. **[398]** Est-ce qu'on vous informait qu'ils étaient en  
22 recherche...

23 R. Oui, monsieur Ringuette disait qu'il était...  
24 évoquait souvent qu'ils allaient avoir du  
25 financement soit du Fonds de solidarité soit

1 d'autres instances, mais nous on ne discutait pas  
2 de ces choses-là et on voulait savoir c'était quand  
3 la compagnie allait installer ses équipements et  
4 puis quand allait commencer le traitement.

5 Alors, nos avocats nous avaient dit que  
6 toute action qui est prise sur le terrain dans le  
7 but de favoriser le traitement que... on pouvait  
8 répondre à ces demandes-là. Donc, c'est dans ce  
9 sens qu'il y a eu une première demande de  
10 modification qui a été faite par Énergie  
11 Carboneutre et puis dans cette modification il  
12 était question de construire les cellules de  
13 traitement. Et dans cette modification ils  
14 avaient... c'était un peu ça qu'on avait aussi avec  
15 Énergie Carboneutre, c'est qu'on dirait que la  
16 compagnie se cherchait pendant les premiers...  
17 pendant les premiers mois et pratiquement à chaque  
18 modification il y avait une modification dans le  
19 concept de traitement. Et disons qu'il n'y avait  
20 pas de modification dans la nature des sols qui  
21 étaient reçus.

22 Q. [399] Toujours... toujours le traitement des  
23 hydrocarbures?

24 R. Toujours le traitement des hydrocarbures, mais on  
25 est passé de concept de plate-forme de traitement,

1       ça veut dire des surfaces bétonnées dans lesquelles  
2       on... sur lesquelles on dépose les sols. On est  
3       passé à des cellules de traitement. Et donc, on  
4       changeait continuellement de concept. Et c'était un  
5       peu la difficulté qu'on avait avec Énergie  
6       Carboneutre. C'est qu'on sentait que la technologie  
7       n'était pas tout à fait à point.

8               Mais toujours est-il que dans la première  
9       modification ils avaient prévu de construire des  
10      cellules de traitement. Ils avaient modifié quelque  
11      peu la façon d'opérer, mais cela n'impliquait pas,  
12      par exemple, d'autres types de sols, cela  
13      n'impliquait pas d'autres types de contaminants.  
14      Donc, dans ce cas-là on a modifié le CA au lieu  
15      d'émettre un nouveau certificat d'autorisation.

16    Q. **[400]** Puis, à ce moment-là, c'était des sols  
17      contaminés à quelle hauteur à peu près qu'Énergie  
18      Carboneutre, dans les premières années, pouvait  
19      recevoir, dans les premiers mois?

20    R. C'était des sols contaminés par des hydrocarbures  
21      plus grand que D et CD, je ne sais pas si vous  
22      comprenez.

23    Q. **[401]** Monsieur Ringuette en a fait état.

24    R. Bon. O.K. Donc, c'était des sols contaminés par des  
25      hydrocarbures à n'importe quel type, à n'importe

1        quelle concentration. La seule interdiction qu'il y  
2        avait, c'était qu'ils ne pouvaient pas recevoir des  
3        sols contaminés de qualité AB, parce que ces sols,  
4        on avait jugé qu'il n'y avait plus aucun traitement  
5        à faire sur ces sols-là. C'est sur le plan utile de  
6        recevoir ces sols-là, puisque la technologie  
7        n'allait pas au-delà de AB. Donc, c'était pour ça.

8        Q. **[402]** Parfait. Va arriver un moment où est-ce que  
9        Carboneutre va être opérationnel, c'est-à-dire que  
10       les cellules vont avoir été construites. Et ça, je  
11       situe ça à peu près à l'hiver deux mille huit  
12       (2008). Est-ce que je me trompe?

13       R. Oui, à peu près, oui.

14       Q. **[403]** À peu près. À peu près dans le même temps.  
15       Est-ce que, dans le même temps, vous avez appris  
16       l'existence d'une autre compagnie qui s'appelle  
17       Société internationale Carboneutre et, si oui, dans  
18       quel contexte? Expliquez ça aux commissaires.

19       R. Premièrement, vers cette époque-là, disons qu'on  
20       avait commencé à recevoir d'autres intervenants  
21       dans le dossier d'Énergie Carboneutre. Ce n'était  
22       pas uniquement monsieur Ringuette et puis monsieur  
23       Thériault. Il y avait aussi monsieur Arcuri qui  
24       venait. Et puis une fois aussi, on avait reçu la  
25       visite de monsieur Raynald Desjardins accompagné de



1 monsieur Arcuri.

2 Q. **[404]** Mais juste avant ça, est-ce que, pour  
3 exploiter un centre comme celui-ci, on doit  
4 également obtenir, en plus des certificats  
5 d'autorisation du Ministère, des permis de la  
6 Ville, c'est exact?

7 R. Oui.

8 Q. **[405]** Parfait. Est-ce que vous avez à un moment  
9 donné pris connaissance du permis de la Ville et  
10 pris connaissance de l'existence de la compagnie  
11 Société internationale Carboneutre?

12 R. Oui, c'est mon collègue de la Ville qui m'avait  
13 appelé pour me mettre au courant qu'il semblerait  
14 qu'il y ait une autre organisation qui s'appelle  
15 Société internationale Carboneutre qui remplacerait  
16 Énergie Carboneutre.

17 Q. **[406]** Est-ce qu'on peut situer ça aux alentours de  
18 février deux mille huit (2008), à votre souvenir?

19 R. C'est loin. Mais disons que c'est au début de deux  
20 mille huit (2008) environ.

21 Q. **[407]** Parfait.

22 R. Et puis... donc, comme j'avais eu les cartes  
23 d'affaires de monsieur Arcuri qui marquaient aussi  
24 Société internationale Carboneutre, moi, j'avais  
25 communiqué avec monsieur Ringuette ou bien monsieur

1 Thériault, je ne me rappelle pas qui, pour leur  
2 demander, est-ce que la compagnie avait changé de  
3 nom, parce qu'on n'avait pas de demande officielle  
4 de la compagnie pour savoir, est-ce que la  
5 compagnie avait changé de nom. Mais j'avais vérifié  
6 pour savoir si elle avait changé de nom, parce  
7 qu'on voulait savoir c'était qui vraiment  
8 l'exploitant qui était sur le terrain. Et quand je  
9 leur ai parlé, ils m'ont dit non, que, ça, c'est  
10 une nouvelle compagnie, que ça n'a rien à voir avec  
11 Énergie Carboneutre, et que l'exploitant du  
12 certificat d'autorisation restait Énergie  
13 Carboneutre.

14 Q. [408] Parce que ça aurait fait une différence s'ils  
15 vous avaient dit, c'est une autre compagnie, une  
16 autre entité juridique qui va exploiter le site, ça  
17 aurait fait une différence au niveau du... si vous  
18 l'aviez su?

19 R. Oui, ça aurait fait une différence, parce que, à ce  
20 moment-là, on aurait demandé de nous fournir des  
21 informations sur le type de transaction qui a été  
22 faite. Et dans le cas où c'est réellement une  
23 transaction d'acquisition d'Énergie Carboneutre par  
24 une autre compagnie, donc on aurait demandé de  
25 faire une cession de certificat d'autorisation pour

1           mettre le certificat au nom de la nouvelle  
2           compagnie.

3       Q. **[409]** Je vais vous montrer un document qu'on a  
4           déposé hier, qui était l'onglet de monsieur  
5           Ringuette 8, qui est la pièce 869. Ça s'appelle une  
6           convention d'exploitation d'une entreprise. Et dans  
7           cette convention-là, on a la Société internationale  
8           Carboneutre située au 7272 Maurice-Duplessis et ECN  
9           Terrain et Énergie Carboneutre. Et ce qu'on dit, on  
10          va à la deuxième page... Je vous fais grâce de  
11          plein de choses. Mais qu'à partir du premier (1er)  
12          février deux mille huit (2008), deuxième  
13          paragraphe, on va dire que :

14                               [... ] l'exploitant et toute autre  
15                               compagnie contrôlée par Domenic Arcuri  
16                               ont le contrôle total sur la gestion  
17                               des opérations de l'entreprise des  
18                               vendeurs [... ].

19          Qui est Énergie Carboneutre. Donc, si les choses  
20          avaient été faites correctement, vous auriez dû  
21          être avisés?

22       R. Oui, ça...

23       Q. **[410]** Jamais?

24       R. On n'a jamais eu cette...

25       Q. **[411]** Je vous l'apprends, là?

1 R. Oui.

2 Q. **[412]** Parfait. Et ça, ça aurait nécessité que le  
3 Ministère le sache et fasse les modifications  
4 appropriées?

5 R. Oui. Si par exemple, il... il est établi que  
6 Énergie Carboneutre est... en tout cas, que les  
7 actifs d'Énergie Carboneutre étaient acquis par une  
8 autre compagnie, dans ce cas-là, c'est l'autre  
9 compagnie qui devait avoir le certificat  
10 d'autorisation.

11 Q. **[413]** Bien je vous rassure, ils ont exploité  
12 pendant une année mais ils n'ont jamais acquis en  
13 bout de ligne. Est-ce que ça changeait quelque  
14 chose pour vous?

15 R. Ils exploitaient pendant une année? (inaudible)

16 Q. **[414]** À peu près ou un peu plus même, sans acquérir  
17 la compagnie. Est-ce que ça pouvait être fait, ça?  
18 Ou on aurait dû vous aviser?

19 R. Et, je pense qu'on aurait dû nous aviser, oui.

20 Q. **[415]** Parfait. Je vais... je vais vous le demander,  
21 vous nous avez remis, vous avez remis aux  
22 enquêteurs de la Commission les deux cartes  
23 d'affaires que vous avez parlé tantôt. Quand vous  
24 avez rencontré monsieur Arcuri pour la première  
25 fois, et ensuite de ça vous avez rencontré monsieur

1 Desjardins. Donc, si on va à l'onglet 5, c'est une  
2 photocopie. On voit « SICN Domenic Arcuri,  
3 président, bureau-chef 7272, boulevard Maurice-  
4 Duplessis ». C'est le document que vous avez fait  
5 parvenir qui, qui...

6 R. Oui.

7 Q. **[416]** ... qui était la carte dans le dossier du  
8 Ministère.

9 R. Exactement.

10 Q. **[417]** Exact?

11 R. Oui.

12 (12:27:39)

13 Q. **[418]** Alors je vais la coter. Donc la carte  
14 d'affaires de Domenic Arcuri.

15 LA GREFFIÈRE :

16 877.

17

18 98P-877 : Carte d'affaires de Domenic Arcuri -  
19 SICN

20

21 Me DENIS GALLANT :

22 Q. **[419]** Et nous allons aller à l'onglet 6, autre  
23 carte que vous avez fait parvenir aux enquêteurs de  
24 la Commission. « SICN Raynald Desjardins, vice-  
25 président des opérations internationales, centre de

1 traitement des sols contaminés, HAP Métaux, vente  
2 et matériaux de remblai et bureau-chef 7272,  
3 boulevard Maurice-Duplessis » usine de traitement  
4 sur la rue Marien. Exact?

5 R. C'est bien ça, oui.

6 Q. **[420]** O.K. Et monsieur, c'est monsieur Desjardins  
7 qui vous l'a remise en mains propres?

8 R. Oui.

9 Q. **[421]** Parfait. Et que vous nous avez transmis cette  
10 copie. Alors, elle va être également cotée. Madame  
11 la Greffière?

12 LA GREFFIÈRE :

13 878.

14

15 98P-878 : Carte d'affaires de Raynald Desjardins

16 - SICN

17

18 Me DENIS GALLANT :

19 Q. **[422]** 78? Oui. Et, petite question avant la pause  
20 du dîner. Je vois en haut de la carte de monsieur  
21 Desjardins « Centre de traitement de sols  
22 contaminés HAP Métaux ». Ça, là, à ce moment-là,  
23 quand on vous remet ça, là, il y a pas de  
24 certificat d'autorisation qui est donné à  
25 Carboneutre pour le traitement des HAP et des

1 métaux, et des métaux lourds. C'est exact?

2 R. Je crois que non, le certificat est arrivé après.

3 Q. **[423]** Il est arrivé, je vous... je vous le  
4 remémore, en mai deux mille dix (2010).

5 R. En mai deux mille dix (2010), oui.

6 Q. **[424]** Et vous rencontrez monsieur Arcuri et  
7 monsieur Desjardins en deux mille huit (2008), à  
8 l'hiver deux mille huit (2008)?

9 R. Environ, oui.

10 Q. **[425]** O.K. Est-ce que ça vous a sonné une cloche,  
11 ça? C'est quoi ça, un centre de traitement des sols  
12 contaminés HAP Métaux qui est sur mon territoire  
13 alors qu'ils ont pas de certificat d'autorisation?  
14 Ou...?

15 R. Étant donné que monsieur, monsieur Desjardins  
16 n'était pas partie prenante au certificat, c'est...  
17 c'est moins, disons, c'est moins important que si  
18 monsieur Ringuette m'avait présenté une carte  
19 d'affaires comme ça.

20 Q. **[426]** Ça aurait été autre chose? Je vais continuer  
21 sur, sur monsieur Desjardins et monsieur Arcuri à  
22 notre retour, Madame Charbonneau.

23 Me BENOÎT BOUCHER :

24 Est-ce que, est-ce que vous me permettez juste un  
25 instant?

1 Me DENIS GALLANT :

2 Oui.

3 Me BENOÎT BOUCHER :

4 Juste pour répondre à une question de Monsieur le  
5 Commissaire. Il y a un décret qui est publié dans  
6 les Règlements refondus du Québec, qui est le  
7 chapitre M30.001, règlement 1, qui donne des  
8 délégations de pouvoirs à différents fonctionnaires  
9 par le Ministre ou pour les révocations ou pour les  
10 autorisations.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Merci, Maître Boucher.

13 Me DENIS GALLANT :

14 Merci.

15 Me BENOÎT BOUCHER :

16 Merci.

17 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

18 REPRISE DE L'AUDIENCE (14:02:01)

19 Me DENIS GALLANT :

20 Bon après-midi.

21 LA GREFFIÈRE :

22 Monsieur André Antoine, vous êtes sous le même  
23 serment.

24 Me DENIS GALLANT :

25 Q. [427] Alors, Monsieur Antoine, je... nous allons



1 recommencer où est-ce qu'on a quitté ce... juste  
2 avant la pause déjeuner. Donc, finalement vous  
3 allez rencontrer et monsieur Arcuri et monsieur  
4 Desjardins à l'hiver de deux mille huit (2008),  
5 c'est exact?

6 R. Environ, oui.

7 Q. **[428]** Parfait. Alors, peut-être juste nous dire,  
8 là, quel a été... comment ils se sont présentés à  
9 vous? Quelles ont été vos discussions avec ces  
10 messieurs-là? Parce que, ce qu'on comprend, c'est  
11 que jusqu'à ce moment-là, vos interlocuteurs  
12 étaient soit monsieur Ringuette ou soit monsieur  
13 Thériault, c'est exact?

14 R. Oui, c'est ça.

15 Q. **[429]** Parfait. Alors, il y a un changement de... de  
16 personnes. Ces personnes-là vous... vous disent  
17 quoi, là?

18 R. Bien, je ne me rappelle pas tout à fait dans  
19 quelles circonstances monsieur Arcuri était venu me  
20 voir, mais c'était certainement dans le cadre de...  
21 des demandes... de multiples demandes de  
22 modification du certificat d'autorisation qu'on  
23 avait à l'époque. Et puis cette fois-là, il avait  
24 décidé de se faire accompagner par monsieur  
25 Desjardins.

1 Q. **[430]** Parfait. Mais, est-ce que vous avez... est-ce  
2 que ces gens-là... parce que ces gens-là vous  
3 remettent les cartes. On peut toujours les mettre à  
4 l'écran, Madame Blanchette. Alors, on prend celle  
5 de monsieur Desjardins, donc celle de... ou de  
6 monsieur Arcuri, ça, c'est une... une ou l'autre,  
7 là. Et là vous voyez SICN, vous voyez Raynald  
8 Desjardins, vice-président des... des opérations  
9 internationales. J'imagine qu'il y a des  
10 discussions avec ces personnes-là. Vous êtes qui,  
11 là, par rapport à Énergie Carboneutre?

12 R. Non, pas vraiment. Et je me rappelle que j'ai  
13 discuté du sujet dont était venu parler monsieur  
14 Arcuri. Et comme monsieur Desjardins était là, donc  
15 il a profité pour présenter sa carte, donc je l'ai  
16 acceptée, puis je l'ai mise dans le dossier.

17 Q. **[431]** O.K. Puis vous autres... vous, vous étiez  
18 toujours sous l'impression que SICN, c'était un nom  
19 comme ça et c'étaient pas les gens responsables de  
20 la compagnie.

21 R. En réalité, SIC...

22 Q. **[432]** Je cherche à comprendre.

23 R. ... SICN, on avait bien compris que c'était une  
24 compagnie qui... qu'on avait créée autour d'Énergie  
25 Carboneutre, mais notre interlocuteur au niveau du

1           Ministère restait Énergie Carboneutre et c'étaient  
2           les mêmes... les mêmes dirigeants qui répondaient  
3           au nom de Énergie Carboneutre, donc cela... cela ne  
4           nous a pas préoccupés beaucoup plus que ça.

5       Q. **[433]** O.K. Est-ce qu'à partir de ce moment-là celui  
6           avec qui vous avez eu plus de contacts était  
7           monsieur Arcuri? Est-ce qu'il s'est opéré un  
8           changement, là, dans la direction, selon vous?

9       R. Non, pas vraiment. Disons que, à partir du moment  
10          où on a fait le projet du deuxième certificat, oui,  
11          monsieur Arcuri était présent régulièrement aux  
12          réunions, mais la personne vraiment avec qui on  
13          prenait contact au niveau technique, c'était  
14          monsieur Ringuette.

15      Q. **[434]** Toujours?

16      R. Toujours monsieur Ringuette.

17      Q. **[435]** O.K. Puis outre la seule fois, vous dites que  
18          vous avez rencontré monsieur Desjardins à vos  
19          bureaux, exact?

20      R. Oui.

21      Q. **[436]** Est-ce que vous l'avez rencontré ensuite de  
22          ça?

23      R. Non.

24      Q. **[437]** Est-ce qu'il y a eu d'autres rencontres avec  
25          monsieur Desjardins?

1 R. Pas du tout.

2 Q. **[438]** Mais, il y a eu d'autres rencontres avec  
3 monsieur Arcuri?

4 R. Monsieur Arcuri, oui.

5 Q. **[439]** O.K. Est-ce que c'est à ce moment-là qu'on va  
6 commencer à parler du deuxième certificat, à savoir  
7 celui qui a été émis le vingt-cinq (25) mai deux  
8 mille dix (2010), qui permettait le traitement des  
9 sols contaminés aux métaux... aux métaux lourds?

10 R. Non, c'est un peu plus tard parce que la demande du  
11 deuxième certificat, pour initier la demande, les  
12 gens de... de Énergie Carboneutre ne s'étaient pas  
13 présentés. C'était leur procureur avec leur  
14 consultant qui s'étaient présentés pour présenter  
15 cette demande-là.

16 Q. **[440]** O.K. Puis ça s'est fait quand, ça, à peu  
17 près?

18 R. Vers la fin de deux mille huit (2008).

19 Q. **[441]** Vers la fin de deux mille huit (2008).

20 R. Oui.

21 Q. **[442]** Parfait. Je vais vous montrer... oui, on l'a  
22 déposé en preuve, un nouvel avis d'infraction  
23 pour... pour Énergie Carboneutre. Cette fois-ci,  
24 l'avis d'infraction du vingt-six (26) novembre deux  
25 mille huit (2008) qu'on a déposé sous 97 à 874.

1 Parfait. Je l'ai montré à monsieur Ringuette,  
2 j'aimerais avoir votre opinion sur ce... sur cet  
3 avis d'infraction là. Donc, de :

4 Ne pas avoir respecté, lors de la  
5 réception de sols contaminés, les  
6 conditions de votre certificat  
7 d'autorisation émis le 15 mars (...),  
8 et modifié...

9 Et caetera. Allez au deuxième paragraphe :

10 Avoir accepté des sols contaminés par  
11 des métaux à des concentrations  
12 supérieures au critère « C » de la  
13 Politique de protection des sols et de  
14 réhabilitation des terrains  
15 contaminés...

16 On comprend qu'en deux mille huit (2008), Énergie  
17 Carboneutre n'est pas autorisée à recevoir ce type  
18 de... de sols là. C'est exact?

19 R. Non. Ils n'étaient pas autorisés, mais ils étaient  
20 en pourparlers avec le Ministère pour le protocole.  
21 Pour présenter un protocole de cette démonstration.

22 Q. **[443]** O.K. Savez-vous s'il y avait... combien il y  
23 avait de... de terre contaminée que vos inspecteurs  
24 ont vue?

25 R. Non. Je me rappelle pas la quantité. Peut-être

1 qu'on me l'a dite, mais je me rappelle pas la  
2 quantité. Mais je me rappelle être intervenu  
3 personnellement dans le dossier, et...

4 Q. **[444]** Et qu'est-ce que vous avez fait?

5 R. Parce que le Port de Montréal m'avait appelé, avait  
6 communiqué avec moi, pour me dire qu'il y avait des  
7 sols... qu'ils avaient des sols contaminés par des  
8 métaux qu'ils acheminaient chez Énergie  
9 Carboneutre. Alors là, moi je les avais rappelés  
10 pour leur dire que Énergie Carboneutre n'était pas  
11 autorisé à recevoir ce type de sol, et c'est alors  
12 que moi j'ai transmis l'information à la division  
13 contrôle pour qu'ils aillent faire une inspection.

14 Q. **[445]** Donc, d'où l'inspection et d'où l'avis  
15 d'infraction.

16 R. Exactement.

17 Q. **[446]** O.K. Et est-ce qu'à ce moment-là ils avaient  
18 commencé les protocoles, à la fin... en novembre  
19 deux mille huit (2008), pour pouvoir se faire  
20 autoriser un nouveau certificat?

21 R. Je me rappelle pas tout à fait les dates et... la  
22 date à laquelle qu'on a accepté, que le Ministère a  
23 autorisé vraiment le premier protocole d'essai,  
24 mais je sais qu'on était... c'était la période où  
25 on était en pourparlers avec eux, pour présenter ce

1           protocole d'essai, que voilà les exigences du  
2           Ministère, voilà ce qu'ils devaient présenter dans  
3           le protocole, pour que le protocole puisse être  
4           accepté par le Ministère.

5       Q. **[447]** Qu'est-ce qui arrive, au Ministère, quand  
6           justement on est en négociation avec le Ministère  
7           puis qu'on... on viole les règles de la qualité de  
8           l'environnement? Est-ce qu'il y a... Est-ce qu'il y  
9           a eu des sanctions, suite à ça?

10      R. Mais, la sanction, c'est qu'on a envoyé un avis  
11         d'infraction...

12      Q. **[448]** O.K.?

13      R. ... et on leur a demandé de... d'éliminer les sols  
14         dans les plus brefs délais. Et si...

15      Q. **[449]** Savez-vous si ça a été fait?

16      R. Enfin, j'imagine que oui si on n'a pas eu d'autres  
17         suites au dossier.

18      Q. **[450]** Est-ce qu'à un moment donné, Monsieur...  
19         Monsieur Antoine, il y a des... le cabinet est  
20         intervenu dans la... dans toute la question du  
21         dossier de Carboneutre, et notamment l'émission du  
22         deuxième certificat?

23      R. Pour l'émission du deuxième certificat  
24         d'autorisation, je ne me rappelle pas avoir  
25         vraiment à traiter des demandes de cabinet. Pour

1            toute la durée du litige avec Énergie Carboneutre,  
2            quand les choses étaient en cour, et à la cour, et  
3            puis dans les différentes modifications qu'on a  
4            faites à l'époque, et on a reçu, oui, j'ai eu à  
5            préparer des demandes de cabinet pour répondre à  
6            des questions.

7            Q. **[451]** O.K. Et quel genre de questions que le  
8            cabinet vous posait? Est-ce que c'est fréquent, ça,  
9            quand on traite un dossier, au niveau des  
10           fonctionnaires, qu'on ait des demandes du cabinet?

11           R. Oui, ça arrive. Mais dans le cas d'Énergie  
12           Carboneutre, c'est arrivé un peu plus souvent.

13           Q. **[452]** Qu'est-ce que vous voulez dire par un peu  
14           plus souvent?

15           R. Un peu plus souvent, ça veut dire que, compte tenu  
16           du contexte, et que Énergie Carboneutre, à certains  
17           moments, se sentait plus ou moins... comme, on  
18           était beaucoup trop présent pour eux, parce que, à  
19           cause des antécédents qu'on avait, que la  
20           compagnie, dès le début, ne coopérait pas avec le  
21           Ministère et puis ne respectait pas son  
22           certification d'autorisation, donc, dans ce cas-là,  
23           le Ministère a toujours manifesté une certaine  
24           présence auprès de la compagnie pour vérifier les  
25           opérations, comment... comment ça allait. Et



1           Énergie Carboneutre a eu à demander, à faire... à  
2           faire des représentations pour savoir là où était  
3           son dossier, et puis pourquoi on faisait telle  
4           exigence, et puis des affaires comme ça.

5       Q. **[453]** O.K. Comment ça fonctionne, généralement, une  
6           intervention du cabinet? Comment ça descend à vous,  
7           un fonctionnaire analyste sur le terrain, ces  
8           demandes-là, puis comment vous les traitez? Peut-  
9           être juste expliquer ça aux commissaires, comment  
10          ça fonctionne.

11          (14:12:40)

12          LA PRÉSIDENTE :

13       Q. **[454]** Et puis expliquez aussi comment il se fait,  
14           vous nous avez dit que ça arrivait souvent, mais  
15           que c'était plus fréquent dans le cas d'Énergie  
16           Carboneutre. Alors, dans quel contexte est-ce que  
17           ça arrivait souvent, ces demandes-là?

18       R. La demande de cabinet?

19       Q. **[455]** Oui?

20       R. Bon, si jamais on a un dossier, disons, je prends  
21           un dossier qui est très médiatisé, par exemple,  
22           donc, très souvent on a une demande de cabinet  
23           pour...

24       Q. **[456]** Avez-vous un exemple de dossier qui serait...

25       R. Par exemple, c'est le Shell, la fermeture de la

1 raffinerie de Shell. D'accord? Et on a eu beaucoup  
2 d'informations qui ont été diffusées sur la  
3 raffinerie, sur le devenir du terrain et ainsi de  
4 suite. Donc, on a eu des demandes de cabinet pour  
5 clarifier la position du Ministère par rapport à la  
6 fermeture et pour pouvoir répondre aux médias si  
7 jamais il y a des questions.

8 Q. **[457]** O.K. Je comprends que dans un... dans un...  
9 l'exemple que vous nous donnez c'est des demandes  
10 du cabinet pour clarifier la position, pour  
11 connaître la position du Ministère, c'est ça?

12 R. C'est ça, oui.

13 Q. **[458]** O.K. Est-ce que vous avez d'autres exemples?

14 R. On a eu un cas dernièrement, c'est le cas des BPC,  
15 le cas des BPC à Pointe-Claire. Il y a eu aussi des  
16 demandes pour vérifier et ce qui se faisait au  
17 niveau du terrain. Donc, sur le terrain qu'est-ce  
18 qu'on faisait, donc, c'est un peu ça, pour savoir  
19 réellement, pour avoir un état de situation clair  
20 de façon à pouvoir répondre aux questions si jamais  
21 il y en a.

22 Me DENIS GALLANT :

23 Q. **[459]** Moi, je veux savoir comment maintenant, ma  
24 question c'est... c'est comment ça descend, c'est  
25 quoi la... la trame usuelle ou le chemin usuel, par

1       exemple, chef de cabinet à sous-ministre. Pouvez-  
2       vous expliquer aux commissaires comment ça  
3       fonctionne? Est-ce que vous le savez?

4       R. Non, moi je ne le sais pas. Ce qui arrive c'est  
5       que... et je me fais, par exemple, approcher par ma  
6       directrice adjointe et qui me dit que, bon, on a  
7       une demande de cabinet sur, par exemple, Énergie  
8       Carboneutre pour savoir où est-ce qu'on est rendu  
9       avec la demande de modification de certificat  
10      d'autorisation ou la demande de certificat  
11      d'autorisation ou, par exemple, à de...  
12      Généralement c'est pour faire un état de situation,  
13      c'est ça.

14     Q. **[460]** O.K. Est-ce qu'il est arrivé que des députés  
15     ou peut-être des ministres qui ne sont pas ministre  
16     de l'Environnement ou qui n'ont pas ce  
17     portefeuille-là ont communiqué directement avec...  
18     avec votre ministère justement pour s'informer d'un  
19     dossier?

20     R. Non. Ça je ne suis pas au courant. Je n'ai pas...  
21     je n'ai pas accès aux personnes d'où originent,  
22     desquelles originent les demandes.

23     Q. **[461]** O.K. Est-ce que ça a déjà été porté à votre  
24     attention que monsieur Tony Tomassi, député de  
25     Lafontaine, s'était informé sur le cheminement du

1 dossier?

2 R. Ça, ça a été fait, c'est plutôt vague, c'est de  
3 mémoire, je me rappelle quand monsieur Tomassi  
4 est... il a été annoncé que monsieur Tomassi ne  
5 faisait plus partie du cabinet. Et puis il y a une  
6 réflexion qui est passée comme ça en disant comme  
7 quoi on aurait beaucoup moins de demandes de  
8 cabinet d'Énergie Carboneutre mais...

9 Q. **[462]** Allez plus loin, c'est quoi cette réflexion-  
10 là? Quand monsieur Tomassi est parti dans les  
11 circonstances qu'on connaît du... du conseil des  
12 ministres, il y a eu une réflexion chez vous au  
13 sein de cet...

14 R. Bien, oui, il y a... il y a quelqu'un, je me  
15 rappelle que comme... il y a une conversation comme  
16 ça qui est partie, mais je n'y ai pas prêté  
17 vraiment beaucoup attention.

18 Q. **[463]** O.K. Je vais... je vais...

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Q. **[464]** En fait, si je comprends bien, vous vous êtes  
21 dit entre vous que vous auriez moins de demandes au  
22 sujet de Carboneutre?

23 R. Oui, c'est ce qui s'est... c'est ce que j'ai  
24 compris de la conversation. Mais je n'avais pas  
25 porté attention.

1 Me DENIS GALLANT :

2 Q. **[465]** Je vais vous montrer une chaîne de courriels  
3 qui, ultimement, a gravité par plusieurs personnes,  
4 mais qui va se terminer chez vous, qui va vous être  
5 adressée par votre supérieur. C'est à l'onglet,  
6 peut-être que ça va vous rafraîchir la mémoire, à  
7 l'onglet 8. Alors, et comme ce sont des courriels  
8 qui part du plus récent au plus ancien, je vais  
9 demander à madame Blanchette d'aller à la page 2.

10 LA GREFFIÈRE :

11 Vous les produisez?

12 Me DENIS GALLANT :

13 Oui, je vais le produire tout de suite.

14 LA GREFFIÈRE :

15 879.

16 Me DENIS GALLANT :

17 879. Parfait.

18

19 98P-879 : Courriel de Brigitte Bérubé du 10 août  
20 2009-Urgent : ECN - Rencontre à  
21 organiser  
22  
23

24 Q. **[466]** Voici, il y a un courriel, et je vais juste  
25 aller avec les interlocuteurs...

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Excusez-moi, Maître. Est-ce que l'onglet 7, qui  
3 était l'avis d'infraction...

4 Me DENIS GALLANT :

5 Je l'ai déposé avec monsieur Ringuette hier.

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Excusez-moi!

8 Me DENIS GALLANT :

9 Il n'y a pas de problème.

10 Q. **[467]** Donc, nous allons aller... alors c'est un  
11 courriel qui est envoyé de madame Claudine  
12 Metcalfe. Est-ce que ça vous dit quelque chose  
13 madame Metcalfe?

14 R. Non.

15 Q. **[468]** Bon. Pour les besoins, parce que ça va être  
16 expliqué plus tard par un autre témoin, madame  
17 Metcalfe était au cabinet de la ministre de  
18 l'Environnement. Parfait. Adressé à monsieur Paul  
19 Letendre. Est-ce que Paul Letendre, ça vous dit  
20 quelque chose?

21 R. Non plus.

22 Q. **[469]** Bon. Voici ce que le courriel dit « urgent »,  
23 et la date, c'est le dix (10) août deux mille neuf  
24 (2009). Donc, pendant les protocoles, j'imagine,  
25 parce que le fameux certificat...

1 R. Oui, c'est vrai.

2 Q. **[470]** ... va être émis, va être émis le printemps  
3 suivant?

4 R. Deux mille dix (2010).

5 Q. **[471]** Deux mille dix (2010). Au mois de mai.

6 Voici les préoccupations de monsieur  
7 Tomassi au sujet de l'entreprise ECN.  
8 Et ça, elle reprend ce que monsieur Tomassi lui a  
9 envoyé.

10 Est-il possible qu'ECN puisse obtenir  
11 un C.A. temporaire pour qu'il puisse  
12 continuer à recevoir des sols, car ils  
13 ont effectué les tests? Le rapport est  
14 soumis au MDDEP.

15 Donc au ministère du Développement durable.

16 Tout fonctionne et les résultats sont  
17 A-1.

18 Monsieur Tomassi, il semble qu'il sait ça, lui.

19 Il semble qu'ils doivent attendre que  
20 tous les fonctionnaires reviennent de  
21 vacances à la fin septembre pour  
22 commencer à vérifier l'analyse. Merci  
23 de me répondre aujourd'hui le 10 août.

24 Si on monte ensuite de ça, on va aller, on va aller  
25 en haut de la page 2 de 3. Donc... Et le fameux

1 courriel est envoyé de madame Metcalfe à monsieur  
2 Letendre à huit heures douze (8 h 12). Ensuite de  
3 ça, Paul Letendre va l'envoyer à Michel Rousseau.  
4 Michel Rousseau, j'imagine, ça, ça vous dit quelque  
5 chose?

6 R. Oui. C'est le sous-ministre adjoint.

7 Q. **[472]** C'est le sous-ministre adjoint?

8 R. Oui.

9 Q. **[473]** Au Ministère. Et ça va être écrit :

10 Code 133 MR. Échéance : aujourd'hui.

11 Merci à l'avance. Paul Letendre.

12 Est-ce que ça vous dit quelque chose ce qui est  
13 écrit là?

14 R. Vous parlez du code?

15 Q. **[474]** Code 133 MR?

16 R. Non, ça ne me dit rien.

17 Q. **[475]** Non. Mais ce qui est clair, c'est « échéance  
18 : aujourd'hui »?

19 R. Oui.

20 Q. **[476]** Ensuite de ça, on va aller en haut. Et ça, il  
21 était dix heures dix (10 h 10). On va aller plus  
22 haut, on va aller d'un message... il faut aller à  
23 la fin de la page 1 de 3 pour bien comprendre.  
24 Donc, un message de Denis Lapointe envoyé le dix  
25 (10) août deux mille neuf (2009) à dix heures



1           vingt-deux (10 h 22). Denis Lapointe, savez-vous  
2           c'est qui?

3           R. Oui, c'était un attaché politique.

4           Q. **[477]** Un attaché politique. À Brigitte Bérubé. Qui  
5           est Brigitte Bérubé?

6           R. C'était ma directrice adjointe.

7           Q. **[478]** Carrément votre directrice. Quand je vous  
8           dis, là, quand je vous ai parlé, la question  
9           tantôt, comment ça descendait les demandes de  
10          cabinet, vous en avez peut-être un exemple là?

11          R. Oui, c'était ma directrice adjointe.

12          Q. **[479]** C'est votre directrice. Donc, là ça tombe  
13          chez les fonctionnaires. Et Denis Lapointe va  
14          écrire à Brigitte Bérubé.

15                        Bonjour Brigitte. Pourrais-tu me  
16                        préparer une réponse à la question de  
17                        madame Metcalfe, ci-dessus, pour  
18                        aujourd'hui? Merci de ta  
19                        collaboration.

20          Maintenant, je vais aller... Votre patronne va  
21          envoyer à André... Valiquette... à vous, copie  
22          conforme à Yves Valiquette, qui était votre patron,  
23          votre chef d'équipe?

24          R. Non, c'est encore le chef d'équipe.

25          Q. **[480]** Chef d'équipe. Donc, à quatorze heures cinq

1 (14 h 05), la même journée, Brigitte Bérubé va  
2 envoyer, va vous faire suivre le courriel, va vous  
3 demander la chose suivante, va mettre copie  
4 conforme Yves Valiquette :

5 Urgent, rencontre à organiser.  
6 Importance haute. Indicateur de suivi.  
7 Assurer un suivi. Bonjour André. Comme  
8 mentionné dans le courriel ci-dessous,  
9 et la fiche synthèse approuvée, la  
10 Direction régionale s'est engagée à  
11 organiser dès ton retour de vacances  
12 une rencontre avec ECN sur le rapport  
13 présentant des résultats du protocole  
14 d'essai. Je compte sur ta précieuse  
15 collaboration pour organiser  
16 rapidement cette rencontre et procéder  
17 à l'évaluation des résultats des  
18 essais avec nos collègues du Service  
19 des lieux contaminés. Merci et bonne  
20 journée.

21 R. Oui.

22 Q. **[481]** Alors, est-ce qu'il y a eu un suivi de ça?  
23 Est-ce que, à la demande de monsieur Tomassi, il a  
24 pu y avoir un C.A. temporaire? Êtes-vous en mesure  
25 de répondre à ça?

1 R. Non, on ne donne pas de C.A. temporaire au  
2 Ministère.

3 Q. **[482]** Est-ce qu'il y a eu cette fameuse rencontre  
4 finalement avec...

5 R. Avec ECN?

6 Q. **[483]** Oui.

7 R. Possiblement parce que, comme disent les courriels,  
8 ils avaient soumis des résultats d'analyses. Donc,  
9 il fallait valider ces résultats d'analyses avec  
10 nos collègues du service de l'eau contaminée. Donc,  
11 il y a eu certainement des rencontres entre nous  
12 pour valider le résultat et après ça, rencontrer la  
13 compagnie pour, pour leur dire, et si on était  
14 d'accord ou bien s'il y avait des améliorations à  
15 apporter.

16 Q. **[484]** O.K. Peut-être en lien avec la réponse que  
17 vous avez fournie un petit peu plus tôt, c'est-à-  
18 dire quand monsieur Tomassi est parti, on va dire,  
19 finalement on va moins parler du dossier  
20 Carboneutre, est-ce que quand je vous montre ce  
21 courriel-là, vous êtes d'accord avec moi que  
22 monsieur Tomassi, qui est pas du tout au ministère  
23 de l'Environnement, qui est le député de  
24 Lafontaine, qui a été ministre de la famille, en  
25 connaît un petit bout sur le dossier, là?

1 R. Bien, d'après les courriels, oui, il est intervenu.

2 Q. **[485]** O.K. Est-ce qu'à votre connaissance  
3 personnelle il serait intervenu autrement?

4 R. Non, parce que moi je ne lui ai jamais parlé  
5 personnellement.

6 Q. **[486]** Est-ce que vous avez eu d'autres demandes qui  
7 faisaient suite à des demandes de monsieur Tomassi,  
8 outre celle-là?

9 R. Je ne me rappelle pas, non. Je ne crois pas.

10 Q. **[487]** Vous ne croyez pas?

11 R. Non.

12 Q. **[488]** O.K. Est-ce qu'on peut dire que dans le  
13 dossier Carboneutre, il y a eu plus de demandes  
14 politiques que dans d'autres dossiers? À votre  
15 connaissance personnelle.

16 R. Ce que je viens de dire tantôt c'est que, c'était  
17 un dossier plus ou moins litigieux où Énergie  
18 Carboneutre se sentait plus ou moins lésée du fait  
19 qu'elle ne pouvait pas, suite au moment où on avait  
20 imposé des ratios, des ratios d'entreposage, des  
21 affaires comme ça, et... ils se sentaient pas à  
22 l'aise pour faire ce qu'ils voulaient parce que le  
23 Ministère manifestait une présence constante sur le  
24 terrain. À ce moment-là, oui, je peux dire qu'il y  
25 a eu des demandes.

1 Q. **[489]** O.K. Quand on a des interventions du cabinet,  
2 est-ce que généralement on fait en sorte qu'on va  
3 plus vite dans le dossier? Est-ce qu'on met le  
4 dossier en haut de la pile? Peut-être juste nous  
5 expliquer si... s'il y a une pression qui est  
6 ressentie quand le politique intervient.

7 R. Bon, c'est entendu quand il y a une demande de  
8 cabinet, on fait le plus rapidement possible pour  
9 répondre à cette demande-là, et des fois on nous  
10 donne même des échéanciers pour donner la réponse.

11 Q. **[490]** O.K. Est-ce que vous avez déjà, est-ce que  
12 vous avez pris part à des rencontres, des  
13 rencontres quant au dossier Carboneutre avec des  
14 membres du personnel politique, vous-même, Monsieur  
15 Antoine?

16 R. Jamais.

17 Q. **[491]** Jamais? Jamais. Est-ce que vous avez eu des  
18 rencontres avec vos sous-ministres concernant le  
19 dossier Carboneutre?

20 R. Non, jamais.

21 Q. **[492]** Jamais non plus. C'est vraiment, là, ce qu'on  
22 appelle, sur le terrain en tant que tel?

23 R. Oui.

24 Q. **[493]** Et, et selon, selon vous, vous saviez, là,  
25 que monsieur Tomassi, parce que vous disiez, vous

1           en avez discuté avec vos collègues, mais la seule  
2           demande directe de sa part qui vous a été  
3           transmise, c'est ce qu'on vient de déposer puis ce  
4           qu'on vient de vous montrer, est-ce que c'est  
5           exact?

6       R. Bon, on n'en discutait pas réellement parce que là,  
7           si vraiment on en discutait, je m'en serais  
8           rappelé. On n'en discutait pas réellement.  
9           D'ailleurs, et mes collègues ne sont pas partie  
10          prenante au dossier. S'il y a quelqu'un qui devait  
11          en discuter, c'est moi qui devais peut-être leur en  
12          parler. Je me rappelle pas en avoir parlé avec mes  
13          collègues de monsieur Tomassi pour son intervention  
14          dans le dossier. Mais qu'on ait discuté du fait  
15          qu'on avait des demandes, des demandes assez  
16          pressantes chez Énergie Carboneutre, oui.

17       Q. **[494]** O.K. Monsieur Arcuri, vous dites que vous  
18          l'avez rencontré à bon nombre de reprises...

19       R. Oui.

20       Q. **[495]** ... à partir de deux mille huit (2008). Est-  
21          ce que, à un moment donné, vous avez été informé  
22          que ce monsieur-là serait peut-être lié au crime  
23          organisé italien?

24       R. Non, jamais. Et l'information, nous l'avons eue à  
25          la Direction régionale et comme... comme tout le

1 monde, c'est-à-dire à travers les journaux, quand  
2 ça a paru dans les médias.

3 Q. **[496]** O.K. Est-ce que vous avez, lorsque... pour  
4 monsieur Arcuri, monsieur Desjardins, est-ce que  
5 c'est la même réponse pour monsieur Raynald  
6 Desjardins?

7 R. Oui, c'est la même réponse pour monsieur  
8 Desjardins.

9 Q. **[497]** Vous-même, jamais, pensé que ce monsieur-là  
10 était peut-être...

11 R. Non.

12 Q. **[498]** ... lié de quoi que ce soit. Des gens dans  
13 votre entourage, au Ministère, qui vous a, qui vous  
14 auraient peut-être prévenu, faites peut-être  
15 attention, regardez ça très, de très près. Il y a  
16 peut-être des gens qui sont reliés, de près ou de  
17 loin, au crime organisé, est-ce que... est-ce que,  
18 est-ce que c'est venu à vos oreilles? Est-ce qu'il  
19 y a eu des discussions de ça?

20 R. Non. On a parlé de monsieur Desjardins au Ministère  
21 seulement quand la nouvelle a paru que monsieur  
22 Desjardins faisait partie de la mafia, donc, la  
23 discussion a porté.

24

25 (14:27:13)

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. [499] Quand, ça?

3 R. Quand ça a paru dans les journaux, Madame la  
4 Présidente.

5 Q. [500] Quand est-ce que c'est venu à vos oreilles?

6 R. Je ne me rappelle pas à quelle époque ça...

7 Q. [501] Quand, par rapport au moment où vous... où il  
8 vous a remis sa carte?

9 R. Ah, ça c'était antérieur à... antérieurement à ce  
10 que... à ce que cette information soit parue dans  
11 les journaux.

12 Me DENIS GALLANT :

13 Q. [502] Est-ce que... Est-ce qu'on... Est-ce qu'on  
14 peut dire que c'est peut-être sorti dans les  
15 journaux avant l'émission du certificat du vingt-  
16 cinq (25) mai deux mille dix (2010), ou vous n'êtes  
17 pas capable de nous le dire?

18 R. Non. Je ne sais pas.

19 Q. [503] Vous ne savez pas du tout?

20 R. Non.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Q. [504] Mais c'est quand même un fait marquant. Est-  
23 ce qu'il n'y a pas quelque chose qui ferait que  
24 vous pouvez vous en rappeler, par rapport à la  
25 carte, par rapport au moment où vous l'avez



1           rencontré? Combien de temps après ou avant vous  
2           avez su le fait?

3       R. Ce que je peux vous répondre, Madame la Présidente,  
4       c'est que pour moi personnellement, au dossier,  
5       monsieur Desjardins ne faisait pas partie du  
6       dossier. Il a donné une carte, et je l'ai mise dans  
7       le dossier. Mais les personnes qui faisaient partie  
8       du dossier, c'était les personnes avec  
9       lesquelles... c'est les personnes qui signaient au  
10      nom de Énergie Carboneutre. C'était monsieur  
11      Ringuette et monsieur Thériault.

12     Q. **[505]** Bon. Et quand vous avez appris, d'abord  
13      qu'est-ce que vous avez appris au sujet de monsieur  
14      Desjardins?

15     R. Ce que les journaux ont raconté. Que monsieur  
16      Desjardins fait partie de la mafia.

17     Q. **[506]** Bon. Ça ce n'était pas marquant, pour vous,  
18      quand vous avez appris ça?

19     R. Oui. Exactement, et puis quand on a dit ça, j'ai  
20      dit, « Ça me semble qu'on a un... » Ce monsieur, je  
21      l'ai rencontré, et puis il avait... il m'avait  
22      remis une carte. Je suis allé dans le dossier puis  
23      j'ai trouvé sa carte.

24     Q. **[507]** Bon, voilà. Alors, vous êtes peut-être  
25      capable de nous situer approximativement quand vous

1           avez appris ça.

2           R. Réellement, je n'ai pas fait... Je n'ai pas fait le  
3           lien d'aller vérifier...

4           Q. **[508]** Vous n'avez pas fait le lien? Vous venez de  
5           dire que vous êtes allé voir la carte qu'il y avait  
6           dans le dossier.

7           R. Oui.

8           Q. **[509]** Là... Vous ne pouvez pas dire que vous  
9           n'aviez pas fait le lien.

10          R. Je sais qu'il y avait la carte. Je suis allé voir  
11          la carte pour voir si vraiment c'était... si  
12          c'était une carte de monsieur Raynald Desjardins.  
13          Mais dire...

14          Q. **[510]** Donc, vous aviez fait le lien.

15          R. Dire que réellement, au moment où il l'a fait, que  
16          ça m'est resté... À savoir est-ce que c'était avant  
17          l'émission du certificat ou après, ça, je ne me  
18          rappelle pas. Quand l'information a paru dans les  
19          journaux.

20          Me DENIS GALLANT :

21          Q. **[511]** Est-ce qu'on comprend que monsieur Raynald  
22          Desjardins n'a jamais participé, sauf la seule fois  
23          que vous l'avez vu, à des rencontres concernant  
24          l'obtention du deuxième certificat?

25          R. Non. Il n'est jamais venu.

1 Q. **[512]** Est-ce que monsieur Arcuri était pas mal dans  
2 toutes les rencontres pour l'obtention du deuxième  
3 certificat?

4 R. Il était toujours présent, monsieur Arcuri.

5 Q. **[513]** Donc, on peut parler qu'au cours de l'année  
6 deux mille neuf (2009), monsieur... monsieur Arcuri  
7 était... était omniprésent dans le dossier  
8 Carboneutre?

9 R. Oui.

10 Q. **[514]** C'est un peu intéressant, ce que vous disiez,  
11 par contre. Moi j'avais les noms de Ringuette,  
12 j'avais les noms de Thériault. Monsieur Arcuri,  
13 selon vous, il parlait pour qui? Pour Énergie  
14 Carboneutre ou pour Société internationale  
15 Carboneutre?

16 R. Monsieur Arcuri était présenté comme le financier,  
17 c'est-à-dire comme quelqu'un qui... qui faisait  
18 partie d'Énergie Carboneutre comme... comme  
19 financier. Donc, monsieur Arcuri était toujours là.  
20 Mais tous les documents relatifs au certificat  
21 d'autorisation sont signés par monsieur Ringuette  
22 et monsieur Thériault.

23 Q. **[515]** Jamais par monsieur Arcuri?

24 R. Jamais par monsieur Arcuri.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. **[516]** Alors la question de maître Gallant, c'est au  
3 nom de qui se présentait-il? Énergie Carboneutre ou  
4 Société internationale Carboneutre?

5 R. Il était toujours accompagné d'Énergie Carboneutre,  
6 donc, pour nous, il était là en tant que  
7 représentant d'Énergie Carboneutre.

8 Me DENIS GALLANT :

9 Q. **[517]** Pour vous, outre des cartes d'affaires, outre  
10 également le nom qui a apparu lors du permis de la  
11 Ville, pour vous, Société internationale  
12 Carboneutre n'est pas un de vos interlocuteurs.  
13 C'est ce que je comprends de votre témoignage.

14 R. Je n'ai pas le permis de la Ville ou qui a été  
15 délivré à Société internationale Carboneutre. Je  
16 l'ai cherché dans le dossier, et je n'ai rien  
17 trouvé.

18 Q. **[518]** Vous n'avez rien trouvé. Mais vous vous  
19 rappelez que...

20 R. Oui. J'en ai discuté...

21 Q. **[519]** ... c'est suite à des documents de la  
22 Ville...

23 R. J'en ai discuté avec un représentant de la Ville.  
24 J'avais mis une note manuscrite dans mon dossier.

25 Q. **[520]** Parfait. Une fois que monsieur... monsieur

1 Tomassi va quitter le cabinet, est-ce qu'à un  
2 moment donné il y a le... Ça c'est le cabinet des  
3 ministres, là, mais je parle du cabinet, là, du  
4 ministère du Développement durable. Est-ce qu'à un  
5 moment donné il va y avoir comme une scission,  
6 c'est-à-dire que le ministère va... le cabinet va  
7 arrêter de... de demander des rapports ou des  
8 résumés de situ... des états de situation? Est-ce  
9 que ça va arrêter, à un moment donné, les  
10 fonctionnaires vont décider, là, de leur propre  
11 chef, d'émettre le deuxième certificat?

12 R. Pouvez-vous reprendre la question?

13 Q. **[521]** Oui, elle était longue, elle était ardue,  
14 j'en conviens. C'est-à-dire est-ce qu'à un moment  
15 donné vous avez senti que le cabinet a... vous a  
16 laissé les coudées franches et que... à partir de  
17 telle date le cabinet ne vous demandait plus rien,  
18 de dire : « C'est le travail des fonctionnaires  
19 puis vous déciderez, oui ou non, d'émettre le  
20 certificat d'autorisation ». Est-ce que vous vous  
21 souvenez de... de...

22 R. Bon, j'aimerais peut-être mettre les choses en...

23 Q. **[522]** Allez-y?

24 R. ... en contexte.

25 Q. **[523]** Oui?

1 R. C'est que toutes les demandes de cabinet que j'ai  
2 eues, auxquelles j'ai eu à répondre, ce n'était pas  
3 des demandes dirigées en ce sens que... et on  
4 sentait et comme on se sentait pris pour... pour  
5 répondre dans un sens ou dans un autre.

6 Q. **[524]** Qu'est-ce que vous voulez dire par là?

7 R. Bien, ça veut dire... ça veut dire que... on  
8 n'avait pas de pression, là, comme quoi et... on  
9 devait... on devait répondre de façon à ce que...  
10 pour faire plaisir à Énergie Carboneutre ou bien  
11 pour répondre quelque chose de positif envers  
12 Énergie Carboneutre, on nous laissait... on nous  
13 laissait libre exercice de nos fonctions, ça veut  
14 dire qu'on répondait au vu et selon... selon notre  
15 compétence, selon et en... selon la situation du  
16 moment, ce que nous avons analysé, on répondait  
17 comme ça. On n'avait jamais de pression comme quoi  
18 on devait répondre quelque chose et non une autre.

19 Q. **[525]** Est-ce que la pression c'était il faut  
20 répondre, par exemple?

21 R. Bon, ça c'est pour toutes les demandes de cabinet,  
22 ça ce n'est pas nécessairement pour Énergie  
23 Carboneutre, c'est pour toutes les demandes de  
24 cabinet. On donne une priorité à ça, aux demandes  
25 de cabinet.

1 Q. **[526]** Et je reviens à ma question parce que je ne  
2 suis pas sûr que vous y avez répondu clairement.  
3 Est-ce que dans votre carrière, outre des dossiers  
4 majeurs peut-être comme Shell, on parle d'un  
5 démantèlement, là, d'une usine importante dans  
6 l'est de Montréal, est-ce que Énergie Carboneutre a  
7 été un des dossiers pour lequel il y a eu plus de  
8 demandes du cabinet, selon vous?

9 R. À un certain moment, oui, il y a eu beaucoup de  
10 demandes de cabinet.

11 (14:34:26)

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Q. **[527]** Qui concernaient quoi?

14 R. Qui concernaient l'évolution du dossier.

15 Q. **[528]** Ah, dans Carboneutre, dans Énergie  
16 Carboneutre?

17 R. Oui.

18 Q. **[529]** O.K. Et là, je comprends qu'après avoir eu le  
19 mémo de...

20 Me DENIS GALLANT :

21 Finalement de madame Metcalfe qui a monté...

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Oui, c'est ça, exactement.

24 Me DENIS GALLANT :

25 ... jusqu'à son supérieur immédiat.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. **[530]** Exactement. Où on mentionne que tout  
3 fonctionne et que les résultats sont A-1 et qu'on  
4 vous demande bien poliment d'organiser une  
5 rencontre le plus tôt possible et de vous arranger  
6 avec... tel que c'est indiqué au courriel, vous,  
7 vous n'aviez pas de pression, vous ne sentiez pas  
8 de pression qu'il fallait émettre un certificat?

9 R. Premièrement, comme j'ai dit, il y avait un rapport  
10 qui a été fourni, c'était un rapport, je ne sais  
11 pas si c'était un rapport d'étape ou bien un  
12 rapport final à l'époque. Et on nous a demandé  
13 simplement de faire l'exercice, de valider les  
14 réponses et puis d'organiser... et puis après d'en  
15 informer. Donc, on a vérifié, j'ai vérifié avec mes  
16 collègues du central et puis on a organisé une  
17 rencontre et puis...

18 Q. **[531]** Vous avez au moins eu la pression d'accélérer  
19 les choses?

20 R. Oui, bien, enfin, c'est ce que je viens de dire,  
21 Madame la Présidente. C'est que lorsqu'on a une  
22 demande de cabinet, on fait le possible pour faire  
23 les choses le plus rapidement possible.

24 Q. **[532]** Le dossier passe sur la pile du haut?

25 R. On peut dire ça comme ça, oui.



1 Me DENIS GALLANT :

2 Q. **[533]** Mais selon vous, parce que je n'ai pas la  
3 suite du courriel, mais selon vous, vous avez  
4 effectivement répondu qu'il était pas possible que  
5 temporairement dans l'attente que Énergie  
6 Carboneutre reçoive ce genre de terre là?

7 R. Mais il n'est... il n'est prévu nulle part dans la  
8 loi d'émettre des certificats d'autorisation  
9 temporaires.

10 Q. **[534]** Parfait. Donc, la réponse était claire, là?

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Q. **[535]** Mais vous, est-ce que vous avez répondu ça?  
13 C'est ça la question, est-ce que vous leur avez dit  
14 que ce n'était pas...

15 R. Oui.

16 Q. **[536]** ... possible d'émettre un certificat  
17 temporaire?

18 R. Oui. De toute façon, je ne crois pas que la  
19 question... la question réapparaisse nulle part.  
20 C'est qu'on n'émet pas de certificat d'autorisation  
21 temporaire.

22 Me DENIS GALLANT :

23 Q. **[537]** Monsieur... monsieur Ringuette a parlé  
24 effectivement qu'il y a eu des protocoles d'essai.  
25 Dans un premier temps, il y en a un justement qui

1 a... qui a pas fonctionné, le Ministère a refusé  
2 d'émettre un certificat d'autorisation sur toute la  
3 question de la ségrégation granulométrique, des HAP  
4 et des métaux lourds, c'est exact?

5 R. Il y a eu un certificat qui a été...

6 Q. **[538]** Non, non, ce que je veux dire, c'est qu'il y  
7 a eu des protocoles d'essais avant?

8 R. Bien, il y a eu un premier protocole d'essais.

9 Q. **[539]** Effectivement, c'est ça ma question. Il y a  
10 eu un premier?

11 R. Oui, il y a eu un premier protocole d'essais. Et  
12 lorsqu'on a analysé les résultats, on n'était pas  
13 capable de conclure que la technologie était  
14 viable. Alors, de concert...

15 Q. **[540]** Sans rentrer dans les détails, juste pour  
16 notre curiosité, c'est-à-dire sans rentrer dans les  
17 détails, pourquoi ce premier protocole vous disait  
18 que cette technologie-là n'était pas viable?

19 R. Bien, nos collègues, on avait détecté plusieurs  
20 failles au niveau de l'échantillonnage, au niveau  
21 des analyses. Donc, on n'était pas certain du type  
22 de sol. Et on n'avait pas d'information sur le type  
23 de sol et sur la façon de réagir différents types  
24 de sols face à la technologie qui était présentée.  
25 Donc, c'est tout ça qu'on voulait valider avant de

1           prendre une décision.

2       Q. **[541]** Je vais vous poser la question suivante, puis  
3           je vous mets dans le contexte, puis vous me  
4           corrigez parce que je n'ai pas... ce n'est vraiment  
5           pas mon domaine, là. Ce que je comprends, ce que je  
6           comprends, c'est que, pour traiter ce qu'on appelle  
7           des sols contaminés aux métaux lourds, bon, il y a  
8           plusieurs... Eux autres ce qu'ils disaient, c'est  
9           que c'était un traitement, monsieur Ringuette et la  
10          compagnie Carboneutre disaient, on est capable de  
11          traiter ces sols-là via un tamisage.

12       R. Hum, hum.

13       Q. **[542]** Ni plus ni moins c'est ça, là, c'est-à-dire,  
14          on prend des sols contaminés aux métaux lourds, on  
15          fait un certain tamisage. Ce qu'on fait en sorte,  
16          c'est qu'on essaie de récupérer de la bonne terre  
17          qui va être réutilisable. Et il va rester, bien, si  
18          le procédé fonctionne, il va rester un petit amas  
19          de résidus de métaux. C'est exact? Grosso modo, je  
20          comprends...

21       R. Bien, le sol contaminé aux métaux.

22       Q. **[543]** C'est ça. Le sol contaminé aux métaux. Qui,  
23          eux autres, nécessairement, devront être enfouis  
24          parce que ne pourront pas être traités, puis ça va  
25          prendre un certificat pour les enfouir?

1 R. Une lettre de dérogation.

2 Q. **[544]** Une lettre de dérogation. Jusqu'ici je vais  
3 bien?

4 R. Oui.

5 Q. **[545]** Bon. Ceci étant dit, ce qu'on vous dit, c'est  
6 qu'on est capable d'enlever les métaux lourds, et  
7 ça, on pourrait aller jusqu'à des sols contaminés  
8 jusqu'à D+ qu'on n'a pas le droit d'enfouir, sauf  
9 s'il y a une dérogation? Ce que je comprends de la  
10 loi, là, c'est ça?

11 R. Oui.

12 Q. **[546]** C'est-à-dire, je n'ai pas le droit parce  
13 qu'ils... je pense que c'est le pire, le pire  
14 score, le D+.

15 R. Mais ça, ça vaut pour tous les contaminants.

16 Q. **[547]** Ça va pour tous les contaminants. Parfait.  
17 Donc, ce qu'on dit, c'est qu'à ce moment-là, chez  
18 Énergie Carboneutre, ce qu'on vous dit, c'est qu'on  
19 a un traitement ou on a une technique pour  
20 justement séparer et enlever dans une grande partie  
21 les contaminants aux métaux lourds, et c'est pour  
22 ça qu'on veut notre certificat d'autorisation?  
23 Jusque-là je vais bien?

24 R. Oui.

25 Q. **[548]** Il y a peut-être des nuances.

1 R. Il y a des nuances.

2 Q. **[549]** Puis je vais vous laisser les apporter, les  
3 nuances. Ceci étant dit, il va y avoir un premier  
4 protocole d'essais, parce que vous ne pouvez pas  
5 autoriser, vous ne pouvez pas émettre un certificat  
6 d'autorisation sans protocole d'essais?

7 R. On peut le faire.

8 Q. **[550]** Vous pourriez le faire. Mais dans ce cas-là,  
9 vous avez décidé de ne pas le faire?

10 R. Dans ce cas-là, on a décidé de procéder par des  
11 protocoles d'essais.

12 Q. **[551]** Parfait. Et ce que vous nous dites, c'est que  
13 le premier protocole d'essais n'était pas à la  
14 hauteur et ne démontrait pas grand-chose,  
15 finalement, c'est exact?

16 R. C'est ça.

17 Q. **[552]** Donc, ils se sont attelés à un deuxième...

18 R. Oui.

19 Q. **[553]** ... protocole d'essais? D'ailleurs, c'est  
20 pour ça qu'il va y avoir une certaine, je vous  
21 dirais, un laps de temps à peu près d'une année et  
22 demie peut-être à deux ans entre la demande du  
23 certificat d'autorisation et finalement l'émission  
24 du certificat le vingt-cinq (25) mai deux mille dix  
25 (2010). Parce que le Ministère voulait que les

1 tests soient concluants. Il va y avoir un deuxième  
2 protocole d'essais?

3 R. Oui.

4 Q. **[554]** C'est exact. Qui, lui, va être concluant?

5 R. C'est ça.

6 Q. **[555]** Parfait. Ceci étant dit, suite à ça, le  
7 vingt-cinq (25) mai deux mille dix (2010), le  
8 Ministère va autoriser le fameux certificat. Puis  
9 on va le prendre à l'écran. Qui est 97P-875, qui  
10 est à l'onglet 11.

11 Madame Blanchette, est-ce que vous le cherchez?

12 Alors c'est la pièce...

13 VOIX NON IDENTIFIÉE :

14 P-875.

15 Me DENIS GALLANT :

16 Q. **[556]** Effectivement. Donc, qu'on l'ait à l'écran.  
17 Ce que je vais, je vais, je vais vous le lire, là.  
18 Vous avez, vous allez le lire?

19 R. Oui, je l'ai.

20 Q. **[557]** Allez à l'onglet 11. Alors, certificat  
21 d'autorisation signé le vingt-cinq (25) mai deux  
22 mille dix (2010) et, objet : Traitement de sols  
23 contaminés. Et on va dire... et ce qu'on fait  
24 c'est... quand on regarde en quoi consiste, bon,  
25 l'augmentation de la capacité de traitement, vous

1       avez le traitement par volatisation des sols  
2       contaminés par des hydrocarbures, bon, ce qui était  
3       déjà, ce qui était... et ensuite de ça, les HPA et  
4       assèchement des cellules de traitement puis  
5       séparation granulométrique des sols contaminés par  
6       des métaux. C'est exact?

7       R. Oui.

8       Q. **[558]** Parfait. J'ai posé la question spécifiquement  
9       à monsieur Ringuette et la séparation  
10       granulométrique, c'est pas un procédé qui est  
11       breveté, c'est quelque chose qui existait puis qui  
12       existe depuis pas mal longtemps. Oui?

13       R. J'imagine, oui.

14       Q. **[559]** Vous imaginez?

15       R. C'est de la... c'est de la volatilisatation.

16       Q. **[560]** C'est de la volatilisatation...

17       R. Ah! excusez, c'est de la...

18       Q. **[561]** C'est de la ségrégation, c'est du tamisage.

19       R. C'est du tamisage, excusez-moi.

20       Q. **[562]** Alors c'est... c'est pas, c'est pas un  
21       procédé qui est révolutionnaire en soi...

22       R. Non.

23       Q. **[563]** ... mais qui est très intéressant par  
24       contre...

25       R. C'est ça.

1 Q. **[564]** ... parce que si on peut réutiliser des  
2 terres, bien, je pense que tout le monde est pour  
3 la vertu puis pour l'environnement, donc on enfouit  
4 moins de terre qui, qui peut être contaminée. C'est  
5 exact?

6 R. Hum, hum.

7 Q. **[565]** Alors c'est intéressant pour le Ministère.  
8 Ceci étant dit, en faisant ça, en... est-il exact  
9 quand... en émettant le certificat d'autorisation,  
10 donc le bureau de Montréal, la ré... la Di... la  
11 Direction régionale de Montréal, refusait à partir  
12 de ce moment-là toute dérogation pour enfouir des  
13 sols contaminés... contaminés aux métaux lourds et  
14 aux HAP de D+, à la hauteur de D+, ne permettrait  
15 plus aucune dérogation à moins d'obtenir une lettre  
16 d'Énergie Carboneutre disant qu'ils ne sont pas  
17 capables de traiter les sols. Est-ce que c'est  
18 exact, ça?

19 R. Et pour les... Pour les métaux, oui. Et parce  
20 que...

21 Q. **[566]** J'en suis aux métaux, j'en suis aux métaux.

22 R. Oui. Mais pour les HAP, non.

23 Q. **[567]** O.K. Mais on va rester pour les métaux.

24 R. Pour les métaux, oui, parce qu'on avait estimé que  
25 ça répondait aux exigences de l'article.



1 Q. [568] Parfait. Donc, ce qui faisait en sorte si une  
2 compagnie ou un promoteur, quoi que ce soit,  
3 sortait des camions d'un site en construction, il y  
4 a un expert, c'est que... c'est de la manière que  
5 ça fonctionne, il y a un expert qui va faire des  
6 prélèvements, qui va dire, ouf! ça c'est, c'est,  
7 c'est du D+, O.K., aux métaux...

8 R. Hum, hum.

9 Q. [569] ... et, généralement ce qu'on faisait avant  
10 ce protocole-là, on demandait au Ministère une  
11 dérogation pour les enfouir. Est-ce que c'est  
12 exact, ça?

13 R. Oui.

14 Q. [570] Oui. Parfait. Dès que le... dès que le  
15 certificat d'autorisation a été émis à Carboneutre,  
16 est-il exact de dire que la Direction régionale de  
17 Montréal, pendant un certain temps, a refusé toute  
18 dérogation pour l'enfouissement?

19 R. Bon, je ne sais pas combien ont été refusés mais on  
20 avait pris cette décision.

21 Q. [571] Vous aviez pris cette décision-là. O.K. Est-  
22 ce qu'on comprend également que d'autres directions  
23 régionales, notamment celle de la Mauricie-Centre-  
24 du-Québec, étaient vraiment pas d'accord avec cette  
25 interprétation-là? À tort ou à raison, là. C'est

1 pas...

2 R. Disonsque... disons que... comment je pourrais  
3 dire? La mésentente n'est pas venue d'une autre  
4 direction régionale.

5 Q. **[572]** Elle est venue de qui?

6 R. Elle est venue de, d'une compagnie...

7 Q. **[573]** Pour ne pas la nommer, on l'a déjà nommée.  
8 Horizon en Estrie.

9 R. Horizon qui...

10 Q. **[574]** En Mauricie.

11 R. ... a fait des représentations auprès de sa  
12 direction régionale qui est la Direction régionale  
13 de la Mauricie, pour dire que cette décision les  
14 lésait compte tenu qu'eux, ils avaient déjà fait  
15 cette approche-là et qu'on leur avait dit non.

16 Q. **[575]** Est-ce qu'il y a eu une problématique...  
17 qu'il y a eu une problématique à un moment donné où  
18 est-ce que tous, toutes les terres contaminées aux  
19 métaux lourds D+, dès que ça sortait de sites dans  
20 la région de Montréal, on a refusé pendant un  
21 certain temps en leur disant, va te chercher une  
22 lettre de chez Carboneutre, puis si Carboneutre te  
23 disent on n'est pas capable de traiter, là je vais  
24 te donner une dérogation, mais qu'en région, dans  
25 d'autres régions, notamment Mauricie-Centre-du-

1 Québec, on ne le faisait pas, ça?

2 R. Oui.

3 Q. **[576]** Donc, savez-vous pendant combien de temps ça  
4 a duré cette... je vous dirais... puis je ne veux  
5 pas savoir qui a raison ou qui a tort, là. Ça a  
6 duré pendant combien de temps ces doubles  
7 standards-là au sein des directions régionales du  
8 Ministère?

9 R. Je dirais que ça a duré de... de la date d'émission  
10 du certificat, qui est mai deux mille dix (2010),  
11 jusqu'à ce qu'on reçoive la mise en demeure de  
12 Horizon par l'entremise de ses avocats. Je pense,  
13 je ne sais pas si c'est arrivé en septembre ou  
14 octobre.

15 Q. **[577]** De deux mille dix (2010).

16 R. Deux mille dix (2010), oui.

17 Q. **[578]** O.K. Et suite à la mise en demeure, est-ce  
18 que les gens se sont parlé? Est-ce que... est-ce  
19 que les directions régionales se sont parlé? Est-ce  
20 que le central, le service des lieux contaminés se  
21 sont parlé pour dire « on va essayer de trouver un  
22 consensus »?

23 R. Bien, suite à la mise en demeure, donc  
24 nécessairement le Ministère étant concerné, donc  
25 tous ceux qui avaient pris part au projet, plus la

1 direction régionale où se trouve...

2 Q. [579] Horizon.

3 R. ... Horizon, donc on s'est concerté pour voir  
4 réellement, est-ce qu'on avait raison de demander  
5 de ne pas délivrer de lettre de dérogation à  
6 Montréal. Et à partir de ce moment-là, on a vu que  
7 même si le traitement... en tout cas, la  
8 ségrégation granulométrique que faisait Énergie  
9 Carboneutre était intéressante, mais ça aboutissait  
10 beaucoup plus à une réduction du volume comme  
11 telle, mais qu'il n'avait jamais été démontré  
12 qu'ils pouvaient enlever quatre-vingt-dix pour cent  
13 (90 %) de la contamination.

14 Q. [580] Justement, je vais vous en parler. On va  
15 mettre à l'écran le... le règlement que  
16 maître Boucher a déposé ce matin, puis on va  
17 regarder l'article 4 ensemble. Alors... donc, si je  
18 regarde, alors 4, on parle du principe général :

19 4. Ne peuvent être mis dans un lieu  
20 d'enfouissement des sols contaminés:  
21 1- les sols qui contiennent 1 ou  
22 plusieurs substances dont la  
23 concentration est égale ou supérieure  
24 aux valeurs limites fixées à l'annexe  
25 1 sauf:

1           donc on parle des D+, c'est exact?

2           R. Oui.

3           Q. **[581]** Bon. On n'a pas besoin d'aller à l'annexe.

4                           a) s'ils sont mis dans un lieu visé à  
5                           l'article 2;

6           Bon. Et ensuite de ça, on part :

7                           b) les sols dont on a enlevé à la  
8                           suite d'un traitement autorisé en  
9                           vertu de la loi au moins 90 % des  
10                          substances qui étaient présentes  
11                          initialement dans les sols et, dans le  
12                          cas des métaux et métalloïdes enlevés,  
13                          seulement si ceux-ci ont été  
14                          stabilisés, fixés et solidifiés par un  
15                          traitement autorisé;

16                          c) lorsqu'un rapport détaillé démontre  
17                          qu'une substance présente dans les  
18                          sols ne peut être enlevée dans une  
19                          proportion de 90 % à la suite d'un  
20                          traitement optimal autorisé et qu'il  
21                          n'y a pas de technique disponible à  
22                          cet effet;

23           Ceci étant dit, c'est intéressant ce que vous nous  
24           dites, c'est-à-dire que même les protocoles  
25           d'essais qui ont été démontrés avant l'obtention,

1        avant la délivrance du certificat d'autorisation,  
2        ne montraient pas qu'on pouvait enlever quatre-  
3        vingt-dix pour cent (90 %) des métaux, c'est exact?

4        R. Il faut dire que ceci n'a jamais... n'a jamais...  
5        n'avait jamais été demandé à la compagnie, de  
6        démontrer qu'ils enlevaient quatre-vingt-dix pour  
7        cent (90 %). Et dans toutes les démarches qui ont  
8        été faites conjointement avec le Ministère, c'est  
9        une question qui n'a jamais été soulevée.

10       Q. **[582]** Elle a été soulevée plus tard par d'autres  
11       directions régionales et notamment suite aux  
12       pressions d'une compagnie qui disait : « Bien, moi,  
13       j'en fais également du tamisage, puis je veux avoir  
14       un certificat d'autorisation moi aussi », c'est  
15       exact?

16       R. Non, il était beaucoup plus frustré du fait que...

17       Q. **[583]** Ah! Oui.

18       R. ... il y avait beaucoup... beaucoup, beaucoup de  
19       sols qui aboutissaient chez eux et puis maintenant  
20       qui allaient chez Énergie Carboneutre.

21       Q. **[584]** O.K. Aujourd'hui, à l'heure qu'on se parle,  
22       en deux mille treize (2013), est-ce qu'on a  
23       maintenant un traitement qui enlève quatre-vingt-  
24       dix pour cent (90 %) des... des contaminants?

25       R. C'est une bonne question parce que...

1 Q. [585] J'aimerais une bonne réponse.

2 R. C'est à ce moment-là qu'on a... qu'on a remarqué  
3 que le Ministère n'avait pas encore de... de  
4 méthodologie d'évaluation de quatre-vingt-dix pour  
5 cent (90 %) parce que vous vous imaginez bien,  
6 quand on a dit à Énergie Carboneutre, à la suite  
7 de... à la suite de cette mise en demeure, qu'ils  
8 n'avaient plus l'exclusivité des sols contaminés  
9 par les métaux plus grands que D, donc ils ont fait  
10 des démarches pour démontrer qu'ils enlevaient le  
11 quatre-vingt-dix pour cent (90 %). Mais, les  
12 calculs qu'ils ont faits n'étaient pas à la  
13 satisfaction du Ministère. Donc, alors on a pris la  
14 décision, le Ministère a pris la décision qu'ils  
15 allaient développer une méthodologie et, à partir  
16 de cette méthodologie d'évaluation, donc si Énergie  
17 Carboneutre voulait... voulait démontrer  
18 l'efficacité de son procédé, il n'avait qu'à suivre  
19 cette méthodologie d'évaluation. Et la question  
20 est... était nouvelle, nouvelle en ce sens que  
21 c'était la première fois qu'on faisait référence, à  
22 part les lettres de dérogation qu'on délivrait, et  
23 depuis l'adoption du règlement sur l'enfouissement  
24 des sols contaminés, c'était la première fois qu'on  
25 faisait vraiment référence, à part les lettres de

1 dérogation, à, surtout à l'article 4.1.b), qui  
2 demandait d'enlever quatre-vingt-dix pour cent  
3 (90 %) de la contamination. Avant, il y a des  
4 centres de traitement. Et des centres de traitement  
5 qui traitent des sols contaminés par des... par des  
6 contaminants organiques.

7 Q. [586] Oui.

8 R. Par des hydrocarbures, par exemple. Et la question  
9 n'a jamais été posée à savoir, pour les sols qui  
10 sont contaminés par des hydrocarbures, disons par  
11 des (inaudible) plus hauts que D, on n'a jamais  
12 fait la démonstration que les centres existants  
13 pouvaient enlever les quatre-vingt-dix pour cent  
14 (90 %).

15 Q. [587] Est-ce que ça veut dire qu'aujourd'hui...  
16 Est-ce que ça veut dire qu'aujourd'hui, encore, la  
17 situation, c'est-à-dire compte tenu qu'il n'y a pas  
18 de traitement, on permet des dérogations, et ce, à  
19 la grandeur du Québec? Est-ce que... Est-ce que je  
20 peux affirmer ça sans me tromper?

21 R. Oui. On permet la dérogation, mais ce que je  
22 voulais dire, c'est que même si... même si on  
23 n'avait pas fait la démonstration qu'on peut  
24 enlever les quatre-vingt-dix pour cent (90 %)...

25 Q. [588] Oui?



1 R. ... pour les sols aux hydrocarbures, mais on était  
2 certain que toute la technologie existante  
3 permettait de réduire en bas de... en bas de D.  
4 Donc, ce qui veut dire qu'on avait plus un conflit  
5 que des sols plus hauts que D pouvaient aller à  
6 l'enfouissement.

7 Q. **[589]** D'accord. Je comprends.

8 R. Après un traitement.

9 Q. **[590]** Je comprends.

10 R. Maintenant, pour les sols contaminés aux métaux,  
11 dans ce cas-là, compte tenu que c'était nouveau,  
12 donc, cette question a fait surface, et c'est pour  
13 ça qu'on a demandé que Horizon, après la mise en  
14 demeure d'Horizon, qu'on a demandé de vérifier et  
15 de sortir la méthodologie qui... que le ministère a  
16 sortie il y a quelques mois.

17 Q. **[591]** O.K. Je ne veux pas faire de raccourci trop  
18 facile, puis vous me corrigerez également, mais  
19 est-ce que c'est exact de dire que pendant un  
20 certain moment, dans... dans la région de Montréal,  
21 en raison de l'interprétation du certificat  
22 d'autorisation, et on ne permettait plus des  
23 dérogations sans passer par ECN, et que s'est créé,  
24 pendant quelques mois peut-être, un certain  
25 monopole pour la compagnie, dans lequel monsieur

1           Arcuri était présent?

2           R. Bon. On pourrait dire ça, oui. Mais je serais  
3           curieux de savoir combien de demandes qui ont été  
4           faites au ministère. Je ne crois pas qu'il y avait  
5           beaucoup, beaucoup, beaucoup de demandes.

6           Q. **[592]** D'ailleurs, c'est pour ça que je vous ai dit,  
7           j'ai parti comme prémisse, je ne voulais pas faire  
8           de raccourci trop simple.

9           R. Il n'y avait pas vraiment beaucoup de demandes,  
10          mais semble-t-il qu'il y en avait suffisamment pour  
11          soulever... pour soulever un point d'interrogation  
12          de la part d'Horizon.

13          Q. **[593]** Parfait. Ceci étant dit, et ça sera dans mes  
14          dernières questions, les... Monsieur Ringuette a  
15          témoigné que le ministère assurait un suivi très  
16          serré, c'est-à-dire qu'il y avait, d'après la  
17          réglementation, un... un registre qui devait  
18          obligatoirement être tenu, c'est-à-dire de l'entrée  
19          des sols, de la provenance des sols, puis ensuite  
20          de ça, si les sols devaient quitter ECN, bien, ces  
21          sols-là, on devait prévoir également la destination  
22          de ces sols-là. C'est exact?

23          R. ... (pas de réponse verbale)

24          Q. **[594]** Parfait. Est-ce que, parce que vous êtes le  
25          titulaire de ce dossier-là, est-ce que, au cours

1 des années, vous avez pu vous apercevoir  
2 d'anomalies quant à ce suivi des sols-là?

3 R. Bon. Comme j'ai dit au tout début, nous, à  
4 l'analyse, on fait l'analyse du dossier, et à  
5 l'émission du certificat d'autorisation, le dossier  
6 est transféré à la division contrôle. Bien entendu,  
7 on n'est pas...

8 Q. **[595]** Pas complètement étanche.

9 R. On n'est pas... On n'a pas un mur étanche entre  
10 nous, et s'il y a des questions ou bien il y a des  
11 problèmes quelconques, on discute entre nous. Et ce  
12 que je pourrais dire, c'est que au tout début, oui,  
13 le dossier était très conflictuel. C'est-à-dire  
14 qu'on avait beaucoup de... de reproches à faire à  
15 cette industrie-là. À partir d'un certain moment,  
16 disons quand ils avaient fini d'installer les...  
17 les équipements de traitement et que la compagnie a  
18 commencé à fonctionner comme il faut, on avait...

19 Q. **[596]** Donc, l'arrivée de monsieur Arcuri?

20 R. C'est ça. On avait beaucoup moins de problèmes. On  
21 avait beaucoup moins de... de constats d'infraction  
22 vis-à-vis les opérations de l'entreprise. Et  
23 dernièrement, l'inspectrice au dossier m'a approché  
24 pour me dire qu'il y avait des problèmes au niveau  
25 du registre, et qu'il y a encore des problèmes au

1           niveau de l'entreposage des sols.

2       Q. **[597]** Est-ce qu'on peut aller aussi loin de dire  
3           que de l'entreposage des sols qui sont encore, au  
4           moment où on se parle, qui sont sur les terrains de  
5           Carboneutre et qui n'ont pas été traités et que ces  
6           sols-là sont là depuis fort longtemps? Est-ce que  
7           vous avez cette information-là?

8       R. C'est ce que m'a donné comme informations  
9           l'inspectrice, à savoir qu'il y a des sols qui  
10          seraient là depuis quelques années, disons depuis  
11          environ deux mille huit (2008) et on ne sait pas...

12      Q. **[598]** Ça fait déjà cinq ans, ça?

13      R. ... s'ils sont encore sur le terrain, mais on n'a  
14          pas d'information précise à ce niveau-là. Donc, le  
15          ministère se propose de rencontrer Énergie  
16          Carboneutre à ce sujet-là.

17      Q. **[599]** O.K. Est-ce qu'on comprend et on le sait très  
18          bien, là, mais je pose la question pareil, monsieur  
19          Desjardins ça fait longtemps que ce n'est plus dans  
20          le portrait, monsieur Arcuri non plus. La compagnie  
21          Énergie Carboneutre existe toujours?

22      R. Oui, d'après les rapports du ministère.

23      Q. **[600]** Et ce que vous nous dites c'est qu'il y a  
24          encore des problématiques?

25      R. Oui.

1 Q. [601] Ce qu'on vous rapporte?

2 R. Oui.

3 Q. [602] Et on vous rapporte même qu'il y a des sols  
4 qui sont sur le terrain et qui dateraient depuis  
5 deux mille huit (2008), c'est exact?

6 R. Bon, c'est un peu nuancé.

7 Q. [603] Oui, allez-y dans les nuances?

8 R. Ce qu'elle me dit... ce qu'elle me dit, c'est que  
9 d'après le registre qui devrait être tenu par  
10 Énergie Carboneutre, il y a certains sols dont on  
11 n'arrive pas à retracer et... on n'arrive pas à  
12 retracer sur le terrain. Est-ce qu'ils ont déjà  
13 sortis? Est-ce qu'ils sont encore sur le terrain?  
14 Donc, c'est des informations qui ne sont pas  
15 portées au registre.

16 Q. [604] Mais ça il y a vraiment une problématique de  
17 Santé publique, c'est-à-dire que... c'est-à-dire  
18 que si le ministère en perd la trace ces sols-là  
19 peuvent se ramasser n'importe où, c'est exact? Puis  
20 des sols hautement contaminés, là?

21 R. Bien ça vaut pour tous les centres, c'est... si le  
22 ministère n'est pas présent, n'exerce pas un  
23 certain contrôle, ça va aussi pour les matières  
24 dangereuses, pour... tous ces types d'activités,  
25 là.

1 Q. **[605]** Mais ce que vous nous dites, là, je vais...  
2 je vais être, je vais vraiment y aller de façon  
3 micro, c'est-à-dire que pour Carboneutre en tant  
4 que tel, vous faites état actuellement de  
5 problématiques de sols où est-ce que vous êtes  
6 incapable malgré la réglementation, malgré qu'ils  
7 doivent respecter des registres, fournir ça au  
8 ministère et vous êtes incapable de dire la  
9 provenance de certains sols ou s'il y a des sols  
10 qui ont disparu.

11 R. D'après le rapport de l'inspectrice, oui.

12 Q. **[606]** Et vous avez perdu la trace?

13 R. Oui.

14 Q. **[607]** Parfait. Pas d'autres questions.

15 (14:59:40)

16 M. RENAUD LACHANCE, Commissaire :

17 Q. **[608]** Dans le fond, pour rendre claire une chose,  
18 parce que vous avez dit tout à l'heure que c'est  
19 vous là, quand vous avez eu des demandes de  
20 cabinet, pour les demandes qui vous ont concerné,  
21 incluant... incluant Carboneutre, vous n'avez  
22 jamais senti que ces demandes-là visaient à changer  
23 votre décision, à l'influencer?

24 R. C'est ça, exactement.

25 Q. **[609]** C'était seulement pour faire un état de la

1 situation ou peut-être parfois pour avancer  
2 certains échéanciers, c'est ça?

3 R. Vous l'avez mieux traduit que moi, Monsieur le  
4 commissaire.

5 Q. **[610]** Pour ce qui est de maintenant de la question  
6 qui a été posé par le procureur Gallant tout à  
7 l'heure, est-ce qu'en deux mille treize (2013) il  
8 existe un traitement qui ramène, qui diminue de  
9 quatre-vingt-dix pour cent (90 %) les polluants au  
10 niveau des métaux lourds, est-ce qu'elle existe  
11 cette technologie-là maintenant, au moment où on se  
12 parle? Parce que vous avez dit que la méthodologie  
13 vient tout juste, il y a quelques mois d'être  
14 élaborée. Donc, est-ce qu'il existe une technologie  
15 comme ça aujourd'hui?

16 R. Pour? Excusez-moi.

17 Q. **[611]** Pour les métaux lourds, pour réduire à  
18 quatre-vingt-dix pour cent (90 %)?

19 R. Non, le seul type de traitement qu'on a c'est  
20 Énergie Carboneutre pour les métaux pour le moment.

21 Q. **[612]** Mais est-ce que...

22 R. C'est celui qui a (inaudible)

23 Q. **[613]** ... (inaudible) de quatre-vingt-dix pour cent  
24 (90 %)?

25 R. Mais Énergie Carboneutre n'a pas donné suite à sa

1 demande de...

2 Q. [614] De certificat?

3 R. ... de valider ses résultats en fonction de notre  
4 méthodologie.

5 Me DENIS GALLANT :

6 Q. [615] Donc, il n'y a plus d'obligation de passer  
7 nécessairement par Énergie Carboneutre?

8 R. Non, ça fait longtemps, depuis...

9 Q. [616] C'est ça que ça veut dire?

10 R. ... depuis octobre deux mille dix (2010) environ,  
11 on émet encore des lettres de dérogation.

12 Q. [617] Parfait.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Est-ce que les parties vont avoir des questions?

15 Me BENOÎT BOUCHER :

16 Je n'aurai pas de questions, Maître, si vous me  
17 permettez, tout à l'heure quand on a vu la série de  
18 courriels vous avez posé une question au témoin en  
19 lui demandant : « Est-ce que vous avez répondu à  
20 l'effet qu'on n'émettait pas de certificat  
21 d'autorisation temporaire? ». Or, on voit dans la  
22 série de courriels que sa chef d'équipe a répondu à  
23 cette question-là directement au cabinet et on  
24 n'est passé...

25



1 Me DENIS GALLANT :

2 On est peut-être passé trop vite.

3 Me BENOÎT BOUCHER :

4 Mais il est dit...

5 Me DENIS GALLANT :

6 Bien en toute justice pour le témoin, vous avez  
7 raison, on va le reprendre le courriel parce  
8 qu'effectivement il m'a échappé, moi. C'est pour ça  
9 que j'ai posé la question deux fois.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 On peut peut-être y aller tout de suite.

12 Me DENIS GALLANT :

13 Oui, oui.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Est-ce que... je vais demander avant si d'autres  
16 parties auront des... des questions à poser?

17 Me PIERRE HAMEL :

18 Une très courte série de questions, Madame la  
19 Présidente.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 O.K., o.k., parfait. Alors...

22 Me DENIS GALLANT :

23 Q. **[618]** On va aller au courriel...

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Je serais venue... je serais venue à vous, Maître

1 Houle, c'est juste que je me demandais si nous  
2 allions libérer le témoin avant ou après la  
3 suspension. À partir du moment où maître Hamel a  
4 des questions à poser, c'est sûr que ça va être  
5 après la suspension.

6 Me BENOIT BOUCHER :

7 On se souvient que madame Bérubé était la chef  
8 d'équipe de monsieur...

9 PAR LE TÉMOIN :

10 R. Ma directrice adjointe.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Directrice adjointe.

13 Me BENOIT BOUCHER :

14 Directrice adjointe. Alors, on voit dans le  
15 courriel du dix (10) août, la réponse est...

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Alors attendez!

18 Me DENIS GALLANT :

19 Parfait. Oui, oui, tout à fait. Alors merci.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Est-ce que vous pourriez nous l'indiquer?

22 Me BENOIT BOUCHER :

23 Oui, c'est dans le deuxième paragraphe.

24 LA PRÉSIDENTE :

25 C'est l'onglet? Attendez! C'est l'onglet 8?

1 Me BENOIT BOUCHER :

2 Oui.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Et c'est?

5 Me BENOIT BOUCHER :

6 Le message de Brigitte Bérubé.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Oui. À Antoine André?

9 Me BENOIT BOUCHER :

10 Non, à Denis Lapointe.

11 Me DENIS GALLANT :

12 « Par ailleurs ». C'est ça. Elle lui répond. Vous  
13 avez raison.

14 Me BENOIT BOUCHER :

15 Et au deuxième paragraphe, il est dit :

16 Par ailleurs, la LQE ne prévoit aucune  
17 disposition pour la délivrance d'un  
18 certificat d'autorisation temporaire  
19 sans étude préalable au dossier.

20 Je pense que...

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Mais est-ce que c'est vraiment qu'il n'y a pas de  
23 délivrance de certificat d'autorisation temporaire,  
24 point, ou il n'y a pas de délivrance de certificat  
25 d'autorisation temporaire sans étude préalable du

1 dossier?

2 Me BENOIT BOUCHER :

3 Non, je pense que ce qu'il faut comprendre de ça,  
4 c'est que quand il y aura un certificat  
5 d'autorisation qui va être émis, c'est qu'il y aura  
6 eu une étude préalable et qu'on pourra émettre un  
7 certificat d'autorisation. Mais ce qu'a répondu le  
8 témoin est tout à fait exact, il n'y a pas de  
9 certificat d'autorisation temporaire.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Donc, quand il y a une étude préalable au dossier,  
12 ce n'est pas un certificat temporaire qu'on a émis,  
13 mais c'est un certificat?

14 Me BENOIT BOUCHER :

15 Non, il n'y a pas de certificat du tout. On va  
16 faire une étude. Et quand on aura fini l'étude, si  
17 on est prêt à délivrer un certificat d'autorisa-  
18 tion, il sera délivré.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Un certificat d'autorisation?

21 Me BENOIT BOUCHER :

22 Voilà!

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Parfait. Merci.

25

1 Me DENIS GALLANT :

2 Dans le fond, à la réponse de monsieur Tomassi,  
3 c'est-à-dire, il n'en existe pas, point à la ligne.

4 Puis on lui répond. Parfait. Alors, Madame la  
5 Présidente, mon collègue va poser des questions.

6 J'ai un dernier témoin qui est monsieur Crête.

7 C'est un témoignage qui ne sera pas long, même si  
8 ça vient de moi, quarante-cinq (45) minutes, une  
9 heure maximum, mais j'aimerais finir ce chapitre-là  
10 parce qu'on suspend une semaine. Et monsieur Crête  
11 est arrivé. Donc, si on dépasse quatre heures et  
12 demie (4 h 30), je vous demanderai la permission.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Oui, certainement. Donc, pour les parties, prenez  
15 vos arrangements.

16 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

17

18 REPRISE DE L'AUDIENCE

19 LA GREFFIÈRE :

20 Monsieur André Antoine, vous êtes sous le même  
21 serment.

22 (15:26:17)

23 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me PIERRE HAMEL :

24 Q. [619] Alors, bonjour, Monsieur Antoine.

25 R. Bonjour.

1 Q. [620] Je suis Pierre Hamel et je représente  
2 l'Association de la construction du Québec. J'ai  
3 quelques questions périphériques à votre témoignage  
4 qui m'ont amené certaines questions. Je voudrais  
5 d'abord faire certaines précisions sur le... la  
6 façon dont les certificats sont émis chez vous. Ce  
7 que j'ai compris - et corrigez-moi là - vous êtes  
8 analyste, vous recevez le dossier, vous en faites  
9 l'analyse. Vous faites vos recommandations et vos  
10 recommandations sont transmises où?

11 R. Les recommandations sont transmises, premièrement,  
12 à mon chef d'équipe, après ça... et c'est signé  
13 aussi par la directrice adjointe et ultimement par  
14 le directeur régional.

15 Q. [621] D'accord. Et quelle est l'implication de...  
16 de votre chef d'équipe et de la directrice adjointe  
17 dans le cadre de la préparation de ce document-là?  
18 Est-ce qu'ils font d'autres analyses? Est-ce qu'ils  
19 vous posent des questions? Est-ce qu'il y a une  
20 vérification qui est faite ou si c'est une question  
21 de simple administration comme quoi ils l'ont vu,  
22 ils ont confiance en vous, puis ils l'émettent?

23 R. Non, c'est pas une question de simple  
24 administration. Ils vérifient et s'il y a un aspect  
25 qui semble ambigu ou nébuleux ou, du moins, qui

1 n'est pas traité, ils demandent pourquoi. Et  
2 après... après validation des réponses, donc on  
3 décide... on décide pour savoir est-ce qu'on...  
4 est-ce qu'on continue le travail ou tout simplement  
5 on va accepter de recommander le dossier pour  
6 signature comme ça.

7 Q. **[622]** Est-ce qu'il y a une contre-vérification de  
8 votre travail d'analyse qui est faite?

9 R. Vous voulez dire?

10 Q. **[623]** Ce que je veux dire, c'est dans le fin  
11 détail. Est-ce que votre chef d'équipe vérifie si  
12 l'ensemble des points ont été couverts ou s'ils  
13 vérifient comment ont été couverts chacun des  
14 points?

15 R. Bon.

16 Q. **[624]** Est-ce qu'il y a de la vérification...

17 R. Il y a...

18 Q. **[625]** ... interne qui se fait à l'occasion?

19 R. Il y a un rapport... il y a un rapport d'analyse  
20 qui est présenté.

21 Q. **[626]** D'accord.

22 R. D'accord. Et ce rapport doit couvrir tous les  
23 éléments relatifs au dossier et évaluer les impacts  
24 du projet sur l'environnement, et cela inclut tous  
25 les volets, à savoir où est le sol, eau

1        souterraine, et caetera. Donc, en vertu de ce  
2        rapport d'analyse, donc on regarde pour voir si  
3        tout est conforme, si tout a été couvert et, si  
4        oui, donc à partir de là on accepte le projet.

5        Q. **[627]** D'accord. Et il y a une contre-vérification  
6        de votre chef d'équipe et de la directrice  
7        adjointe...

8        R. Oui.

9        Q. **[628]** ... à l'égard si ce travail-là a été fait.

10       R. Bien, ça dit que le dossier va... va, en premier  
11       lieu, au chef d'équipe qui lui vérifie le rapport  
12       d'analyse, vérifie tout... en tout cas, tout le  
13       traitement qu'on a fait du dossier. D'accord. Si  
14       lui, ça passe cette étape-là, ça va à la directrice  
15       adjointe et finalement à la directrice...

16       Q. **[629]** D'accord.

17       R. ... régionale.

18       Q. **[630]** D'accord. Vous avez mentionné au début de  
19       votre témoignage que vous travaillez sur les  
20       demandes industrielles et que ça vous arrivait de  
21       travailler à l'égard des sols contaminés.

22       R. C'est-à-dire ce que je voulais dire, c'est que je  
23       fais beaucoup plus de demandes industrielles de par  
24       ma formation, donc... avec l'est de Montréal où il  
25       y a beaucoup de... d'industries tant au niveau



1 pétrochimique qu'au niveau raffinerie de pétrole et  
2 puis métallurgique. Donc, j'ai beaucoup plus de  
3 demandes en ce sens-là. Mais, qu'il m'arrive de  
4 faire des sols, des dossiers de sols contaminés et  
5 particulièrement des systèmes de traitement de  
6 sols.

7 Q. **[631]** D'accord. Quand vous travaillez au niveau des  
8 sols contaminés, quel type de demandes vous avez?

9 R. On a des demandes d'approbation de plan de  
10 réhabilitation. On a des demandes pour les centres  
11 de traitement. Et étant donné que Solution Eau Air  
12 Sol est aussi dans l'est de Montréal, c'est moi qui  
13 suis le chargé de projet. Et il y a aussi des  
14 demandes, pas nécessairement des demandes  
15 d'autorisation, mais des avis qu'on donne sur des  
16 rapports de caractérisation de sols.

17 Q. **[632]** Et ces avis-là de caractérisation de sols ou  
18 ces demandes-là sont possiblement reliées à des  
19 développements immobiliers ou des développements  
20 commerciaux. C'est généralement la... le stade  
21 préliminaire qui est la préparation du sol.

22 R. Bien, quand il y a une demande de caractérisation  
23 de sols, c'est plus ou moins formelle et on ne va  
24 pas jusque-là pour savoir c'est quel type de projet  
25 qu'il va y avoir. Mais, est-ce que vraiment... qui

1           répond à la Loi, c'est les demandes d'approbation  
2           de plan de réhabilitation parce que, dans ce cas-  
3           là, c'est... c'est des cas qui sont prévus par la  
4           Loi sur la qualité de l'environnement.

5       Q. **[633]** Et ces demandes-là, est-ce qu'elles sont  
6           faites par les propriétaires du terrain ou par un  
7           entrepreneur ou par un tiers ou...? Est-ce que vous  
8           le savez?

9       R. Bien, c'est fait généralement par le propriétaire  
10          du terrain ou par celui qui projette de changer  
11          l'utilisation du terrain.

12      Q. **[634]** O.K. On vous a parlé de... Raynald  
13          Desjardins, on vous a... et ça j'aimerais qu'on  
14          revienne sur cet aspect-là. Je veux bien comprendre  
15          ce qui s'est passé. Il y a eu un dossier en  
16          traitement, vous avez rencontré un monsieur Raynald  
17          Desjardins, et par la suite vous nous dites que  
18          vous avez été informé de... des activités de  
19          monsieur Desjardins parce qu'on en dit dans les  
20          journaux. Ça j'ai compris?

21      R. C'est ça, oui.

22      Q. **[635]** Vous êtes... et vous semblez avoir de la  
23          difficulté à déterminer est-ce que c'est avant ou  
24          après l'émission du premier ou du deuxième  
25          certificat, je ne le sais pas. C'est ça que je veux

1       vérifier avec vous, là. Quand est-ce que vous avez,  
2       quand vous dites que vous avez pris connaissance  
3       par les journaux, l'avez-vous pris par Internet,  
4       par la radio, par la télé, comment vous avez fait  
5       le lien directement avec Raynald Desjardins?

6       R. C'est certainement par les journaux quand les  
7       éditions de journaux sont apparus. Et... donc, on  
8       était au ministère il y a des journaux qui... on  
9       avait alors les journaux au ministère, donc, on a  
10      lu. Donc, j'ai pris connaissance de l'information.  
11      Mais pour être précis, là, moi quand je rencontre,  
12      par exemple, au nom du ministère, quand je  
13      rencontre Énergie Carboneutre en tant que  
14      corporation, O.K., mes répondants officiels pour  
15      Carboneutre sont monsieur Ringuette et monsieur  
16      Thériault.

17               Et c'est les deux seuls qui sont... qui  
18      sont désignés par la compagnie pour répondre en son  
19      nom. Donc, toute autre personne rencontrée en cours  
20      de route ou bien soit dans une réunion ou bien soit  
21      accompagnant ces messieurs-là, c'est des invités.  
22      Mais pour moi ce n'est pas les personnes répondant  
23      au nom d'Énergie Carboneutre. Vous comprenez.

24               S'il y a une information qui paraît sur  
25      monsieur Ringuette ou monsieur Thériault, alors,

1           là, je comprends que je dois l'approfondir.  
2           Maintenant si ça apparaît sur un des invités  
3           quelconques qui est accompagné comme dans le cas de  
4           monsieur Desjardins, une seule fois qu'il est venu  
5           au ministère, ça ne me dit pas grand chose. Ça n'a  
6           pas d'importance pour le dossier d'Énergie  
7           Carboneutre.

8       Q. **[636]** Donc, ce que vous me dites, là, c'est  
9           qu'après avoir pris connaissance de cette  
10          information-là vous avez considéré qu'il n'était  
11          pas d'intérêt pour le dossier de traiter cette  
12          information-là, c'est ça?

13       R. Exactement.

14       Q. **[637]** D'accord. C'est arrivé vers... en quelle  
15          année ça, Monsieur Antoine?

16       R. Ah, je ne me rappelle pas quand les informations  
17          ont apparu dans les journaux. C'est peut-être il y  
18          a trois ou quatre ans, peut-être deux ans, je ne  
19          sais pas.

20       Q. **[638]** O.K., O.K., O.K. Si à tout hasard c'eût été  
21          monsieur Thériault ou monsieur Ringuette qui aurait  
22          fait les manchettes pour les mêmes motifs que  
23          monsieur Desjardins, quelles procédures auriez-vous  
24          prises, à ce moment-là?

25       R. Je serais allé voir mes supérieurs pour les en

1            informer. Et c'est mes supérieurs qui auraient pris  
2            une décision.

3            Q. **[639]** Donc, je comprends, vous n'avez pas informé  
4            vos... vos supérieurs de la situation du tout, du  
5            tout?

6            R. Non.

7            Q. **[640]** Il n'y avait aucun doute dans votre esprit?

8            R. Non plus, non.

9            Q. **[641]** O.K. Euh... Comme membre de la fonction  
10           publique, est-ce qu'on a mis à votre disposition  
11           des formations relativement à l'infiltration du  
12           crime organisé dans l'industrie de la construction?

13           R. Non.

14           Q. **[642]** Non. Comme émetteur de certificat ou analyste  
15           pour le ministère?

16           R. Depuis quelque temps, il y a eu une modification de  
17           la Loi sur la qualité de l'environnement qui fait  
18           état d'une... de la déclaration du citoyen. La  
19           déclaration du demandeur comme on appelle. Et qui  
20           pose certaines questions auxquelles les demandeurs  
21           de certificat doivent répondre soit au niveau civil  
22           ou au niveau pénal et... mais nous nous analysons,  
23           nous regardons l'information et si jamais il est  
24           dit dans l'information qu'il y a eu soit un  
25           jugement ou bien une condamnation d'un individu ou

1 bien de l'industrie quelconque, nous remettons tout  
2 ça au chef d'équipe, qui lui vérifie pour voir si  
3 c'est un cas qui est suffisant pour qu'on aille  
4 plus loin avec le dossier. Mais nous nous n'avons  
5 pas à traiter ce genre d'information-là.

6 Q. **[643]** Et vous ne la transmettez pas à quiconque,  
7 c'est-à-dire que compte tenu que monsieur Raynald  
8 Desjardins, même s'il n'est pas la personne en  
9 autorité ou responsable ou actionnaire ou  
10 administrateur, à première vue dans la... dans la  
11 compagnie, vous considérez donc que ce n'est pas  
12 votre... ce n'est pas le demandeur. Donc, cette...  
13 cette information-là va tomber?

14 R. Non, on parle d'une époque antérieure à la  
15 déclaration du demandeur.

16 Q. **[644]** Alors, si j'ai une déclaration du demandeur à  
17 l'heure actuelle en vertu des nouvelles  
18 dispositions...

19 R. Oui.

20 Q. **[645]** ... qui prévoit que c'est monsieur Ringuette  
21 et monsieur Thériault qui sont les responsables,  
22 qui sont donc les demandeurs, et que le nom de  
23 Raynald Desjardins n'apparaît pas comme  
24 administrateur ou n'apparaît pas comme actionnaire  
25 du demandeur, mais qu'il est rencontré et qu'il

1 vous donne sa carte d'affaires, qu'est-ce que vous  
2 allez faire en deux mille treize (2013) que vous  
3 n'avez pas fait, et qu'est-ce qui vous oblige à le  
4 faire en deux mille treize (2013) qui ne vous  
5 l'obligeait pas en deux mille dix (2010)?

6 R. Il n'y a rien qui m'oblige à faire quoi que ce soit  
7 en deux mille treize (2013).

8 Q. **[646]** D'accord.

9 R. Excepté que, étant donné tout le contexte relié à  
10 ça, et d'instituer cette déclaration du demandeur,  
11 donc je serais allé voir monsieur Perron (sic) pour  
12 dire, ah, il y a quelqu'un qui était venu, mais  
13 dont le nom est cité, donc qu'est-ce qu'on fait  
14 avec le dossier. Mais je ne crois pas que ça aurait  
15 quand même un quelconque... un quelconque impact  
16 sur le traitement du dossier.

17 Q. **[647]** Donc, ce que vous nous dites, c'est que si  
18 c'était à refaire, vous feriez différemment?

19 R. Oui.

20 Q. **[648]** Pour quelle raison? Pourquoi aujourd'hui  
21 cette information est-elle plus pertinente qu'elle  
22 ne l'était au moment où vous l'avez fait? Je veux  
23 comprendre votre raisonnement.

24 R. Pour la simple et bonne raison que le Ministère a  
25 institué d'autres mécanismes qui font appel à ce

1 genre de traitement de dossier au Ministère, à  
2 savoir la déclaration du demandeur, qu'on n'avait  
3 pas avant. On n'avait pas à vérifier ce genre  
4 d'information avant.

5 Q. [649] Je comprends. Pensez-vous que, dans le cadre  
6 de la lutte contre le crime organisé, toute  
7 information aurait été pertinente à transmettre aux  
8 autorités ou à l'UPAC, je ne sais pas si elle  
9 existait à l'époque, date de création, mais pensez-  
10 vous pas que ça pourrait aider les autorités si les  
11 fonctionnaires qui étaient face à une information  
12 qu'un membre du crime organisé travaille dans une  
13 entreprise, de la transmettre à une personne en  
14 autorité?

15 R. Bien, j'aimerais répondre pour votre information  
16 que l'UPAC, effectivement, était venue au Ministère  
17 et a fait une copie de la carte, et puis ils sont  
18 partis avec.

19 (15:40:41)

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Q. [650] Ce n'est pas ça la question qui vient de vous  
22 être posée. Est-ce qu'aujourd'hui vous contacteriez  
23 l'UPAC?

24 R. Non, moi, je ne contacte pas l'UPAC. Je contacte  
25 mes supérieurs. Si mes supérieurs veulent contacter



1 l'UPAC, ils le feront. Je n'ai pas le droit de  
2 contacter...

3 Me PIERRE HAMEL :

4 Q. **[651]** Mais est-ce qu'il y a une directive qui vous  
5 oblige à le faire aujourd'hui? C'est ma question.

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Q. **[652]** Ou qui vous en empêche, puisque vous venez de  
8 dire que vous n'avez pas le droit de le faire?

9 R. Pardon?

10 Q. **[653]** Est-ce qu'il y a une directive qui vous  
11 empêche de le faire, puisque vous dites que vous  
12 n'avez pas le droit de le faire?

13 R. Bon. Je me reprends. En principe, toute information  
14 qui va vers l'extérieur, on passe par... c'est  
15 normal qu'on passe par les autorités hiérarchiques.  
16 Et c'est les autorités hiérarchiques...

17 Q. **[654]** Vous ne répondez pas encore à la question.

18 R. Je n'ai pas de directive en ce sens-là, Madame la  
19 Présidente.

20 Q. **[655]** Donc vous pourriez le faire?

21 R. Oui.

22 Me PIERRE HAMEL :

23 Je n'ai pas d'autres questions, Madame la  
24 Présidente. Merci, Monsieur.

25

1 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

2 Q. [656] Cette nouvelle chose de déclaration du  
3 demandeur, quelles sont les choses qu'on lui  
4 demande de déclarer à ce demandeur-là?

5 R. Oh, il faudrait... Il y a beaucoup de questions,  
6 Monsieur le Commissaire. On demande, premièrement,  
7 à chaque administrateur de déclarer son nom, sa  
8 date de naissance et puis son lieu de résidence. Et  
9 aussi, pour chaque administrateur, il doit répondre  
10 à un questionnaire où on demande s'ils ont eu des  
11 jugements, s'ils ont eu des condamnations. Mais je  
12 n'ai pas toute la question en tête. Mais chacun  
13 doit remplir ça.

14 Q. [657] Et si je suis Raynald Desjardins qui, en  
15 remplissant ce questionnaire-là, je décide de ne  
16 pas dire que j'ai un dossier criminel, que j'ai  
17 fait quelconque accusation, au Ministère, on prend  
18 le formulaire puis on continue le dossier sans  
19 s'arrêter, là? Si de moi-même, je ne dis pas que  
20 j'ai un dossier criminel...

21 R. Exactement.

22 Q. [658] ... il ne se pose aucun geste précis...

23 R. Exactement.

24 Q. [659] ... pour arrêter un criminel d'avoir un  
25 permis du Ministère en tant que tel?

1 R. Oui, c'est bien ça.

2 Q. [660] Merci.

3 R. Donc, s'il coche « oui » pour une des questions, à  
4 partir de ce moment-là, on alerte les autorités du  
5 Ministère.

6 Q. [661] Croyez-vous que lorsqu'on est un criminel, on  
7 coche « oui » souvent à ce genre de questionnaire?

8 R. Enfin, je crois qu'on a beaucoup plus de chance  
9 d'avoir des « non » que d'avoir des « oui ».

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Est-ce que des parties ont des questions à poser?

12 Je crois que maître Houle n'en avait pas. Il a  
13 quitté. Parfait. Alors, merci, Monsieur.

14 PAR LE TÉMOIN :

15 R. Merci, Madame la Présidente.

16 ET LE TÉMOIN NE DIT RIEN DE PLUS

17 \_\_\_\_\_

18 Me DENIS GALLANT :

19 Prochain témoin. Je vais essayer en quarante-cinq  
20 (45) minutes. Monsieur François Crête.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Si vous ne pouvez pas, on est...

23 Me DENIS GALLANT :

24 Oui, oui, tout à fait.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 On va allonger le temps.

3 Me DENIS GALLANT :

4 Parfait.

5

6 LA GREFFIÈRE :

7 Pourriez-vous rester debout pour l'assermentation?

8 M. FRANÇOIS CRÊTE :

9 Oui.

10

11 L'AN DEUX MILLE TREIZE (2013), ce dix-septième

12 (17e) jour du mois d'octobre,

13

14 A COMPARU :

15

16 FRANÇOIS CRÊTE, vice-président firme de  
17 communication

18

19 LEQUEL, affirme solennellement ce qui suit :

20

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Bonjour, Monsieur Crête.

23 R. Bonjour.

24 (14:45:42)

25

1 INTERROGÉ PAR Me DENIS GALLANT :

2 Q. [662] Bonjour, Monsieur Crête.

3 R. Bonjour.

4 Q. [663] Alors, Monsieur Crête, donc vous avez été  
5 assermenté. Vous dites que vous êtes vice-président  
6 d'une firme de... Vous voulez de l'eau?

7 R. Oui.

8 Q. [664] Oui. On va s'occuper de vous incessamment.

9 R. O.K. Merci.

10 Q. [665] Parfait. Alors, d'une... d'une firme de  
11 communication.

12 R. Oui.

13 Q. [666] Nous, ce qui nous intéresse, c'est lorsque  
14 vous étiez chef de cabinet...

15 R. Hum, hum.

16 Q. [667] ... et notamment au ministère du  
17 Développement durable.

18 R. Absolument.

19 Q. [668] Dans un premier temps, je vais vous demander,  
20 par contre, pour mieux vous connaître, un très bref  
21 résumé de votre parcours professionnel.

22 R. Oui. Alors, moi, je suis... j'ai étudié en  
23 informatique il y a plusieurs années. J'ai  
24 travaillé en informatique pendant de nombreuses  
25 années. En deux mille trois (2003), changement de

1        carrière, changement de gouvernement, changement de  
2        carrière. On m'a demandé d'être directeur de  
3        cabinet de la ministre Line Beauchamp, donc quatre  
4        ans comme directeur de cabinet au ministère de la  
5        Culture et des Communications. Ensuite, en deux  
6        mille sept (2007), pour trois ans et demi,  
7        directeur de cabinet au ministère Développement  
8        durable, Environnement et Parcs. Et en deux mille  
9        dix (2010), directeur... remaniement ministériel,  
10       donc directeur de cabinet au ministère de  
11       l'Éducation, Loisir et Sport. Et j'ai quitté en  
12       deux mille onze (2011), soit avant la... la crise  
13       étudiante.

14       Q. **[669]** Donc, ce qu'on comprend, il y a un lien  
15       commun, c'est madame Beauchamp.

16       R. On se connaît depuis mil neuf cent soixante-dix-  
17       sept (1977). Pour la petite histoire, c'était ma  
18       « date » du bal des finissants, alors... donc, on  
19       se connaît depuis longtemps.

20       Q. **[670]** Parfait. Je vais juste vous demander, donc  
21       vous avez une expérience, là, au niveau...

22       R. Oui.

23       Q. **[671]** ... du personnel politique. Peut-être nous  
24       expliquer un peu qu'est-ce que fait un chef de  
25       cabinet.

1 R. Écoutez...

2 Q. [672] J'imagine que c'est pas mal pareil dans tous  
3 les ministères.

4 R. Oui, c'est pas mal pareil dans tous les ministères,  
5 puis ça... j'ai été quand même pendant plus de huit  
6 ans, alors je pense que je suis bien placé pour un  
7 peu être le témoin expert des chefs de cabinet, là,  
8 mais... Un directeur de cabinet, c'est le conseil  
9 principal d'un ministre ou d'une ministre. Notre  
10 travail, c'est de les épauler. D'ailleurs, c'est le  
11 rôle du cabinet, c'est d'épauler un ministre,  
12 d'épauler une ministre. On est là en soutien, on  
13 est là pour supporter un ministre. Puis je dirais  
14 qu'un cabinet ça a trois fonctions principales et  
15 je peux le faire... je sais qu'on n'a pas beaucoup  
16 de temps, mais je veux le faire quand même.

17 Q. [673] Non, mais allez-y. Allez-y.

18 R. Puis vous dire les...

19 Q. [674] Vous pouvez réduire également le débit.

20 R. Oui. C'est... O.K. Parfait. C'est beau. Et il y a  
21 trois fonctions principales d'un cabinet, je veux  
22 dire, la première, c'est de voir à ce que l'agenda  
23 politique, à ce que les engagements politiques du  
24 gouvernement se réalisent. Donc, je vous donne un  
25 exemple, toujours en lien avec le ministère de

1 l'Environnement. On avait une loi, on avait promis  
2 de passer une loi sur l'eau, donc la Loi sur l'eau.  
3 On avait une politique sur la gestion des matières  
4 résiduelles. C'étaient tous des engagements qui  
5 avaient été pris au préalable par le gouvernement.

6 On avait aussi toute la question des  
7 changements climatiques, les nouvelles cibles de  
8 réduction des gaz à effet de serre. Donc, ça,  
9 c'étaient des choses... ça, c'est fait partie, je  
10 vous dirais, de la fonction principale d'un  
11 cabinet, de concert avec les fonctionnaires, de  
12 concert avec le ministère, de... de voir à ce qu'il  
13 y ait une réalisation, si vous voulez, de ces  
14 objectifs-là, de ces engagements-là.

15 Je vous dirais dans... dans la vie d'un  
16 cabinet, quarante, quarante-cinq pour cent (40 %-  
17 45 %) à peu près de notre temps est consacré à ça.  
18 C'est la raison, je vous dirais, principale  
19 pourquoi on va en politique, c'est de... de voir à  
20 la réalisation des... des objectifs du  
21 gouvernement.

22 Deuxième rôle d'un cabinet, c'est la  
23 gestion d'enjeux, la gestion de crises. Ça, c'est  
24 fréquent, c'est à chaque jour, c'est la Revue de  
25 Presse le matin, c'est qu'est-ce qui s'est passé.



1 Il y a-tu eu un déversement, toujours dans le cas  
2 du ministère...

3 Q. [675] Oui, toujours.

4 R. Mais, s'il y a eu un déversement dans une rivière,  
5 c'est clair qu'on fait la Une du journal. C'est  
6 clair qu'à la période de questions, la ministre va  
7 être interrogée. Donc, c'est ce que j'appelle la  
8 gestion d'enjeux et gestion de crises. Meilleur  
9 exemple de ça, la question des algues bleues à  
10 l'été deux mille sept (2007) où on arrive au  
11 ministère puis ce n'est pas du tout sur notre écran  
12 radar, mais on passe l'été à gérer les algues  
13 bleues.

14 Autre exemple, puis ça va faire sourire  
15 monsieur le Commissaire, à chaque fois que le  
16 rapport du vérificateur général sort, c'est une  
17 période intense dans un cabinet.

18 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

19 Q. [676] C'est pas une crise, c'est un bon moment.

20 R. Mais, c'est une période intense dans un cabinet  
21 où... où, je dirais, les fonctionnaires, les  
22 membres du cabinet sont appelés à travailler  
23 spécifiquement là-dessus.

24 Troisième fonction, c'est ce que j'appelle  
25 les dossiers de... de députés, d'élus comme des

1       maires, des députés de citoyens, des députés  
2       d'entreprises, de groupes de pression. En  
3       environnement, on fait quand même beaucoup affaires  
4       avec les groupes, différents groupes de pression.  
5       Donc, c'est... c'est le genre de dossiers. Puis ça,  
6       c'est... je vous dirais que c'est pas la fonction  
7       principale d'un cabinet, mais ça fait partie de la  
8       vie d'un cabinet, puis c'est normal qu'on s'adresse  
9       à nous. Autant les députés, les élus de tous les  
10      partis là. Puis moi, j'ai été là pendant huit ans  
11      puis une des raisons, je pense, pour laquelle j'ai  
12      été là pendant huit ans, c'est que la règle était  
13      simple chez nous, un député, c'est un député. Donc,  
14      peu importe qu'il soit libéral, péquiste, adéquiste  
15      à l'époque, Québec solidaire, un député, c'est un  
16      député, ça représente des citoyens. Ça a accès au  
17      cabinet comme n'importe quel autre citoyen. Puis on  
18      avait souvent des... des... des demandes de députés  
19      qui venaient, là, de différents députés. Puis  
20      c'était normal qu'on s'en occupe, là. Donc, le rôle  
21      du cabinet, c'est ça. Directeur de cabinet, c'est  
22      le chef d'orchestre. On a une équipe, une équipe  
23      généralement... un cabinet, c'est cinq à quinze  
24      (15) personnes. Quinze (15) personnes, c'est le  
25      ministère de la Santé, c'est un gros ministère,

1 beaucoup de dossiers.

2 Au ministère de l'Environnement, on avait  
3 quatre conseillers politiques. On avait séparé ça  
4 de façon avec les éléments de la nature, mais aussi  
5 pour être en lien avec les fonctionnaires du  
6 ministère. On se disait on a quelqu'un pour la  
7 terre, donc, ce qu'on jugeait qui était matières  
8 résiduelles, et caetera, et caetera. On avait  
9 quelqu'un pour l'air, donc, les changements  
10 climatiques, pollution de l'air. On avait quelqu'un  
11 pour l'eau, donc, la politique de l'eau, la Loi sur  
12 l'eau. Puis on avait quelqu'un pour le feu,  
13 l'énergie.

14 Donc, tous les projets que ce soit des  
15 projets de barrage, d'éoliennes, et caetera. Donc,  
16 on avait divisé les responsabilités des attachés  
17 politiques de cette façon-là. Et on avait aussi les  
18 gens aux communications, donc, un attaché de  
19 presse, coordonnateur aux communications, parce  
20 qu'on fait beaucoup d'annonces.

21 Le ministère de l'Environnement c'est un  
22 ministère qui est constamment dans les journaux, il  
23 y a chaque... chaque média a un journaliste qui est  
24 assigné, je vous dirais, au dossier  
25 d'environnement. À l'époque, c'était monsieur

1 Francoeur au Devoir qui se faisait un plaisir à  
2 chaque jour d'appeler nos attachés de presse et de  
3 poser des questions sur un dossier en particulier,  
4 un déversement ou un accident environnemental, et  
5 caetera, et caetera.

6           Donc, la structure d'un cabinet c'est ça.  
7 C'est beaucoup d'heures, c'est beaucoup de travail,  
8 c'est... puis le cabinet, puis je pense que ça va  
9 être une de vos questions sûrement. Le cabinet  
10 travaille énormément avec les fonctionnaires.

11 Q. [677] Effectivement, puis vous avez bien lu dans ma  
12 pensée. J'ai posé la question tantôt à monsieur  
13 Antoine qui était pas capable d'y répondre et je  
14 pense que vous vous allez y répondre. Alors, c'est-  
15 à-dire comment fonctionne des liens entre le  
16 cabinet...

17 R. Hum, hum.

18 Q. [678] ... et les fonctionnaires? Peut-être nous  
19 parler de la ligne, là.

20 R. Oui, le gouvernement c'est très hiérarchisé, dans  
21 le sens que vous êtes directeur de cabinet, votre  
22 principal contact c'est le sous-ministre. Dans mon  
23 cas c'était la sous-ministre. C'est un monde de  
24 femmes. Moi j'avais une ministre et une sous-  
25 ministre et je me plaisais beaucoup là-dedans.

1 Q. **[679]** Puis, à ce moment-là, parce que je vais,  
2 excusez-moi de vous interrompre, c'est évident  
3 qu'on va parler du dossier Carboneutre...

4 R. Hum, hum.

5 Q. **[680]** ... je vais vous mettre une période de  
6 temps...

7 R. Oui.

8 Q. **[681]** ... je vais vous mettre fin deux mille huit  
9 (2008), deux mille neuf (2009)?

10 R. Oui.

11 Q. **[682]** En tout cas pendant que vous étiez au  
12 cabinet, là, et que madame Beauchamp était la  
13 ministre. Je vais vous demander de nous dire qui  
14 étaient les sous-ministres, qui étaient également  
15 vos... vos conseillers effectivement, parce que  
16 vous avez vu tantôt probablement vous étiez dans la  
17 salle, il y a un courriel qui a été déposé?

18 R. Absolument.

19 Q. **[683]** Donc, je vais avoir des questions à vous  
20 poser?

21 R. Oui. Alors, la sous-ministre en titre, c'était  
22 madame Paulin, Madeleine Paulin avec qui j'ai  
23 travaillé pendant trois ans et demi. Madame Paulin  
24 était là de même depuis l'époque d'André Boisclair,  
25 puis elle avait fait tous les ministres de monsieur

1           Boisclair, monsieur Mulcair, monsieur Béchard et  
2           madame Beauchamp.

3           Q. **[684]** Madame Paulin est la sous-ministre en titre?

4           R. Madame Paulin était la sous-ministre en titre. On  
5           avait Michel Rousseau qui était sous-ministre  
6           responsable des directions régionales. Il y avait  
7           Charles Larochelle qui s'occupait des... des  
8           changements climatiques et là, Léopold Gaudreau qui  
9           s'occupait des parcs. Si vous me demandez les  
10          autres je ne m'en rappelle plus.

11          Q. **[685]** O.K.

12          R. Mais il y avait quand même une équipe, je crois  
13          qu'ils étaient cinq ou six sous-ministres adjoints,  
14          puis chacun leur secteur, là.

15          Q. **[686]** Parfait. Et au niveau de votre personnel, à  
16          ce moment-là, le personnel?

17          R. Dans le cabinet, comme je vous le disais tantôt,  
18          j'avais quatre attachés politiques, j'avais madame  
19          Claudine Metcalfe que vous avez vu tantôt un  
20          courriel qu'elle avait envoyé du côté du  
21          ministère...

22          Q. **[687]** Oui?

23          R. ... elle s'occupait de ce que j'appelais le secteur  
24          terre. Donc, tout ce qui était question  
25          d'enfouissement, matières résiduelles. J'avais

1 d'autres attachés politiques. Voulez-vous que je  
2 vous les nomme?

3 Q. **[688]** Non.

4 R. Pas nécessaire.

5 Q. **[689]** Madame Metcalfe?

6 R. Madame Metcalfe c'était ma conseillère, ma  
7 conseillère qui était avec nous au ministère de  
8 l'Environnement, pas de l'Environnement, mais de la  
9 Culture qui nous a suivi ensuite au ministère de  
10 l'Environnement.

11 Q. **[690]** Est-ce qu'on peut dire que deux personnes-  
12 clés pour un dossier comme Carboneutre va être  
13 monsieur Rousseau comme sous-ministre?

14 R. Sa personne-clé, oui.

15 Q. **[691]** Ou la personne-clé et chez vous ça va être  
16 madame Metcalfe?

17 R. Oui, c'est ça.

18 Q. **[692]** Parfait. D'où maintenant la prochaine  
19 question ou la même question, comment va  
20 fonctionner la ligne en autorité si on veut?

21 R. Quand... il rentre énormément de demandes dans un  
22 cabinet. Les demandes peuvent entrer par courrier,  
23 aujourd'hui ils rentrent plus par courriel. Mais à  
24 l'époque ça rentre beaucoup par courrier. Donc, on  
25 a toutes sortes de demandes. Le cabinet, on peut

1       avoir des demandes de rencontres avec la ministre,  
2       on peut avoir des demandes de participation. Dans  
3       le cas du ministère de l'Environnement il n'y a pas  
4       beaucoup de demandes de subvention. Ce n'est pas un  
5       ministère qui donne beaucoup de subventions, mais  
6       dans d'autres cas, dans d'autres ministères comme  
7       le ministère de la Culture, il y a beaucoup de  
8       demandes de subventions pour des bibliothèques, des  
9       musées, et caetera.

10               Mais dans le cas du ministère de  
11       l'Environnement, il va rentrer énormément de  
12       demandes. Ça peut être des plaintes de citoyens, ça  
13       peut être des longues lettres de citoyens où ils  
14       disent : « Moi je ne suis pas intéressé d'avoir un  
15       site d'enfouissement comme voisin ». C'est le genre  
16       de choses-là.

17               Toute correspondance qui rentre au cabinet,  
18       qu'elle soit, qu'elle vienne de la poste, qu'elle  
19       viennne d'un député, d'un maire, d'une entreprise va  
20       nécessairement du côté des fonctionnaires. Puis il  
21       y a un système, selon le ministère, vous allez  
22       avoir dans certains cas un lien avec le secrétariat  
23       du ministère.

24               Dans le cas du ministère de  
25       l'Environnement, c'est avec un monsieur qui est un



1       adjoint de la sous-ministre, de madame Paulin, qui  
2       accueillait toutes nos demandes. Puis on s'entend,  
3       là, il en rentre, quand je dis qu'il en rentre  
4       beaucoup, il en rentre énormément. Donc, on avait  
5       des grandes feuilles où on demandait, bien dans ce  
6       cas-ci, suivi approprié, ça voulait dire, dans le  
7       fond, on vous donne le dossier, occupez-vous-en  
8       puis donnez une réponse à cette personne-là.

9               Ça pouvait être lettre pour signature de la  
10       ministre, lettre pour signature d'un directeur. Ça  
11       pouvait être dans bien des cas, c'est ça quand on  
12       avait une demande qui venait d'un député, c'était  
13       mettons pour état de situations. Donc, donnez-moi  
14       un état de situation de ce dossier-là, parce qu'on  
15       va éventuellement les rencontrer ou on va  
16       éventuellement avoir une question à répondre soit à  
17       l'élus soit à un maire.

18              Tu sais, il peut y avoir un maire qui nous  
19       appelle qui nous dit : « Écoutez, nous autres on a  
20       un nouveau développement domiciliaire, il faut  
21       creuser pour des égouts, ça tarde, on tarde à avoir  
22       les... les certificats d'autorisation ». Donc, on  
23       demande un état de situation pour être capable de  
24       donner une réponse ensuite à ces gens-là, aux  
25       demandeurs d'information. Donc, c'est... c'est...

1 la communication se fait de cette façon-là.

2 Le chef de cabinet et la sous-ministre, on  
3 se parle quatre, cinq fois par jour. Moi, je parle  
4 beaucoup plus souvent, je parlais beaucoup plus  
5 souvent à ma sous-ministre qu'à ma ministre. C'est  
6 normal. La proximité, nos bureaux sont au même  
7 étage. On se voit souvent. Puis c'est des deux  
8 côtés. C'est autant la sous-ministre qui vient du  
9 côté du cabinet pour parler au cabinet ou le  
10 cabinet qui va du côté de la sous-ministre.

11 Q. **[693]** Parfait. Donc, ce qui fait en sorte... Vous  
12 avez, et vous avez vu le courriel.

13 R. Oui.

14 Q. **[694]** On peut le regarder encore. Madame Metcalfe  
15 va poser une question qui vient de monsieur  
16 Tomassi. À votre connaissance personnelle, avant ce  
17 courriel-là, qui vous a amené la problématique du  
18 dossier Carboneutre?

19 R. C'était, de mémoire, là, parce que c'est en deux  
20 mille neuf (2009), puis c'était un dossier, moi, je  
21 ne m'occupais pas, comme je vous dis, on laissait  
22 ces dossiers-là aux attachés politiques, c'était  
23 probablement monsieur Tomassi qui avait contacté  
24 madame Metcalfe. Je dis probablement, là, parce que  
25 je n'ai pas la certitude à cent pour cent. Comment

1 il l'avait contactée? Soit par courriel, ou il  
2 l'avait vue à l'assemblée nationale, ou il l'avait  
3 appelée.

4 Mais il avait sûrement contacté madame  
5 Metcalfe pour lui dire : « Écoute, dans mon comté  
6 ou dans mes commettants, j'ai une entreprise qui a  
7 un problème avec ton ministère. » Puis c'est  
8 fréquent, là. C'est fréquent dans le fond au niveau  
9 des députés. Tu te promènes à l'assemblée  
10 nationale, même des fois c'est fatigant, mais tu te  
11 promènes à l'assemblée nationale, tu as toujours un  
12 député qui va te demander : « J'ai un dossier pour  
13 toi. J'ai un dossier pour toi. » Donc, c'est pour  
14 ça que tu n'y vas pas souvent à l'assemblée  
15 nationale.

16 Q. **[695]** Souvent peut arriver, c'est un dossier, c'est  
17 un dossier qui émane d'une compagnie ou d'une  
18 corporation...

19 R. Oui.

20 Q. **[696]** ... qui a souvent sa place d'affaires dans le  
21 comté du ministre?

22 R. Oui.

23 Q. **[697]** Souvent. Si je vous pose comme prémisse de  
24 base que Énergie Carboneutre n'est pas du tout dans  
25 le comté de Lafontaine, donc dans le comté de

1 monsieur Tomassi. Monsieur Tomassi a représenté le  
2 comté de Lafontaine pendant des années. Est-ce que  
3 c'est également quelque chose qui est plausible?  
4 Est-ce qu'il y a des demandes qui sont faites par  
5 un ministre, un ministre ou un député, mais ce  
6 n'est pas du tout sa circonscription électorale?

7 R. Oui, ça va arriver. Soit que même si l'entreprise  
8 n'est pas dans son comté, les actionnaires ou les  
9 propriétaires de l'entreprise, ou les gens qui y  
10 travaillent sont dans son comté. Ça peut être une  
11 des choses. Ça peut être des gens qui se  
12 connaissent. Ça peut être des gens simplement qui  
13 se connaissent, mais que ça adonne qu'ils ne sont  
14 pas dans le comté. Ça peut être aussi par zone  
15 géographique. Dans le sens que Énergie Carboneutre  
16 était dans l'est, monsieur Tomassi était député du  
17 comté de Lafontaine, donc dans l'est aussi. Ça peut  
18 être un paquet de choses. Mais ce n'est pas  
19 nécessairement un commettant, ce qu'on appelle un  
20 commettant, quelqu'un qui est dans son comté  
21 spécifiquement.

22 Q. [698] Donc, ce que vous nous dites, c'est qu'un  
23 député pour soit quelqu'un de son comté ou de sa  
24 région, et caetera, peut faire, peut-être que  
25 l'analogie est peut-être mauvaise, mais il y a bien

1 du lobby, là?

2 R. Oui.

3 Q. **[699]** Faire du lobby, c'est-à-dire...

4 R. Absolument.

5 Q. **[700]** Effectivement, pour que le dossier avance?

6 R. Absolument.

7 Q. **[701]** Est-ce que monsieur Tomassi l'a fait pour  
8 Carboneutre à votre connaissance personnelle?

9 R. À ma connaissance, oui.

10 Q. **[702]** O.K. Alors, vous allez expliquer aux  
11 commissaires comment monsieur, qu'est-ce que  
12 monsieur Tomassi a fait dans ce dossier?

13 R. Alors, bien, il y a eu une demande de rencontre de  
14 monsieur Tomassi à...

15 Q. **[703]** Je vous mets comme... Parce que je n'ai pas  
16 la date exacte. Mais je vous mets le courriel de  
17 madame Metcalfe au mois d'août deux mille neuf  
18 (2009). Et monsieur Tomassi lui indique que le  
19 dossier est comme avancé, puis qu'est-ce qui se  
20 passe, puis est-ce qu'on peut avoir un certificat,  
21 un certificat temporaire, ou une autorisation  
22 temporaire. Donc c'est possiblement avant?

23 R. C'est probablement dans ce temps-là.

24 Q. **[704]** O.K.

25 R. Moi, je vous dirais que l'implication du cabinet

1 dans le dossier Énergie Carboneutre doit se tenir  
2 entre le début août puis la mi-septembre. Vous  
3 allez comprendre tantôt pourquoi je vous parle de  
4 la mi-septembre.

5 Q. [705] Oui.

6 R. L'implication s'est faite à peu près sur une  
7 période, je dirais, quatre, cinq semaines maximum.  
8 Donc, demande de rencontre de la part de monsieur  
9 Tomassi, ce qui est normal. Le plus ironique là-  
10 dedans, c'est que la rencontre a eu lieu ici, ici  
11 même, deux étages plus bas, dans votre bureau. Et  
12 cette rencontre-là a lieu. Alors, je présume qu'il  
13 y a eu une demande d'état de situation de la part  
14 de madame Metcalfe auprès du Ministère, avec une  
15 date de tombée. Donc, la rencontre a lieu vendredi  
16 prochain. On demande au Ministère, préparez-moi un  
17 état de situation pour vendredi prochain. Donc, la  
18 rencontre a eu lieu. Monsieur Tomassi était présent  
19 avec deux personnes dont, sincèrement, je n'ai pas  
20 les noms. Je ne me rappelle pas. Puis le problème  
21 qu'on a, c'est que tous ces trucs-là sont dans nos  
22 agendas électroniques. Puis quand on quitte, on n'a  
23 plus d'agenda électronique ou on ne peut pas  
24 retourner quatre, cinq ans en arrière.

25 Q. [706] Depuis quelques années, la photo de Domenico

1       Arcuri a passé dans les médias, et caetera. Est-ce  
2       qu'il est possible que monsieur Arcuri ait été  
3       présent avec monsieur Tomassi? Je fais appel à  
4       votre mémoire.

5       R. Je vous dirais, il serait assis ici devant moi, là,  
6       puis je ne pourrais même pas vous dire c'est qui.

7       Q. **[707]** O.K.

8       R. Je ne connais pas ces gens-là, là. Donc, Tomassi se  
9       présente avec deux personnes d'Énergie Carboneutre  
10      au cabinet, puis ils viennent nous exposer leur  
11      dossier. Normalement, je n'assiste pas. Mais c'est  
12      un vendredi, je crois, parce qu'on était à Montréal  
13      les lundis ou les vendredis. Mardis, mercredis,  
14      jeudis, on est à Québec pour... Mais l'assemblée ne  
15      siège pas à ce moment-là. Mais on est quand même à  
16      Québec généralement dans les milieux de semaine. Et  
17      on les rencontre. Ils nous expliquent le truc.  
18      Puis, honnêtement, je pense qu'après trois minutes,  
19      je suis complètement perdu. Les cours de chimie  
20      datent de secondaire IV. Et puis, pour moi, c'est  
21      trop compliqué. Puis de toute façon, ce qu'il faut  
22      comprendre...

23      Q. **[708]** Puis étiez-vous seulement vous et madame  
24      Metcalf?

25      R. Oui. Oui. Oui.

1 Q. [709] O.K.

2 R. Puis de toute façon, ce qu'il faut comprendre,  
3 c'est que tu leur expliques rapidement à tous les  
4 gens que tu rencontres, tous les certificats  
5 d'autorisation, c'est un pouvoir délégué aux  
6 directions régionales. Ce n'est pas un pouvoir, ce  
7 n'est pas une signature de la ministre... la  
8 ministre, ou le cabinet de la ministre, pardon, qui  
9 décide si oui ou non telle entreprise a droit à un  
10 certificat d'autorisation. C'est un pouvoir  
11 délégué. Donc c'est délégué vers les directions  
12 régionales. Il faut toujours, tu commences toujours  
13 comme ça autrement dit. Tu leur dis tout le temps,  
14 bien écoutez, c'est pas nous qui décidons. C'est le  
15 Ministère qui doit décider. C'est un processus,  
16 comme je vous le disais, extrêmement technique. On  
17 est, Madame Metcalfe et moi, on est pas du tout  
18 pour être capables de leur répondre, même les  
19 écouter. Donc suggestion ...

20 Q. [710] Mais c'est quoi les doléances de... de...  
21 de... de Monsieur Tomassi...

22 R. Bien c'est très...

23 Q. [711] ... et de ses... de ses invités?

24 R. Je pense qu'est-ce qu'ils veulent dans le fond,  
25 c'est un certificat d'autorisation. Ça...



1 Q. [712] Ça, ça je le sais, mais est-ce qu'il trouve  
2 que les fonctionnaires vont pas assez vite, c'est  
3 quoi les doléances?

4 R. La majorité des doléances des gens qui viennent  
5 voir un Cabinet, peu importe si c'est le dossier de  
6 Carboneutre ou n'importe quoi, c'est généralement  
7 ça va pas assez vite. Donc c'est pas... c'est  
8 pas... je m'entends pas avec un fonctionnaire ou,  
9 il m'aime pas, ou n'importe quoi, c'est la... la...  
10 la doléance principale c'est, ça va pas assez vite,  
11 ils veulent pas régler le dossier puis, c'est long,  
12 puis ça traîne puis nous on a des contrats qui s'en  
13 viennent puis tout ça. Donc, ç... la principale  
14 doléance, comme je vous dis, pas juste dans ce  
15 dossier-là mais dans tous les dossiers, c'est ça.

16 Q. [713] Parfait.

17 R. Donc...

18 Q. [714] Continuez, continuez, continuez votre  
19 histoire, là.

20 R. ... juste finir, finir mon truc, la rencontre,  
21 honnêtement on comprend rien, là, puis on sait pas  
22 c'est quoi mais c'est quand même intéressant, là.  
23 Tu sais, quand même, t'es, t'es au Ministère de  
24 l'environnement, quelqu'un vient te dire moi j'ai  
25 une façon de décontaminer de la terre contaminée,

1 tu te dis, bien cou'don, ça, ça peut être  
2 intéressant puis t'as un député devant toi, puis le  
3 but aussi d'un Cabinet, c'est d'aider les élus,  
4 comme je vous dis, peu importe le parti. Donc, on  
5 propose une autre rencontre, une seconde rencontre,  
6 avec les fonctionnaires.

7 Q. [715] Combien de temps après?

8 R. Ouf! pas tellement longtemps après, là. Tu sais, ça  
9 s'est fait peut-être dans les semaines, je dirais,  
10 dans les... pas dans les jours, mais peut-être une  
11 semaine ou deux après. Et la rencontre a eu lieu à  
12 Québec, la rencontre a eu lieu à Québec où sont les  
13 experts du Ministère. Parce que comme Monsieur  
14 Antoine l'expliquait tantôt, les vrais experts du  
15 Ministère au niveau très...

16 Q. [716] Service des lieux contaminés.

17 R. C'est ça, c'est à Québec. Donc, on propose une  
18 rencontre à Québec, qui a eu lieu quelques jours ou  
19 quelques semaines plus tard, là, j'ai pas la notion  
20 du temps à ce niveau-là.

21 Q. [717] O.K. Et qui va être présent à Québec?

22 R. Encore là, Monsieur Tomassi, deux personnes  
23 d'Énergie Carboneutre, des fonctionnaires dont, je  
24 me rappelle le sous-ministre adjoint, Monsieur  
25 Rousseau était là, sûrement des gens plus

1 techniques, là, des gens de direction, là, des, des  
2 directions des, des terres contaminées, là, et,  
3 moi-même et Madame Metcalfe. Après, je dirais nous  
4 on est là, dans le fond, le Cabinet on est là pour  
5 présenter les gens puis on se retire. On a d'autres  
6 choses à faire, on est sur d'autres dossiers puis  
7 on dit, O.K., on laisse les gens qui connaissent ça  
8 discuter entre eux. Donc...

9 Q. [718] Puis le Ministre Tomassi, lui, est-ce qu'il  
10 intervient? Est-ce qu'il pousse? Est-ce qu'il...?

11 R. C'est clair que, c'est clair que il y a une  
12 intervention mais comme tout député qui vient dans  
13 ce genre de rencontre-là, là. Tu sais, ni plus ni  
14 moins mais il est présent.

15 Q. [719] O.K. Monsieur Antoine lui est pas présent?  
16 Monsieur Antoine vous avez vu ici, à votre  
17 souvenir?

18 R. Aucune espèce d'idée.

19 Q. [720] Non, pas du tout?

20 R. Non. Je me rappelle pas.

21 Q. [721] On parle plus des gens de Québec, du Service  
22 des...

23 R. On est avec, moi je rappelle que, que Michel  
24 Rousseau était là, que Claudine et moi on était là,  
25 puis Monsieur Tomassi, puis le reste des personnes,

1           quelques personnes, là, c'est une salle, on  
2           s'entend, là, c'est pas une énorme salle, c'est une  
3           salle qui contient peut-être bien tassés, dix-  
4           douze (10-12) personnes, là, donc on est là-dedans,  
5           là.

6       Q. [722] O.K. Monsieur Tomassi, à votre souvenir, est-  
7           ce qu'il... est-ce qu'il... est-ce qu'il, parce que  
8           vous dites, c'est pas rare, là. Je veux dire...

9       R. Hum, hum.

10      Q. [723] ... des... des... le député fait sa, sa  
11           job...

12      R. Oui.

13      Q. [724] ... entre guillemets, c'est-à-dire il pousse  
14           les dossiers, soit pour des gens de son district  
15           peut-être, soit des gens de la même origine...

16      R. Oui.

17      Q. [725] ... peut-être aussi, là...

18      R. Ça peut arriver aussi.

19      Q. [726] Ça peut arriver. Est-ce que vous avez pu  
20           sentir chez Monsieur Tomassi qu'il poussait peut-  
21           être un petit peu plus que d'habi... que... que  
22           d'autres, en carrière, là?

23      R. C'était un, un des députés qui poussait le plus sur  
24           ses dossiers. Mais il y en a d'autres qui faisaient  
25           la même chose. Mais c'est effectivement... Puis il

1 y a des députés qui vont laisser ça à leur  
2 personnel de comté, qui vont dire, tous les  
3 dossiers de comté, je les laisse à mon directeur de  
4 comté, puis il y a des députés qui vont s'en  
5 occuper personnellement. Ça dépend, je dirais, de  
6 la personnalité du... du... du député, mais c'est  
7 pas nécessairement propre à lui de dire qu'il  
8 s'occupait de ses dossiers. J'ai eu d'autres  
9 exemples où il y avait des députés qui  
10 s'impliquaient personnellement dans des dossiers ou  
11 il y avait beaucoup de grogne dans leur comté ou de  
12 ce genre de cho... de choses-là.

13 Q. [727] O.K. Monsieur Tomassi, outre ces deux  
14 rencontres-là, est-ce que vous avez, est-ce qu'il,  
15 est-ce qu'il vous appelait, est-ce qu'il vous  
16 relançait ou est-ce qu'il, ou le faisait-il avec  
17 Madame Metcalfe?

18 R. Je pense qu'il le faisait sûrement avec Madame  
19 Metcalfe mais pas avec moi. Moi c'était, c'était  
20 non. Moi c'était pas, c'était pas p... honnêtement  
21 puis s'il m'avait appelé, je l'aurais référé tout  
22 de suite à Madame Metcalfe. C'était elle, c'était  
23 son travail puis à cette époque-là, là, on est en  
24 août, septembre, on est en train de préparer le  
25 Sommet de Copenhague sur les changements

1       climatiques, moi je suis en négociations à tous les  
2       jours avec mes collègues de l'Alberta, de  
3       l'Ontario, avec mes collègues du Ministère des  
4       finances pour ci... fixer les cibles pour de vin...  
5       de réduction des gaz à effet de serre pour deux  
6       mille vingt (2020), honnêtement, là, le dossier  
7       Carboneutre dans ma tête à moi, c'est un grain de  
8       poussière dans l'univers, là. C'est, on a bien  
9       d'autres choses à s'occuper, là.

10      Q. **[728]** O.K. Ma... Madame Metcalfe, est-ce qu'elle  
11       vous fait rapport chaque fois qu'elle parle avec  
12       Monsieur Tomassi, est-ce que...

13      R. Non, pas tout le temps.

14      Q. **[729]** Pas tout le temps?

15      R. Non. Ça va être le genre, ça va être le genre, on  
16       va se voir parce qu'on a des réunions généralement,  
17       là on est pas en période de questions donc on a pas  
18       de réunions à chaque jour, mais c'est le genre,  
19       bon, il m'a appelé, tu sais, mais c'est, tu dis,  
20       bon, O.K., tant mieux, tu sais. C'est, c'est pas,  
21       c'est pas inhabituel qu'un député fasse des...  
22       des... des suivis auprès du Ministère.

23      Q. **[730]** Question également, vous avez... il y a eu  
24       des... des... des demandes qui ont été faites sur  
25       des états de situation. Est-ce qu'il est venu à, à

1            vos oreilles en tout cas, que Carboneutre, par le  
2            passé, avait été pas mal délinquant en tout cas?

3            R. Disons, délinquant, sûrement que dans la fiche  
4            d'état de situation, il y avait sûrement des...  
5            des... toute l'historique, là, que vous avez  
6            entendu depuis, depuis, depuis hier, là.

7            Q. [731] Oui.

8            R. Sûrement que ça en faisait mention mais c'est une  
9            fiche, on s'entend, là. Un état de situation,  
10           généralement ça tient sur une page, de 8 1/2 X 14.  
11           C'est, l'entreprise, va vous donner un bress...  
12           bref historique de l'entreprise. On va dire,  
13           l'historique de l'entreprise avec le Ministère puis  
14           où ils en sont. Puis ça se tient à peu près à ça.  
15           Puis il y a pas de recommandations. Tu demandes pas  
16           de recommandations. Tu demandes un état de  
17           situation parce que j'oubliais tantôt, dans la  
18           liste de trucs qu'on peut demander, on peut avoir  
19           état de situation avec recommandations. Dans ce  
20           cas-là, si tu demandes pas de recommandation, on  
21           t'en donne pas. Donc, puis ça, ça nous faisait  
22           simplement l'historique du dossier de façon très  
23           administrative, je vous dirais, du dossier comme  
24           tel.

25           Q. [732] O.K. Et la façon de faire, quand on regarde

1 le courriel de Madame Metcalfe, est-ce que c'est la  
2 façon de faire habituelle, c'est-à-dire il y a un  
3 député qui pose une question, et là va s'ensuivre  
4 une chaîne?

5 R. Oui, tout à fait, tout à fait. D'ailleurs, quand  
6 vous recevez un état de situation, vous avez  
7 généralement dans la page intérieure, c'est des  
8 grandes pochettes 8 1/2 X 14, là, pour ceux qui ont  
9 été dans... au recouvrement vont savoir ce que je  
10 parle, et c'est des grandes pochettes 8 1/2 X 14  
11 puis vous avez là, le terme anglais, le « paper  
12 trail » de votre demande. Donc, la date, l'origine,  
13 la, la première personne qui y a touché, puis là  
14 vous allez, ça va descendre, puis ça passe, il y a  
15 de nombreux étages, il y a autant de ministères à  
16 Québec qu'il y a de nombreux étages dans l'édifice,  
17 dans l'édifice G, autant dans la fiche vous allez  
18 avoir de nombreux étages de... de noms de personnes  
19 qui ont touché au dossier comme tel. Vous me  
20 demandez, est-ce que c'est normal que - puis j'ai  
21 vu le courriel - est-ce que c'est normal qu'on  
22 copie, si vous voulez, une partie d'un courriel?  
23 Oui parce que c'était la question qui avait été  
24 posée. Donc, et on la pose dans, puis la personne à  
25 qui elle était, là, Monsieur Letendre, Monsieur



1           Letendre c'était l'interface dans le fond entre le  
2           Ministère du bureau de la sous-ministre...

3       Q. **[733]** Oui.

4       R. ... et le Cabinet.

5       Q. **[734]** Parfait. Et généralement, est-ce qu'une  
6           demande qui émane du Cabinet est prioritaire? Parce  
7           là on a vu là-dedans c'était, que c'était urgent,  
8           là. Est-ce que, est-ce que ça crée, je fais  
9           attention au mot, pression ou être plus diligent,  
10          comment est-ce que ça fonctionne?

11      R. Je dirais que oui. Il y a... il y a sûrement dans,  
12      dans... Écoutez, ça, ça vient du bureau, ça vient  
13      de la ministre. Donc, c'est clair que, il y a une,  
14      c'est pas une priorité qui est donnée, mais  
15      probablement quelque chose qui fait que, oh! là ça  
16      vient du bureau de la ministre. Mais ça vient  
17      aussi, c'est indiqué, ça vient d'un député. Donc,  
18      avant tout, avant de dire que ça vient d'un bureau  
19      de la ministre, parce que ça transite par le bureau  
20      de la ministre, mais ça vient d'un député. Est-ce  
21      que ça a une influence particulière? C'est des  
22      humains, hein, qui traitent les dossiers. Donc  
23      c'est clair que s'ils voient qu'une demande vient  
24      du Cabinet, peut-être qu'ils vont la regarder de  
25      plus près mais ils savent fort bien que le Cabinet

1 n'a rien à voir avec les décisions au niveau d'un  
2 certificat d'autorisation.

3 Q. [735] Mais ça peut faire en sorte que ça peut  
4 prioriser des choses?

5 R. Oh! absolument, absolument.

6 Q. [736] C'est-à-dire qu'un dossier qui peut être dans  
7 le bas de la pile, bien peut monter plus haut.

8 R. Oui, oui, mais pas nécessairement. Pas  
9 nécessairement dans le sens que, le Cabinet ne va  
10 jamais demander, puis ça, écoutez, trois ans et  
11 demi au Ministère de l'en... de l'environnement...

12 Q. [737] Oui.

13 R. ... le Cabinet ne demandera pas de régler le  
14 dossier. Le Cabinet va demander de... pouvez-vous  
15 le regarder d'un oeil différent? Pouvez-vous vous  
16 entendre entre vous autres? Pouvez-vous vous  
17 rencontrer? Pouvez-vous le passer à vos experts?  
18 Mais l... on sait fort bien que c'est des décisions  
19 qui sont des décisions scientifiques, que tout le  
20 processus, là, le Cabinet peut pas s'in... s'in...  
21 s'in... s'ingérer là-dedans.

22 D'ailleurs, le Ministère de  
23 l'environnement, c'est le Ministère au gouvernement  
24 qui comporte le plus de PHD, donc de gens qui ont  
25 des doctorats. Puis la réponse, pourquoi c'est

1       comme ça? C'est que c'est vraiment des procédés qui  
2       sont complexes, autant au niveau de l'analyse de  
3       l'eau, l'analyse des... des nappes d'eau  
4       souterraines et de la... du... de la disposition  
5       des, des matérielles résiduelles ou des matières  
6       dangereuses. Mais le Cabinet n'a pas une décision,  
7       c'est pas une décision de politique. C'est une  
8       décision qui est purement administrative. Mais,  
9       quand les gens font appel à nous, puis comme je  
10      vous dis, ça peut être aussi des citoyens, là. Moi  
11      j'ai eu des appels de citoyens dans le dossier, je,  
12      vous vous rappelez sûrement le site d'enfouissement  
13      à Lachenaie, où il y avait des citoyens qui  
14      étaient, excusez le mot, mais qui étaient écoeurés  
15      d'avoir un site d'enfouissement comme voisin, puis  
16      on avait énormément, puis c'était Madame Metcalfe  
17      qui s'occupait justement des dossiers, il y avait  
18      énormément de demandes de ces gens-là pour que le  
19      Cabinet, pour la ministre intervienne. Mais au bout  
20      de la ligne, la ministre n'a pas le pouvoir  
21      d'intervenir dans ce genre de choses-là. Si ces  
22      gens-là rencontrent tous les, les critères, si vous  
23      voulez, d'octroi d'un CA pour, d'un certificat  
24      d'autorisation, il y a rien qui, qui va empêcher  
25      que ça, qu'il soit octroyé. Donc, il y a pas,

1 l'intervention politique elle n'... elle, elle,  
2 elle est là comme, parlez-vous, mais au bout de la  
3 ligne elle est pas comme, réglez.

4 Q. **[738]** Parlez-vous et dépêchez-vous, des fois?

5 R. Parlez-vous et dépêchez-vous.

6 (16:13:07)

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Q. **[739]** Mais ça c'est énorme Monsieur Crête, par  
9 rapport à quelqu'un qui n'a pas accès à son député  
10 de cette façon-là...

11 R. Hum, hum.

12 Q. **[740]** ... ou qui y aurait accès, mais c'est pas un  
13 ami du député.

14 R. Encore là, comme je dis, les simples citoyens, les  
15 gens de Lach... de Lachenaie à l'époque, c'était  
16 pas par leur député, c'était des gens qui,  
17 directement envoyaient, c'est un groupe de citoyens  
18 à l'époque, qui envoyait directement les demandes  
19 au bureau de la ministre puis ils avaient le même  
20 traitement que si ça avait été le bureau de, si ça  
21 avait été un bureau de député, ou le bureau d'un  
22 maire ou peu importe, ces gens-là s'adressent au  
23 Cabinet parce qu'il y a une problématique puis le,  
24 je vous dirais que le Cabinet, ça devient un espèce  
25 de... de dernier recours si vous voulez. Ça devient

1       comme le dernier tribunal en haut où, après ça on  
2       peut pas aller plus loin, là. Donc, c'est pas parce  
3       que ces gens-là avaient un contact privilégié. Ces  
4       gens-là s'adressaient au Cabinet. Les gens de  
5       Lachenaie, à l'époque, s'adressaient au Cabinet.  
6       Donc, il y avait pas de traitement particulier.  
7       (16:13:07)

8       LA PRÉSIDENTE :

9       Q. **[741]** Qu'est-ce qui fait qu'un groupe peut avoir du  
10       succès auprès du cabinet par rapport à d'autres qui  
11       ne seront jamais regardé?

12       R. Je vous dirais que dans mon cas il y avait très peu  
13       de groupes qui n'avaient pas accès ou qui n'avaient  
14       pas de succès. L'idée chez nous c'est que ces gens-  
15       là c'était des citoyens, puis ces gens-là avaient  
16       le droit de s'adresser au cabinet, avaient le droit  
17       de s'adresser au cabinet d'une ministre. Ça ne vous  
18       satisfait pas.

19       Q. **[742]** Je vous écoute.

20       R. O.K.

21       Me DENIS GALLANT :

22       Q. **[743]** Est-ce que... parce que vous avez dit tantôt  
23       que les députés avaient accès et souvent c'est un  
24       député, peu importe sa couleur...

25       R. Oui.

1 Q. [744] ... on donnait la même priorité parce qu'il y  
2 a des citoyens souvent au bout, ils sont porteurs  
3 de dossiers de citoyens. Est-ce que le fait, en  
4 plus d'être titulaire d'un ministère, d'être un  
5 ministre, dans le cas de monsieur... de monsieur  
6 Tomassi, ça... ça aide, là..., ça aide le client,  
7 dans le cas-ci Énergie Carboneutre?

8 R. Dans le cas... dans le cas chez nous un député  
9 c'est un député. Moi avant tout là, puis ça a été  
10 souvent ce qu'on a dit à beaucoup de gens, puis  
11 c'est ce que madame Beauchamp disait elle-même, un  
12 député, un ministre est avant tout un député. Puis  
13 le ministre ne sera pas ministre s'il n'est pas  
14 député.

15 Donc, pour nous moi qui a été député, qui a  
16 été ministre, dans mon cas, dans le cas du cabinet  
17 chez nous, ça n'avait aucune différence.

18 Q. [745] Parfait. Vous avez... vous avez des... vous  
19 avez un monsieur Tomassi qui amène un monsieur  
20 Ringuette...

21 R. Oui.

22 Q. [746] ... ou d'autres personnes. J'en suis. Est-ce  
23 que vous avez été mis au courant à un certain  
24 moment que des gens proches du crime organisé  
25 étaient... étaient dans l'entreprise en tant que

1 tel?

2 R. Oui, alors, je vous dirais après la rencontre,  
3 après la fameuse rencontre, la deuxième.

4 Q. [747] Celle de Québec?

5 R. Celle de Québec. L'avocat de Horizon, dont on a  
6 parlé un petit peu plus tôt ici, m'appelle.

7 Q. [748] On situe ça quand à peu près cet appel-là?

8 R. Ah, dans les jours ou semaines qui ont suivi. C'est  
9 un petit monde, hein, ça fait que... il me dit, il  
10 dit : « Je sais que vous avez rencontré, je sais  
11 que le cabinet avec le ministère a rencontré  
12 Carboneutre ». Et c'est quelqu'un que je respecte,  
13 c'est quelqu'un qui... il y a très peu d'avocats  
14 dans le milieu de l'environnement. Donc, après  
15 quoi, ça fait deux ans que je suis au ministère.

16 Donc, on vient qu'on connaît un peu tous  
17 les avocats qui s'occupent du milieu  
18 environnemental. Et il me dit, il dit : « Écoutez,  
19 moi je vous aime bien, j'aime bien madame  
20 Beauchamp, et touchez pas à cette entreprise-là,  
21 c'est des gens qui sont louches. Les gens qui sont  
22 derrière cette entreprise-là, pas les gens qu'on a  
23 rencontré, là...

24 Q. [749] O.K.

25 R. ... mais les gens qui sont en arrière de ça, ce

1 n'est pas des gens recommandables. Pour votre bien,  
2 pour le bien de... du gouvernement ou de madame  
3 Beauchamp, on vous dit touchez pas à ça ».

4 Alors, moi, comme je vous dis c'est  
5 quelqu'un que je respecte, que je respectais, je le  
6 connais, je le fréquente pas, mais c'est quelqu'un  
7 qui... j'ai pris ça au sérieux autrement dit.

8 Alors, la réaction, première réaction ça a  
9 été d'aller voir madame Metcalfe, ma conseillère  
10 puis de dire on ne touche plus à ça. Ce dossier-là  
11 sort du cabinet, moi je ne veux plus voir ça ici.  
12 Ce n'est pas... je n'avais pas de preuve comme tel.

13 Q. **[750]** On peut parler de septembre deux mille neuf  
14 (2009), est-ce que c'est?

15 R. C'est probablement en septembre deux mille neuf  
16 (2009). Comme je vous dis, comme je vous disais  
17 tantôt, ce dossier-là a eu une durée de vie d'à peu  
18 près quatre à cinq semaines à l'intérieur du  
19 cabinet, entre la demande de rencontre de monsieur  
20 Tomassi et justement le moment où j'ai été mis en  
21 garde par... par l'avocat de la compagnie qui est  
22 en compétition en réalité, contre... contre  
23 Carboneutre.

24 Bien, à ce moment-là, moi ça allume une  
25 lumière, ça dit o.k., là, je ne touche plus à ça,



1 on ne touche plus à ça. J'avertis madame Metcalfe,  
2 les gens du cabinet, cette compagnie-là ça sort de  
3 chez nous. Ensuite, j'en avertis la ministre.

4 M. RENAUD LACHANCE, Commissaire :

5 Q. [751] Si vous me permettez, là?

6 R. Oui.

7 Q. [752] Cet avocat-là, est-ce qu'il vous a dit qui  
8 était derrière les...

9 R. Non, il m'a dit c'est des gens louches. Puis de  
10 toute façon, même si à cette époque-là, il m'avait  
11 dit c'est qui, moi je connais rien là-dedans, là,  
12 je ne connais pas...

13 Q. [753] S'il vous avait dit c'est Raynald Desjardins  
14 qui est... qui est dans le crime organisé, vous  
15 pouvez taper sur Internet comme a fait monsieur  
16 avant vous?

17 R. Oui, comme monsieur Ringuette a fait, mais il m'a  
18 pas donné de nom, Monsieur Lachance, il m'a pas  
19 donné de nom.

20 Q. [754] Même sans nom, vous avez à ce point confiance  
21 à cet avocat-là que vous êtes prêt à vous tasser...

22 R. Oui, oui.

23 Q. [755] ... de dans le dossier?

24 R. Oui, oui.

25 LA PRÉSIDENTE :

1 Q. [756] Sachant qu'il parle contre un compétiteur?

2 R. Sachant que le monsieur me dit : « Écoutez, j'ai  
3 beaucoup de respect pour madame Beauchamp, je ne  
4 veux pas qui... qu'elle soit... que son nom soit  
5 associé à ce genre de compagnie-là. Oui.

6 Effectivement. Puis il me donne pas de nom,  
7 j'attends pas de nom à ce moment-là.

8 Q. [757] Et vous saviez, à ce moment-là, à tout le  
9 moins il y a conflit d'intérêts?

10 R. Dans le sens? Ah, vous voulez dire que lui a un  
11 conflit d'intérêts?

12 Q. [758] Bien, puisqu'il représente la compagnie...

13 R. Oui, mais en même temps...

14 Q. [759] ... compétitrice?

15 R. Oui, mais en même temps...

16 Q. [760] Et vous, vous vous êtes simplement contenté  
17 de savoir ça, puis vous n'avez pas demandé qui  
18 était derrière?

19 R. Non.

20 Me DENIS GALLANT :

21 Q. [761] Pour vous mettre dans le contexte...

22 R. Je pense pas qu'il ait voulu... je pense pas qu'il  
23 ait voulu me le dire, mais je l'ai pris au sérieux.

24 Q. [762] Mais, Monsieur Crête, je vais vous mettre  
25 dans le contexte, parce que les noms sont sortis?

1 R. Oui.

2 Q. [763] Donc, la compagnie Horizon est sortie?

3 R. Hum, hum.

4 Q. [764] Et le nom de maître Yergeau...

5 R. Oui.

6 Q. [765] ... qui était son titre alors...

7 R. C'est ça.

8 Q. [766] ... maintenant il est juge?

9 R. C'est ça.

10 Q. [767] C'est... c'est maître Yergeau qui vous a  
11 appelé. Vous avez dit que vous connaissiez maître  
12 Yergeau de longue date parce qu'en matière  
13 d'environnement...

14 R. Pas de longue date, je précise de deux ans.

15 Q. [768] ... mais en matière d'environnement...

16 R. Oui.

17 Q. [769] ... les avocats spécialisés il y en a pas des  
18 masses et ce que vous dites c'est que vous avez une  
19 confiance dans l'intégrité du monsieur?

20 R. Oui, tout à fait.

21 Q. [770] Et le monsieur n'a pas à vous donner de nom.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Q. [771] Vous aviez raison.

24 R. Pardon?

25 Q. [772] Et vous aviez raison.

1 R. Oui.

2 Me DENIS GALLANT :

3 Q. [773] Alors, ceci étant dit, c'est maître Yergeau.

4 O.K.

5 R. Oui, c'est ça.

6 Q. [774] Donc, maître Yergeau qui a une crédibilité  
7 dans le milieu vous appelle et vous fait une mise  
8 en garde?

9 R. Exact.

10 Q. [775] Et maître Yergeau a l'élégance de ne pas vous  
11 nommer de nom. C'est ce que je comprends?

12 R. Écoutez, est-ce qu'il m'en a nommé, je ne pense  
13 pas. Je vous le dis de mémoire, c'est en deux mille  
14 neuf (2009), là, est-ce qu'il m'a nommé des noms,  
15 peut-être, peut-être pas.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Q. [776] Donc, c'est possible qu'il vous ait nommé des  
18 noms?

19 R. C'est possible qu'il m'ait nommé des noms, mais...

20 Q. [777] Parce que vous vous fiez à la parole, même si  
21 la personne est extrêmement crédible...

22 R. Hum, hum.

23 Q. [778] ... la personne était quand même en conflit  
24 d'intérêts puisque vous dites qu'elle représentait  
25 la compagnie compétitrice?

1 R. Oui. Sauf que, moi, dans mon for intérieur, cette  
2 personne-là qui me dit « touche pas », bien, je ne  
3 touche pas. Puis je ne sais pas comment vous dire  
4 ça. Je n'ai pas la mémoire qui me dit, de souvenir  
5 qui m'aie dit, écoute, il y a Raynald Desjardins.  
6 Puis même s'il m'avait dit ça, effectivement,  
7 j'aurais fait comme l'autre monsieur, j'aurais tapé  
8 sur Google puis j'aurais vu les condamnations, et  
9 tout ça, puis ça aurait juste renforcé mon idée de,  
10 on se retire du dossier. Mais de mémoire, je  
11 n'avais pas le nom des personnes au moment où  
12 maître Yergeau m'a appelé.

13 (16:19:02)

14 Me DENIS GALLANT :

15 Q. **[779]** Vous dites que, aussitôt, donc, écoutez, moi,  
16 j'essaie de vous guider, là, je peux être à  
17 quelques jours, quelques semaines près...

18 R. Oui.

19 Q. **[780]** ... mais je pense que c'est à la mi-  
20 septembre...

21 R. À peu près.

22 Q. **[781]** ... de deux mille neuf (2009). Vous dites que  
23 vous en informez incessamment et madame Metcalfe et  
24 madame Beauchamp?

25 R. Bien sûr.

1 Q. [782] Bon. Donc, le cabinet va se gouverner comment  
2 à partir de là?

3 R. C'est-à-dire que, nous, on ne touche plus à ce  
4 dossier-là.

5 Q. [783] Est-ce que vous transmettez l'information aux  
6 fonctionnaires, au sous-ministre?

7 R. De mémoire, je ne suis pas sûr. Parce qu'on est  
8 août, septembre. Comme je vous dis, je parle  
9 régulièrement avec la sous-ministre, et c'est  
10 généralement la période de l'année où madame Paulin  
11 prend ses vacances. Donc, est-ce que je lui en  
12 parle? Je ne le sais pas. Est-ce que madame  
13 Metcalfe parle aux fonctionnaires de cette affaire-  
14 là? Je ne le sais pas. Je n'ai pas de mémoire de  
15 ça. Mais, effectivement, j'en parle à madame  
16 Metcalfe et à madame Beauchamp.

17 Q. [784] Parfait. Donc, à partir de ce moment-là, ce  
18 que vous dites, bien, les fonctionnaires, comme  
19 c'est le cas, c'est eux autres qui décident au bout  
20 de la ligne?

21 R. Oui.

22 Q. [785] Qui sont des scientifiques décideront s'ils  
23 émettent, mais, nous, on ne touche plus...

24 R. Oui.

25 Q. [786] ... et on n'intervient plus. Est-ce que, par

1           contre, vous allez aller rencontrer monsieur  
2           Tomassi et lui dire : « Tu ne m'amènes plus des  
3           gens comme ça ici »?

4           R. Absolument. Alors, on est, effectivement, comme je  
5           vous rappelle tantôt, entre le début août et la mi-  
6           septembre. Donc quatre à cinq semaines. Et ça  
7           adonne qu'il y a un conseil général du Parti  
8           libéral à Drummondville. J'ai vérifié sur Internet  
9           avant de venir ici. Et il y a un conseil général.  
10          Et je me rappelle fort bien d'avoir dit à monsieur  
11          Tomassi que, moi, je ne voulais plus que le cabinet  
12          s'occupe du dossier d'Énergie Carboneutre, et que  
13          même lui, conseil d'ami, de ne pas s'en occuper. Je  
14          n'ai pas eu de réaction. Honnêtement, je n'ai pas  
15          eu du genre « bien, voyons donc, tu ne peux pas  
16          faire ça ».

17                 Je pense que j'ai eu la réaction de  
18          quelqu'un qui était étonné que je décide, que j'aie  
19          une information qui venait de la part de maître  
20          Yergeau. Mais je pense qu'il a été comme un peu  
21          sonné, un peu comme étonné de ça. Mais je l'ai  
22          effectivement averti, puis j'ai dit : « Tu ne  
23          m'amènes pas ces gens-là au cabinet, je n'en veux  
24          pas de ces gens-là au cabinet. Le gouvernement n'a  
25          pas besoin de ces gens-là. »

1 Q. [787] Et il a compris le message, vous pensez?

2 R. Je pense qu'il a compris le message. C'était sans  
3 équivoque.

4 Q. [788] Madame Metcalfe, est-ce qu'elle vous a fait  
5 part également qu'elle avait eu de l'information  
6 par rapport également à des gens pas trop  
7 recommandables derrière la compagnie Carboneutre?

8 R. Oui, effectivement. Puis vous m'avez rappelé le  
9 souvenir de ça. Justement lors de ce conseil  
10 général là ou quelques jours avant, madame Metcalfe  
11 a rencontré une autre personne du domaine des,  
12 entre guillemets, des vidanges...

13 Q. [789] Est-ce qu'on parle d'un compétiteur qui est  
14 Écolosol, qui est monsieur Trudel?

15 R. Exactement.

16 Q. [790] On parle du même monde.

17 R. C'est un petit monde le monde des... Le monde des  
18 poubelles, le monde des vidanges, c'est un petit  
19 monde. Alors donc, elle rencontre monsieur Trudel  
20 qui lui dit : « Écoute, les gens... » Puis, là,  
21 elle lui donne... Lui lui donne des noms. Parce que  
22 je ne sais pas s'il les connaît. Mais lui lui donne  
23 effectivement des noms. Et madame Metcalfe au  
24 conseil général me dit ou m'appelle au conseil  
25 général puis me dit : « By the way, les personnes



1 que maître Yergeau vous avait dit que c'est des  
2 gens, bon, louches, et tout ça, pas recommandables,  
3 il y a un gars là-dedans qui s'appelle un  
4 Desjardins, ça a l'air que c'est un gars qui a été  
5 condamné, puis tout ça. » Donc, ça renforce un peu  
6 ma conclusion au bout de la ligne de dire, on ne  
7 touche pas à ça. Et ça me renforce aussi au fait  
8 d'aller dire à monsieur Tomassi : « Là là, tu ne  
9 m'amènes pas ces gens-là. Moi, je ne veux pas avoir  
10 ces gens-là au cabinet. Ce n'est pas le genre... Ce  
11 n'est pas pour ça que je fais de la politique. »

12 Q. [791] Avez-vous demandé à monsieur Tomassi si lui  
13 connaissait la réputation de ces personnes-là? Vous  
14 n'avez pas eu besoin?

15 R. Je ne suis pas allé jusque-là.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Q. [792] Monsieur Crête, comment se passe de temps  
18 entre le moment où maître Yergeau vous dit :  
19 « Touche pas à ça parce qu'il y a des gens louches  
20 derrière » et le moment où vous apprenez  
21 effectivement qui sont les gens derrière?

22 R. Écoutez, c'est une question de jours, j'ai  
23 l'impression, parce qu'on est... Du moment où  
24 maître Yergeau m'appelle, c'est probablement dans  
25 la semaine précédant le conseil général à

1 Drummondville. Donc, moi, je sais que je vais voir  
2 monsieur Tomassi au conseil général, parce que tous  
3 les députés, tous les ministres sont présents dans  
4 les réunions politiques. Alors, je me promets, dans  
5 ma tête je me promets de le voir, je vais le voir,  
6 je sais que je vais le voir dans les deux ou trois  
7 prochains jours. C'est à ce moment-là que j'en  
8 avertis madame Metcalfe. Madame Metcalfe qui  
9 rencontre monsieur Trudel puis qui, probablement,  
10 ont parlé de ce dossier-là, puis là, là, dans ma  
11 tête, là, c'est clair, là, c'est sans équivoque,  
12 là, c'est pas le genre d'entreprise qu'on, à qui on  
13 veut parler.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Q. [793] Avant le conseil général, vous aviez appris  
16 le nom de ces personnes-là?

17 R. Probablement au conseil. Le moment exact...

18 Q. [794] O.K.

19 R. ... là, selon madame Metcalfe, elle m'aurait appelé  
20 comme, pendant le conseil général, avant que je  
21 parle à monsieur Tomassi, style, une heure ou deux  
22 avant, là.

23 Q. [795] Ce qui fait qu'au moment où vous avez dit au  
24 Ministère de ne plus toucher à ça, vous aviez donc  
25 toutes les informations en main à ce moment-là?

1 R. Oui.

2 Q. [796] Bon.

3 Me DENIS GALLANT :

4 Q. [797] Avez-vous avisé madame Beauchamp des noms de  
5 ces personnes-là?

6 R. De mémoire? Non. Je voulais juste vous dire, non,  
7 non, puis, bien, écoutez, je m'en rappelle pas, là,  
8 mais je pense pas l'avoir avisée, simplement, puis  
9 comme je vous le dis, je parle plus souvent à ma  
10 sous-ministre qu'à ma ministre, là, donc...

11 Q. [798] Avez-vous avisé madame Paulin?

12 R. Euh... Non, probablement pas. Probablement pas.

13 Mais pour moi c'est un dossier qui est, qui est  
14 sorti du cabinet, là, qui est clos, là, puis comme  
15 je vous disais, le dossier Carboneutre, là, c'est  
16 pas, c'est pas le centre de notre univers au  
17 cabinet de l'environnement à ce moment-là, là.  
18 C'est un dossier, puis on a pris la décision de...  
19 moi, dans le fond, j'ai exigé que les gens du  
20 cabinet s'enlèvent les mains de ce dossier-là. Puis  
21 à partir de ce moment-là, il n'y a plus eu  
22 d'intervention comme telle, ou de demande du  
23 cabinet par rapport au dossier Énergie Carboneutre.

24 Q. [799] Il y en a qui ont fait des liens, je vous  
25 cacherais pas, entre une activité de financement du

1 mois d'avril deux mille neuf (2009) dans un  
2 restaurant pour madame Beauchamp, organisé par  
3 Genivar et, et la présence de monsieur Arcuri...

4 R. Hum, hum.

5 Q. [800] ... à cette, à cette activité-là, et la  
6 délivrance du certificat d'autorisation en mai deux  
7 mille... deux mille dix (2010). Je vous vois  
8 sourire. Les interventions de monsieur Tomassi, ce  
9 que je comprends de votre témoignage, ont commencé  
10 au mois d'août, là, ont pas commencé au mois  
11 d'avril deux mille neuf (2009)?

12 R. Non, pas du tout, puis je me rappelle de cet  
13 événement-là, l'événement de, de financement.  
14 J'étais présent. Donc, et comme dirait un  
15 chroniqueur judiciaire très populaire, j'étais le  
16 « porteurs de valises », donc, mon rôle c'était  
17 simplement d'accompagner, d'accompagner la ministre  
18 à l'activité et j'avais été... quand j'ai vu  
19 l'article sortir dans la presse, presque un an et  
20 demi plus tard, honnêtement, dans mon cas c'était,  
21 c'était ah! oui? Parce que moi, je les connais pas,  
22 là. Comme je vous disais tantôt, ce monsieur-là  
23 serait devant moi même là, aujourd'hui, puis je le  
24 reconnaitrais pas. Donc, effectivement, puis, je  
25 pen... on n'était pas sorti de cette activité-là

1 dans le genre, hey! là il y a un dossier qui  
2 s'appelle Énergie Carboneutre, il faut le régler,  
3 là. C'était une activité de financement comme on en  
4 a participé, comme on a participé souvent, dans le  
5 fond, qui étaient des activités à, j'imagine à  
6 l'époque, qui étaient légales et tout ça, mais qui  
7 faisait qu'on rencontrait vingt (20), trente (30)  
8 personnes, assis alentour d'une table, puis ces  
9 gens-là parlaient de leur expérience avec le  
10 Ministère. C'était ça, là.

11 Q. [801] O.K.

12 R. Mais de faire le lien entre les deux, je pense que  
13 c'est d'aller chercher, d'aller chercher ça loin.

14 Q. [802] Surtout qu'en deux mille dix (2010), je pense  
15 madame Beauchamp n'est même plus là.

16 R. On quitte le ministère de l'Envi... oui, bien, au  
17 moment de l'émission du...

18 Q. [803] Oui.

19 R. ... du certificat...

20 Q. [804] C'est vrai.

21 R. ... d'autorisation, on est encore là mais moi  
22 j'apprends que le certificat d'autorisation est  
23 émis quand je vois un rapport dans le journal La  
24 Presse, en octobre deux mille dix (2010) et à ce  
25 moment-là on n'est plus au ministère de

1 l'Environnement. Autrement dit, on n'a pas été mis  
2 au courant de l'émission parce qu'il y en a huit  
3 mille (8 000) certificats d'autorisation à peu près  
4 par année au ministère de l'Environnement. On nous  
5 envoie pas un courriel à chaque fois qu'il y a un  
6 certificat d'autorisation qui est émis. Donc, pour  
7 nous, c'est... moi je l'ai appris par les médias,  
8 puis quand j'ai vu ça, j'ai dit, ouppelaille!,  
9 effectivement, là, c'était, c'était pas des gens  
10 bien, bien sympathiques qui étaient dans cette  
11 entreprise-là.

12 Q. [805] Pensez-vous que, pensez-vous que les  
13 fonctionnaires auraient dû avoir cette information-  
14 là, là, avec le recul, là?

15 R. J'écoutais votre, votre... le témoin précédent puis  
16 tout ça, puis c'est clair que, aujourd'hui,  
17 probablement que... une chose comme ça arriverait  
18 pas nécessairement parce qu'il y a un suivi qui est  
19 peut-être plus complet. Maintenant, à l'époque, tu  
20 peux pas t'imaginer que tu vas avoir les gens, dans  
21 le fond tu vas avoir une entreprise qui vient dans  
22 ton bureau qui est liée au crime organisé. Tu peux  
23 pas t'imaginer ça. Surtout pas une ent... amenée  
24 par un élu. Donc, si, s'il l'avait su, je suis même  
25 pas sûr qu'il aurait pas donné le certificat

1 d'autorisation, tu sais? À l'époque, là, les  
2 personnes avec qui il « dealait », c'était pas les  
3 gens qui avaient des casiers judiciaires, c'était  
4 les gens qui étaient les fondateurs de  
5 l'entreprise.

6 Q. [806] Non, mais moi, Monsieur Crête, je veux dire,  
7 vous avez cette information-là, madame Metcalfe a  
8 une autre information. Est-ce que cette  
9 information-là aurait dû être relayée à madame  
10 Paulin, monsieur Rousseau et on aurait pu  
11 descendre, dire, on bloque le certificat?

12 R. Oui, ça aurait pu, ça aurait pu, mais je pense pas  
13 qu'on aurait pu. Honnêtement, puis je connais pas  
14 suffisamment la loi, mais je suis pas sûr que la  
15 LQE à l'époque empêchait justement l'octroi d'un  
16 certificat d'autorisation en fonction de quelqu'un  
17 qui avait un casier judiciaire, un des actionnaires  
18 qui avait un casier judiciaire. Je suis pas sûr,  
19 là, il faudrait vérifier dans la loi... l'état de  
20 la loi quel était, en deux mille neuf (2009)...

21 Q. [807] Surtout quand il y a une série de prête-noms,  
22 là.

23 R. Oui. C'est ça, là, t'sais. Puis on est... on est...  
24 on est loin, là, on est dans une structure presque  
25 pyramidale. À ce moment-là, je peux pas dire... je

1           suis même pas sûr que le certificat d'autorisation  
2           aurait été bloqué au niveau de la direction  
3           régionale. D'après moi, ça aurait pas été bloqué.

4       Q. **[808]** O.K. Ça fait le tour de mes questions,  
5       Madame.

6       LA PRÉSIDENTE :  
7       Quatre heures trente (16 h 30) pile, Maître  
8       Gallant.

9       Me DENIS GALLANT :  
10      C'est... c'est... c'est bien, hein!

11      M. RENAUD LACHANCE, commissaire :  
12      Mais, je vais défoncer un peu, là.

13      Me DENIS GALLANT :  
14      Ah! Bien, ça, c'est la prérogative du Commissaire.

15      LA PRÉSIDENTE :  
16      Il n'y a pas de problème, Monsieur le Commissaire.

17      INTERROGÉ PAR M. RENAUD LACHANCE, commissaire :  
18      Ça va.

19      Q. **[809]** Écoutez, je veux seulement rendre ça clair.  
20      Madame Metcalfe, elle vous a dit qu'il y avait un  
21      monsieur Desjardins derrière... derrière  
22      Carboneutre?

23      R. Ça, c'était ce que monsieur Trudel lui avait dit,  
24      comme je vous dis, là, dans la période des cinq...  
25      des quatre à cinq semaines.



1 Q. **[810]** C'est ça.

2 R. Oui.

3 Q. **[811]** Et vous, elle vous informe que monsieur...  
4 que monsieur Desjardins est derrière Carboneutre.

5 R. Elle me dit qu'il y a un monsieur Desjardins, mais  
6 moi, Desjardins, ça me dit absolument rien, là.  
7 C'est ça.

8 Q. **[812]** Mais, est-ce qu'elle vous dit que c'est un...  
9 c'est quelqu'un qui a un dossier judiciaire?

10 R. Oui, oui, elle me le dit. Mais, comme je vous dis,  
11 ça c'est après que maître Yergeau m'ait appelé.

12 Q. **[813]** Oui, j'ai compris ça. Mais, quand vous parlez  
13 à monsieur Tomassi, est-ce que vous dites à  
14 monsieur Tomassi qu'il y a monsieur Desjardins  
15 derrière Carboneutre, puis il ne faut pas toucher à  
16 ce dossier-là, qu'il doit s'éloigner de...

17 R. Je mentionne pas les noms, probablement que j'y  
18 mentionne pas les noms, mais je mentionne qu'il y a  
19 des gens qui font partie du crime organisé.

20 Q. **[814]** O.K. Mais, vous avez dit « il y a quelqu'un  
21 du crime organisé qui est derrière Carboneutre,  
22 touchez pas à ce dossier-là »?

23 R. C'est ça.

24 Q. **[815]** Et il a fait... Et vous, ça ne vous a pas  
25 surpris quand même qu'un... qu'un député de votre

1           parti ait des fréquentations ou avance des dossiers  
2           où il sait que c'est des gens du crime organisé qui  
3           sont derrière?

4       R. Écoutez, je sais pas s'il le savait. Bien,  
5           honnêtement, là, je lui ai pas demandé « est-ce que  
6           tu savais avec qui tu dealais? », mais c'est clair  
7           que, moi, ça me fait pas plaisir, là. Quand je suis  
8           allé lui dire cette chose-là, c'était pas avec un  
9           grand sourire, là, c'était vraiment du genre  
10          « c'est pas correct, là, tu dois pas nous amener  
11          ces gens-là au cabinet, là ». Donc, dans mon... mon  
12          idée à moi, c'est... je... je suis pas content, là.  
13          C'est vraiment pas, là... je l'accueille pas, je  
14          lui dis pas « merci de m'avoir amené ce dossier-là,  
15          là, c'est plutôt le contraire, là, c'est garde ça  
16          avec toi. Moi, je veux plus voir ça chez nous,  
17          là ».

18       Q. **[816]** Mais là, je comprends que vous ne parlez pas  
19           à madame Beauchamp à tous les jours, mais...

20       R. Non.

21       Q. **[817]** ... vous êtes quand même proche de madame  
22           Beauchamp.

23       R. Hum, hum.

24       Q. **[818]** C'est votre ancienne... ancienne blonde,  
25           peut-être.

1 R. Pas blonde, « date ».

2 Q. **[819]** Vous la voyez quand même... vous la voyez  
3 quand même à l'occasion. Et elle, son collègue  
4 avance un dossier qui est poussé par un membre du  
5 crime organisé.

6 R. Oui.

7 Q. **[820]** Est-ce que vous avez dit à madame Beauchamp  
8 que son collègue poussait un dossier qui ne sentait  
9 pas très bon?

10 R. Oui, oui, je lui avais dit. Aussitôt que maître  
11 Yergeau m'avait contacté, c'est là que je lui avais  
12 dit : « Maître Yergeau nous a avertis que ce  
13 dossier-là, que l'entreprise comme telle... »

14 Q. **[821]** Oui mais là... là vous ne savez pas que c'est  
15 le crime organisé qu'il y a derrière ça. Il vous  
16 dit seulement qu'une personne louche...

17 R. Bien, il me dit que c'est des gens louches, là.  
18 Moi, dans ma tête, « gens louches », c'est sûrement  
19 des gens qui sont des criminels, là.

20 Q. **[822]** Oui, mais, dans le fond, vous n'avez jamais  
21 dit donc à madame Beauchamp qu'il y avait des gens  
22 du crime organisé derrière un dossier de  
23 Carboneutre et que vous avez dit à monsieur Tomassi  
24 de ne pas s'en mêler.

25 R. J'ai dit à madame Beauchamp que j'avais parlé à

1 monsieur Tomassi.

2 Q. [823] Après lui avoir parlé.

3 R. C'est ça.

4 Q. [824] Mais, sans lui dire que... que c'était lié au  
5 crime organisé.

6 R. Comme je vous dis, les noms, là... probablement que  
7 madame Metcalfe m'avait donné le nom de monsieur  
8 Desjardins, mais pour moi, c'était comme... tu  
9 sais, c'est pas quelqu'un que je connais, c'est pas  
10 un milieu... c'est vraiment pas un milieu que je  
11 connais, c'est vraiment pas un milieu sur lequel je  
12 me documente, là.

13 INTERROGÉ PAR LA PRÉSIDENTE :

14 Q. [825] Oui, mais sans vous documenter...

15 R. Oui.

16 Q. [826] ... la question que pose le Commissaire est  
17 importante.

18 R. Hum, hum.

19 Q. [827] Vous semblez... vous ne sentez pas  
20 l'importance d'aviser votre ministre.

21 R. Mais je l'avise. Je lui ai dit, je lui ai dit :

22 « On se retire du dossier parce qu'on a été averti  
23 qu'il y avait des gens... des criminels, en  
24 réalité, derrière cette entreprise-là », je  
25 l'avertis.

1 Q. **[828]** Mais pas seulement ça, que Tomassi essaie  
2 d'amener ces gens-là.

3 R. Bien oui. Bien, c'est clair que je lui dis, là.  
4 C'est clair que je lui dis, c'est un dossier qu'il  
5 m'amenait...

6 Q. **[829]** Puis Tomassi, lui, il réagit comment quand  
7 vous lui dites ça?

8 R. Comme je vous dis, là, c'est une réaction assez  
9 stoïque, là, c'est comme même, je vous dirais, une  
10 réaction de surprise par rapport à ça, plus  
11 qu'autre chose. Je dirais peut-être plus comme  
12 quelqu'un qui... un petit garçon qui s'est fait  
13 attraper après avoir fait un mauvais coup, là.

14 Q. **[830]** Est-ce que des parties ont des questions?

15 Me BENOIT BOUCHER :

16 Je n'aurai pas de question, mais juste indiquer au  
17 tribunal que les dispositions relatives aux  
18 déclarations des administrateurs ont été ajoutées  
19 en deux mille onze (2011) à la Loi sur la qualité  
20 de l'environnement et se retrouvent aux articles  
21 115.5 à 115.12 de la loi.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 O.K. Maître Hamel?

24 Me PIERRE HAMEL :

25 Non, pas de question.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Personne a de question?

3 Me DENIS GALLANT :

4 (Inaudible) les parties, donc...

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Bon. Alors, voilà! Merci, Monsieur Crête.

7 Me DENIS GALLANT :

8 Merci beaucoup.

9 R. Au plaisir.

10 Q. **[831]** Merci.

11

12 ET LE TÉMOIN NE DIT RIEN DE PLUS

13 AJOURNEMENT DE L'AUDIENCE

14

15

1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25

SERMENT

Nous, soussignées, ODETTE GAGNON et DANIELLE  
BERGERON, sténographes officielles, certifions que  
les pages qui précèdent sont et contiennent la  
transcription fidèle et exacte de l'enregistrement  
numérique, le tout hors de notre contrôle et au  
meilleur de la qualité dudit enregistrement.

Le tout conformément à la loi.

Et nous avons signé,

---

Odette Gagnon (Tableau #202129-3)  
Sténographe officielle

---

Danielle Bergeron (Tableau #289077-1)  
Sténographe officielle